



**RAPPORT
MORAL &
D'ACTIVITÉS
2017**

Mot du Président et de la Directrice Générale P3

Qui sommes-nous ? P4

Conseil d'Administration P9

La Vie Associative en 2017 P13

Direction Générale P14

Délégations en 2017 P15

Domaines d'Interventions P16

Missions d'ACF International P17

Département des Opérations P18

Missions ACF France P25...

Département Expertise et Plaidoyer P46

Département Communication et Développement P52

Département Administratif et Financier P54

Département des Ressources Humaines P55

Département Logistique et Systèmes d'Information P58

Retrouvez-nous sur



Aide à la navigation : Liens sur les rubriques du sommaire ; LogoACF ; Réseaux sociaux ; Sites Internet

MOT DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE



Véronique ANDRIEUX,
Directrice Générale
ACF France



Thomas RIBÉMONT,
Président
ACF France

Chers adhérentes, chers adhérents,

En raison de nombreux conflits armés ou de phénomènes climatiques, l'année 2017 a été marquée par de nombreuses crises se révélant toujours plus complexes et s'inscrivant, pour nombre d'entre elles, dans la durée.

Face à ces crises, nos équipes, et l'ensemble des bénévoles de notre association se sont mobilisés et ont contribué à ce qu'Action Contre la Faim puisse répondre aux besoins de manière coordonnée, efficiente et efficace.

En parallèle de nos opérations, nous avons travaillé au développement de notre réseau international en s'efforçant de rendre ce dernier toujours plus fluide. Nous avons aussi œuvré, dans un contexte difficile, à retrouver notre équilibre budgétaire, tout en développant notre communication (interne et externe), notre plaidoyer et notre expertise. Nous avons surtout tout mis en œuvre, via notamment une étude des besoins du terrain, pour réfléchir à notre stratégie organisationnelle et la rendre toujours plus efficace.

Cette réflexion stratégique a plusieurs objectifs : elle doit permettre de renforcer notre capacité de réponse multisectorielle aux urgences et d'intensifier notre travail en matière de sécurité alimentaire et moyens d'existence ; elle doit aboutir au renforcement de nos systèmes de redevabilité ; elle doit contribuer à dynamiser notre vie associative, en particulier, à travers le Comité de mobilisation de la vie associative qui s'est mis en place au cours de cette même année.

La liste n'est bien entendu pas exhaustive mais elle montre combien les enjeux à traiter sont conséquents et supposent la mobilisation de toutes et tous au sein de notre association, dans la rigueur, l'humilité et la bienveillance.

C'est grâce à vous, chères adhérentes, chers adhérents, que nous pourrons collectivement opérer les changements dont Action Contre la Faim a aujourd'hui besoin avec et pour nos bénéficiaires.
Avec tous nos remerciements associatifs,

Véronique ANDRIEUX

Thomas RIBÉMONT



© Sandra Calligaro

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde.

Alors que jusque là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.

Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- ▶ Nutrition-santé
- ▶ Pratiques de soins
- ▶ Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- ▶ Eau, assainissement et hygiène
- ▶ Plaidoyer et sensibilisation

En 2015, ACF-International est intervenue dans plus de 47 pays, venant en aide à environ **7 millions** de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

HISTORIQUE

Les fondateurs d'Action contre la Faim

Patrick ARFI, Jacques ATTALI, Danielle de BETAK, Charles de BRANTES, Xavier BROAWEYS, Jean-Martin COHEN-SOLAL, Caroline FRAISSINET COSICH, Jean GEROTHWOHL, Françoise GIROUD, Marek HALTER, Gilles HERTZOG, Thierry LEROY, Rémy LESTIENNE, Bernard-Henri LEVY, Patrick SIEGLER-LATHROP, Marie-Antonietta MACCIOCCHI, Christian-Marie MONNOT, Jacques-André PREVOST, Robert SEBBAG, Guy SORMAN, Marc ULLMANN, Jean-Christophe VICTOR, Gad WEIL.

1979-1990 : L'ACF

« Parler de la faim dans le monde installé dans son fauteuil c'est très bien, ce serait pourtant mieux de faire quelque chose ». Ainsi résumée par Françoise Giroud, cette prise de conscience a conduit en 1979 une poignée d'intellectuels français à se mobiliser pour affirmer leur refus face au scandale de la faim.

Élargi à quelques journalistes et médecins, le groupe se constitue en

association le 15 novembre autour de Jacques Attali, Marek Halter, Bernard-Henri Levy... L'Action Internationale Contre la Faim (AICF) est née.

Un mois plus tard, l'Afghanistan sera le théâtre d'un des derniers conflits de la guerre froide. Face à l'invasion des troupes soviétiques, des milliers d'Afghans fuient à la frontière du Pakistan. Un médecin afghan réfugié en France est présenté aux fondateurs d'AICF et raconte. Très vite, une première mission d'aide d'urgence est montée. Des hommes, médecins et volontaires, sont envoyés sur place pour convoier tentes et denrées. En janvier 1980, AICF est la seule organisation française présente sur cette zone de Quetta.

Les missions se succèdent, les bénévoles font leurs armes au Cambodge, en Ouganda, au Sud Soudan et en Ethiopie où l'AICF se trouve confrontée à sa première grande famine et à son premier dilemme politique. C'est l'époque du « piège humanitaire » où AICF teste sa Charte à l'épreuve des faits.

L'organisation devient rapidement une véritable Fédération. Elle appelle à une mobilisation générale des citoyens dans les provinces, les départements et les communes, chacun pouvant créer son « comité local ». Volontaires de tous horizons s'emparent de projets et démultiplient l'action de terrain. Liés par une charte rédigée par Bernard-Henri Lévy et par la même volonté d'agir, ces comités locaux s'organisent pour venir en aide aux plus démunis. Chaque comité local mènera ainsi un ou plusieurs projets de développement dans les pays de son choix.

Sous les présidences de Françoise Giroud et de Guy Sorman, l'organisation se développe, jusqu'à compter 30 programmes médicaux, agricoles ou d'accès à l'eau. Elle est alors présente dans une vingtaine de pays à travers le monde, et portée par un grand réseau de bénévoles en France.

A la fin des années 80, plus précisément en 1989, AICF présentait les volumes opérationnels suivants :
Budget de 6,1 millions d'euros – 85 000 donateurs – 20 permanents siège – 50 expatriés en mission – 30 programmes.

1991 – 1999 : L'ACTION S'ORGANISE ET SE PROFESSIONNALISE

L'ordre mondial, né de l'effondrement du rideau de fer, laisse place à de nombreux drames humanitaires complexes. La pandémie du sida ravage l'Afrique et cible, à l'image de la faim, les plus vulnérables. La capacité de réaction de l'organisation doit aller croissant et pour répondre à cette exigence d'efficacité, le tournant de la professionnalisation est engagé. Sous l'impulsion de son nouveau Président José Bidegain, AICF recentre son action sur les urgences liées à la nutrition et à l'eau, et recrute des volontaires et permanents à même de mener ses actions.

Kurdistan, Liberia, Sierra Leone, Bosnie, Somalie, Rwanda, les ouvertures de missions s'enchaînent au rythme des guerres et du délitement des régimes. L'atomisation des conflits fait exploser les besoins humanitaires et

plonge AICF au cœur des conflits.

L'Union Européenne crée en 1992 une agence spécialisée qui deviendra un partenaire incontournable de l'organisation. AICF investit en recherche sur le traitement de la malnutrition aiguë. Le Comité consultatif scientifique de nutrition est créé. Il met au point un aliment approprié à la prise en charge des enfants sévèrement malnutris – le F100 – et son administration au sein d'un protocole.

Dans cette nouvelle phase de professionnalisation, requise par l'urgence et la gravité des situations, les comités locaux perdent de leur vitalité et disparaissent progressivement. En marge du développement de son expertise, AICF devenue Action contre la Faim (ACF) en 1995 se déploie par l'ouverture de nouveaux sièges. D'abord Madrid, puis New-York et Londres, le réseau international permet à l'organisation d'accroître sa capacité d'action et d'asseoir plus encore sa crédibilité auprès des bailleurs internationaux.

En 20 ans l'organisation a su devenir l'une des toutes premières associations internationales de lutte contre la faim.

En 1999, ACF présentait les volumes opérationnels suivants :
ACF-IN : 37 missions
ACF-France : 21 missions. Budget de 29,4 millions d'euros – 200 000 donateurs – 37 permanents au siège – 210 expatriés en mission.

2000 – 2017 : COMPRENDRE LA FAIM POUR MIEUX LA COMBATTRE

Depuis la fin des années 90, la faim change de visage en devenant multiforme : les analyses ne sont pas transférables de Sarajevo à Monrovia ou au Sahel.

Après deux années d'intervention en Corée du Nord, les équipes d'Action contre la Faim se trouvent dans l'impossibilité de mettre en œuvre un programme d'assistance pour les populations les plus vulnérables. La situation humanitaire reste dramatique mais le régime de Pyongyang canalise l'aide et sacrifie toute une partie de la population pour maintenir son pouvoir en place. ACF, qui met l'accès libre aux victimes comme condition à toute intervention humanitaire, quitte le pays au printemps 2000. Prendre la parole pour dénoncer les entraves mises à son action devient plus nécessaire que jamais.

Dans ce climat d'incertitude stratégique, Sylvie Brunel est élue présidente d'Action contre la Faim l'année suivante. Au sein de l'association depuis 12 ans, elle veut élargir l'action à la problématique globale de la faim et repositionner le mandat sur le développement et le plaidoyer thématique. En conflit avec une majorité des membres de l'organisation sur cette question de l'élargissement du mandat, elle démissionne de la présidence en février 2002.

Au-delà de sa médiatisation, cette crise pousse ACF à réaffirmer ses fondements. Le Projet associatif d'Action contre la Faim s'annonce comme un cadre de référence de son action, précisant ses valeurs et ses principes directeurs. ACF est alors prête à s'inscrire plus largement dans la société civile et à s'associer aux réflexions du plus grand nombre grâce à la relance de sa vie associative.

Sous l'impulsion de son nouveau président Jean-Christophe Rufin, ACF fait le choix de la croissance pour mieux répondre aux urgences qui se multiplient sur la planète. Un « pool d'urgence » est créé en plus des directions géographiques, une nouvelle impulsion est donnée au réseau international avec la création du siège de Montréal, et les premières délégations régionales sont créées pour contribuer au développement de l'organisation.

Nouveau siècle, nouveaux visages de la faim, le sida reste incontournable tant il agit comme facteur aggravant de la faim ; mais l'urbanisation des pays en développement et les changements climatiques apparaissent aussi comme des sources de faim préoccupantes. Action contre la Faim est engagée dans un processus pour améliorer encore ses compétences et pour répondre aux besoins des populations. Elle s'attache ainsi à l'analyse de ces nouveaux facteurs de la faim.

ACF s'efforce de toujours mieux intégrer les dimensions humaines, psychologiques et culturelles dans les programmes pour mieux comprendre les causes de la malnutrition et pour mieux la prévenir et la soigner.

35 ans après, la faim n'est plus une fatalité mais la tâche est encore immense. Le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation a doublé tandis que les conditions d'intervention sur le terrain sont devenues difficiles et périlleuses. La concentration des moyens financiers de l'ONU et l'arrivée des Clusters de coordination contraint ACF à se professionnaliser toujours plus pour devenir une référence dans le domaine de la malnutrition.

Des efforts d'organisation et une culture d'efficacité sont mis en œuvre pour répondre aux nouveaux défis.

ACF-France présente ainsi en 2017 le bilan suivant :

21 missions - 5 356 102 bénéficiaires - budget 178.4 millions d'euros

LES TEXTES DE RÉFÉRENCE D'ACTION CONTRE LA FAIM

Des textes sont ici rapportés afin de permettre au lecteur du rapport moral de mieux situer l'action annuelle de l'association au regard de son mandat et de ses valeurs. Les documents complets sont disponibles au siège de l'association et sur le site Internet www.actioncontrelafaim.org.

LA CHARTE

Action contre la Faim est une organisation non gouvernementale. Privée, apolitique, non confessionnelle, non lucrative, elle a été créée en France en 1979 pour intervenir dans le monde entier.

Sa vocation est de sauver des vies en luttant contre la faim, la misère physiologique, les situations de détresse qui menacent de mort des hommes, des femmes, des enfants sans défense.

Action contre la Faim intervient dans l'une au moins des situations suivantes :

- ▶ en cas de crise grave, d'origine naturelle ou humaine, menaçant la sécurité alimentaire ou provoquant une situation de famine,
- ▶ en cas de déstructuration du tissu social, liée à des raisons intérieures ou extérieures, plaçant certaines populations dans une situation d'extrême vulnérabilité,
- ▶ là où l'assistance humanitaire est affaire de survie.

L'action de l'association se situe alors soit pendant la crise elle-même (intervention d'urgence), soit après (programmes de réhabilitation et de relance). Elle peut aussi intervenir dans la prévention des risques.

Tous les programmes d'Action contre la Faim ont pour finalité de permettre à leurs bénéficiaires de recouvrer le plus vite possible leur autonomie et les moyens de vivre sans dépendre d'une assistance extérieure.

Dans son activité, Action contre la Faim respecte les principes suivants :

• Indépendance

De façon à préserver et à conserver sa liberté morale et financière, Action contre la Faim agit en fonction de ses propres principes et ne se détermine en aucun cas en fonction d'intérêts de politique, intérieure ou étrangère, ou d'un gouvernement, quel qu'il soit.

• Neutralité

Une victime est une victime. Action contre la Faim œuvre dans le respect d'une stricte neutralité et impartialité politiques et religieuses. Elle peut cependant être conduite à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dont elle est témoin, ainsi que les entraves mises au bon déroulement de sa mission humanitaire.

• Non discrimination

Action contre la Faim se refuse, dans son action, à toute discrimination de race, de sexe, d'ethnie, de religion, de nationalité, d'opinion ou de classe.



© ACF Diane Moyer

• Accès libre et direct aux victimes

Action contre la Faim fonde son action sur une exigence de libre accès aux victimes et sur le contrôle direct de ses programmes. Elle se donne tous les moyens pour y parvenir et s'autorise à dénoncer les entraves mises à son action et à agir pour y mettre fin. Elle vérifie aussi l'affectation de ses ressources afin que celles-ci parviennent bien aux individus en situation précaire auxquels elles sont destinées. En aucun cas, les partenaires avec lesquels elle peut être amenée à travailler ne doivent être les ultimes bénéficiaires de ses programmes d'aide.

• Professionnalisme

Action contre la Faim fonde la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation de ses programmes sur des exigences de professionnalisme et sur la capitalisation de son expérience, afin d'optimiser son efficacité et l'utilisation de ses ressources.

• Transparence

Action contre la Faim s'engage, vis à vis de ses bénéficiaires comme de ses partenaires et donateurs, à respecter transparence et information dans l'affectation et la gestion de ses fonds, et à se doter de toutes les garanties visant à apporter la preuve de sa bonne gestion.

Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent aux principes de la Charte et s'engagent à la respecter.

LES STATUTS (EXTRAITS)

« Article premier

« L'association Action Contre la Faim, anciennement intitulé «Action Internationale Contre la Faim – AICF» et fondée en 1979, est une Organisation Non Gouvernementale, apolitique, non confessionnelle, à but non lucratif, humanitaire et professionnelle, spécialisée dans la lutte contre la faim et engagée dans la défense des droits fondamentaux de populations en détresse.

Elle a pour but d'intervenir pour sauver des vies, préserver et restaurer la sécurité alimentaire des populations, conformément aux principes énoncés dans la Charte dont elle s'est dotée. Sa durée est illimitée. Elle a son siège à Paris... »

« Article 2

ACF, seule ou en association avec d'autres entités de son réseau international, met en œuvre les moyens matériels et humains nécessaires pour répondre avec les populations à leurs besoins, soulager les souffrances humaines et sauvegarder la dignité des personnes.

Ces moyens regroupent la maîtrise et le développement des compétences techniques qui concourent à lutter contre la malnutrition et ses causes sous-jacentes (sécurité alimentaire, santé, eau et assainissement, organisation sociale...) dans des situations d'urgence et de sortie de crise, dans des contextes de discrimination et de déstructuration (sociale, économique, politique).

Pour assurer ces missions, Action Contre la Faim se dote des moyens nécessaires à la mobilisation sociale, à la diversification de ses sources de financements (générosité du public, sensibilisation des pouvoirs publics ou des institutions internationales) et au développement de son professionnalisme... »

LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR (EXTRAITS)

« Article premier

« Les principes d'action et d'intervention de l'association sont définis dans une Charte (préambule et principes) et un projet associatif. Ces documents de référence ne peuvent être modifiés qu'en assemblée générale à la majorité des deux tiers, sur proposition du conseil ou du quart des membres de l'association. »

LE PROJET ASSOCIATIF (EXTRAITS, 2011)

« Préambule

« Ce projet est un cadre de référence ordonnant nos valeurs et les principes directeurs de notre action, en cohérence avec notre Charte. Il met en perspective ce que nous considérons comme nos responsabilités humanitaires et permet de guider nos choix d'orientation sur l'affectation de nos ressources. »

« Finalité

ACF est une ONG humanitaire, professionnelle, spécialisée dans la lutte contre la faim et plus particulièrement contre la malnutrition. Elle intervient auprès des populations les plus vulnérables, dans le respect de leurs droits fondamentaux.

ACF se fixe pour mission d'intervenir sur le terrain pour sauver des vies, préserver et restaurer la sécurité nutritionnelle des populations.

ACF met en œuvre les moyens techniques et humains nécessaires pour répondre, avec les populations, à leurs besoins vitaux tout en sauvegardant leur dignité et en tentant de leur rendre leur autonomie.

ACF promeut le respect des principes humanitaires et concourt à faire valoir les droits fondamentaux relatifs à la lutte contre la malnutrition. »

« Stratégie

► Cadre d'intervention et modalités opérationnelles :

ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc...).

Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique.

ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact.

ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONGs tant locales qu'internationales.

ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale.
La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité.

► Plaidoyer et témoignage :

Par ses actions de plaidoyer, ACF contribue à provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d'intervention, en influençant les décideurs politiques, économiques et sociaux et en mobilisant l'opinion publique dans son combat contre la faim et plus particulièrement contre la malnutrition.

Dans l'intérêt des populations, et tout en respectant les principes de neutralité et d'impartialité, ACF témoigne des situations qu'elle constate et des déterminants de l'insécurité nutritionnelle qui menacent les populations auprès desquelles elle intervient.

Le renforcement du plaidoyer et de la prise de parole doit se faire autour d'un positionnement :

- qui dénonce les causes de l'insécurité nutritionnelle et critique les insuffisances de l'aide ou des réponses apportées aux situations qui menacent les conditions de vies des populations ;
- qui agit pour faire reculer la malnutrition et pour obtenir des résultats.

La production d'expertises opérationnelles, scientifiques et techniques légitime la prise de parole d'ACF. Fondé sur l'action auprès des plus vulnérables, le plaidoyer d'ACF est porté par tous les membres de l'organisation.

ACF a vocation à prendre position sur des sujets qui se rapportent directement à sa finalité, pour lesquels elle a développé l'expertise suffisante et en accord avec les principes d'action édictés dans sa Charte.

ACF tire le fondement de sa démarche de plaidoyer des opérations qu'elle mène auprès des et avec les populations.

► Mobilisation sociale :

ACF a un rôle d'acteur de la mobilisation sociale, à deux niveaux (à l'exemple des Journées Mondiales de l'Alimentation, de l'Eau ou des Courses contre la Faîm) :

- une action de sensibilisation et d'éducation populaire autour du combat contre la faim et la malnutrition auprès de différents publics ;
- une action de mobilisation de soutiens pour favoriser un engagement humain ou financier aux côtés de l'association à travers un réseau d'adhérents, de donateurs et de bénévoles.

► Expertise technique :

ACF se donne obligation vis-à-vis des populations pour lesquelles elle intervient de compétence technique dans la conception, la réalisation, le suivi, l'évaluation et l'impact de ses programmes.

ACF se doit de continuellement renforcer son expertise technique dans ses domaines de référence par le développement technique, la capitalisation, la veille, la recherche et la prospective.

ACF se donne les moyens de rester à la pointe de l'innovation dans ses domaines d'intervention par la mise en œuvre d'une recherche appliquée. »

« Organisation :

► Les enjeux de fonctionnement :

L'indépendance, le professionnalisme et la transparence qui sont définis dans la Charte constituent les principaux enjeux de fonctionnement d'ACF.

L'augmentation du volume des missions sociales d'ACF ne doit pas se faire au détriment de l'un ou l'autre de ces critères.

L'indépendance d'ACF repose sur :

- une diversification des sources de financement,
- une compétence d'expert reconnue,
- une gouvernance qui la protège de tout groupe de pression ou d'intérêts publics ou privés.

Le professionnalisme d'ACF repose à la fois sur :

- une compétence technique,
- un engagement humanitaire et un savoir-être adapté,
- un suivi, une capitalisation et des évaluations de nos interventions,
- une politique de ressources humaines visant à sécuriser la structure d'intervention et à valoriser le capital humain d'ACF,
- une redevabilité vis à vis des populations auprès desquelles elle intervient, de ses donateurs et de ses partenaires.

La transparence d'ACF repose sur :

- des procédures claires, appliquées et communiquées,
- une information régulière des instances de l'associatif par l'exécutif et de l'associatif vers les adhérents,
- une communication sur nos compétences et notre fonctionnement vis à vis de l'externe. »





© Kathleen Prior

LE RÉSEAU INTERNATIONAL

Le réseau Action contre la Faim International est composé aujourd'hui de 5 organisations juridiquement indépendantes, constituées sous des formes juridiques différentes – toutes à but non lucratif - en fonction du droit national propre à chaque pays : ACF France est une association loi 1901 ; ACF Espagne est une fondation ; ACF Royaume Uni, ACF Etats-Unis et ACF Canada sont des sociétés à but non lucratif.

Comme le précise le Projet Associatif, « le réseau international doit permettre de diffuser les valeurs qu'ACF défend, d'accroître la capacité d'intervention, de renforcer la légitimité et l'étendue du témoignage, de développer les compétences, et de mobiliser plus de ressources financières. »

Action contre la Faim France en est la structure historique et opérationnelle, pilotant également l'activité recherche et l'animation du Conseil Scientifique International pour le compte du réseau. Action contre la Faim Espagne et Action contre la Faim USA sont les 2 autres structures opérationnelles du réseau, créées respectivement en 1995 et 1997, de volumes financiers quasi similaires aujourd'hui (autour de 30 millions d'euros de volume). ACF Royaume-Uni et ACF Canada sont des structures non opérationnelles, ayant des objectifs communs de développement de collecte de fonds.. Ces structures ont par ailleurs des raisons d'être et objectifs spécifiques différents.

Le réseau ACF International s'est construit lentement au cours de ces 15 dernières années. Il repose aujourd'hui sur un socle de textes et principes, une stratégie commune et une gouvernance affirmée.

En 2016, sous la présidence internationale de Paul Wilson, le réseau *Action Against Hunger International* (ACF International) s'est renforcé notamment à travers la mise en place de réponses humanitaires conjointes au Nigéria et le développement de fonctions globales partagées tels les bureaux de plaidoyer à Bruxelles et à Genève ou encore l'*Inter-Agency Regional Analysts Network* (IARAN) en matière d'analyse géostratégique.

Dans cette perspective d'approfondissement du réseau, Action Contre la Faim a approuvé le nouveau plan stratégique jusqu'en 2020 définissant une théorie du changement qui englobe à la fois les problématiques opérationnelles et logistiques, d'expertise et d'innovation, mais aussi des enjeux en termes d'échange de connaissances et de bonnes pratiques, de plaidoyer et de communication.

Par ailleurs, lors de l'*International Chairmen Comitee* (ICC) qui s'est tenu à Toronto (Canada) en novembre 2016, les sièges français et américains d'Action Contre la Faim ont signé le protocole d'accord relatif à l'échange de pays d'intervention entre les deux sièges.

Lors de ce même ICC, Action Contre la Faim France a demandé à ce qu'*ACF Development* (ACF Dev) devienne pleinement un outil du réseau international et qu'elle fasse en conséquence l'objet de coûts et d'investissements partagés entre les différents sièges du réseau.

Enfin, ACF France a renforcé ses partenariats, notamment avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) ou encore avec le *Norwegian Refugee Council* (NRC). Elle siège aussi, *via sa Directrice générale*, au Conseil d'Administration de l'*International Council of Voluntary Agencies* (ICVA), réseau global d'ONG du Sud et du Nord.

LES MEMBRES DU BUREAU :



Thomas RIBEMONT
Président ACF France



Pierre MICHELETTI
Vice-Président



Dorian DREUIL
Secrétaire Général



Elizabeth TCHOUNGUI
Secrétaire Générale
Adjointe



Alice PONSERO
Trésorière



Alexia ACKERMANN
Trésorière adjointe

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :



Thierry MOLLICHON



Alice CORBET



Amandine DELSUC



Marc LAVERGNE



Aicha KORAICHI



Cyril COSAR



Caroline DIB



**Frédérique
BENZONI-FIEVET**



Robert Sebbag



Julien SEILLAN



Patrick DESJARDINS



Pierre BOLLINGER

RÉTROSPECTIVE CA 2017

Sur l'année 2017, le Conseil d'Administration a considérablement amélioré son fonctionnement et sa manière de travailler. Par une meilleure communication interne entre le Bureau et le CA, le rétablissement des « Échos du CA » (relevé de décisions auprès des adhérents) ainsi que par la mise en place d'un séminaire de rentrée et l'instauration un temps d'échange en huis clos au début de chaque séance.

Séminaire du Conseil d'Administration du 9 et 10 décembre
Pour la première fois, les membres du Conseil d'Administration se sont réunis sur convocation du Président pour un séminaire de travail pendant deux jours. Le séminaire s'est articulé autour de quatre séquences :

- Priorités stratégiques sur l'année 2018
- Temps d'échange sur la gouvernance
- Présentation et discussion autour du Comité d'Audit et des Risques
- Vision stratégique, quel ACF à l'horizon 2025 ?

Il a notamment été décidé d'élargir ce format de travail aux membres du Comité Exécutif lors d'un prochain Séminaire CA/COMEX en février 2018.

Cette rétrospective des décisions du Conseil d'Administration concerne l'année 2017. Pour le détail des comptes rendus et échanges des réunions du CA, se référer aux « Échos du CA ».

En 2017, lors des derniers Conseils d'administration, outre ses attributions habituelles (validation des adhésions, approbation de legs, approbation du procès-verbal de Conseil d'administration)

I. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 JANVIER 2017 A :

- Effectué un point sur les missions, notamment concernant l'Ukraine et Djibouti.
- Effectué un point sur la collecte de fonds
- Abordé le point sur la mobilisation associative : avec la présentation des résultats et recommandations du groupe de travail vie associative.
- Abordé la communication d'ACF et les relations avec les médias
- Abordé l'évolution du New Deal Région : Après un huis clos, le CA a voté une motion de suspension temporaire du projet
- Effectué un point sur les questions diverses : le swap country, l'appel à cotisation 2017.

II. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 MARS 2017 A :

- Effectué un point sur les missions Birmanie et Mossoul
- Abordé la stratégie plaidoyer
- Abordé la stratégie ressources humaines
- Abordé la stratégie systèmes d'informations
- Effectué un point sur les résultats de l'audit ECHO

III. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 MAI 2017 A :

- Effectué un point sur les missions Yémen et sur Ebola avec un focus les urgences
- Abordé les résolutions et les informations juridiques
- Effectué un point sur la clôture des comptes
- Effectué un point sur les réserves et les placements financiers
- Effectué un point sur la journée de la Vie Associative
- Abordé l'organisation de l'Assemblée Générale de juin

IV. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 JUIN 2017 A :

- Élu le bureau
 - Président : Thomas Ribemont
 - Vice-Président : Pierre Micheletti
 - Secrétaire Général : Dorian Dreuil
 - Secrétaire Générale Adjointe : Elizabeth Tchoungui
 - Trésorière : Alice Ponséro
 - Trésorière Adjointe Alexia Ackermann
- Elu les membres de son comité d'éthique
- Élu les membres de son comité d'audit et des risques
- Renouvelé Thierry Mollichon comme représentant du CA auprès du service délégations et de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDDH)
- Thomas Ribemont a été élu au CA de Coordination Sud, il siège à la commission santé.

L'Assemblée Générale annuelle s'est tenue le samedi 17 juin dernier. Toutes les résolutions ont été adoptées sauf celle concernant les élections des candidats au Conseil d'Administration. Pour l'élection qui s'est tenue le 17 juin 2017, 7 postes d'Administrateurs étaient à pourvoir. Une erreur s'est glissée dans les consignes de vote : il a été indiqué qu'il fallait voter pour 7 candidats minimum. L'Assemblée Générale a donc décidé de ne pas voter cette résolution et une nouvelle Assemblée Générale consacrée à l'élection des candidats a eu lieu le samedi 9 septembre. En amont de cette nouvelle AG, le CA a donc acté les démissions de :

- Pierre Bollinger
- Pierre Micheletti
- Alice Ponséro
- Robert Sebbag
- Thomas Ribemont
- Dorian Dreuil
- Elizabeth Tchoungui
- Patrick Desjardins

Lesquels ont eu la possibilité de se représenter lors de l'appel à candidatures précédant l'AG du 9 septembre

V. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION QUI A SUIVI L'AG CE MÊME JOUR A :

- Voté à l'unanimité la fermeture de la mission Ukraine fin 2017 sous réserve qu'il n'y ait pas une brusque aggravation du contexte
- Effectué un point sur le comité de mobilisation Associative
- Effectué un point sur l'étude des besoins du terrain

VI. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 SEPTEMBRE 2017 A :

- Élu le Bureau
 - Président : Thomas Ribemont
 - Vice-Président : Pierre Micheletti
 - Secrétaire Général : Il n'y a pas de candidat. Le CA constate la vacance du poste.
 - Secrétaire Générale Adjointe : Elizabeth Tchoungui
 - Trésorière : Alice Ponsoero
 - Trésorière Adjointe : Alexia Ackermann
- Constaté la démission de Julien Eyrard, et proposé la cooptation du premier non élu : Dorian Dreuil
- Constaté la vacance au poste de Secrétaire Général, resoumis le poste au vote, à l'issue duquel Dorian Dreuil a été élu
- Reconduit le comité d'Éthique à l'unanimité et a reconduit Alice Corbet dans sa fonction de présidente du Comité.
- Reconduit à l'unanimité le comité d'audit et des risques
- Reconduit à l'unanimité le Comité de Mobilisation associative
- Renouvelé à l'unanimité Thierry Mollichon comme représentant du CA auprès du service délégations et de la CNCDH
- Effectué un point sur les missions au Cameroun d'Elizabeth Tchoungui et au Burkina Faso de Thomas Ribemont accompagné d'Audrey Pulvar, ambassadrice ACF

VII. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 11 OCTOBRE 2017 A :

- Effectué un point sur les missions : sur la situation au Bangladesh et au Myanmar
- Validé la note de cadrage budgétaire à trois ans
- Abordé les points suivants : note de cadrage DG Comex, narratif et budgétaire
- Approuvé sous réserve d'ajustement dans le contenu le Sign off procédures, document qui cadre sur la forme [qui parle et dans quel contexte] les prises de paroles médias
- Abordé la nouvelle campagne institutionnelle
- Abordé les questions diverses : stratégie des délégations départementales, colloque à l'Institut du Monde Arabe, Conférences plaidoyer à l'international, refonte des statuts
- Effectué un point sur le comité de Mobilisation Associative et la dynamique collective qui se met en place au sein de ce comité
- Remercié suite à l'annonce de son départ le Directeur des Ressources Humaines, Marc Mossenta pour son travail et ses qualités humaines.

VIII. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 NOVEMBRE 2017 A :

- Approuvé à l'unanimité le plan stratégique
- Approuvé à l'unanimité le plan financier à trois ans
- Validé la nouvelle campagne institutionnelle
- Validé la note stratégique sur les partenariats avec les entreprises

- Abordé les conclusions de l'étude des besoins du terrain et demandé au Comex de travailler sur des scénarii régionaux
- Abordé les activités d'ACV Development grâce à la présentation effectuée par le nouveau Directeur Exécutif Marcos Raba
- Effectué un pont mission sur le Yémen, Madagascar, la RDC et le Bangladesh. Sur cette dernière mission en première ligne de la crise Rohingya, le CA se joint aux remerciements aux équipes formulés par la directrice des opérations Isabelle Moussard Carlsen
- Abordé le thème ressources humaines du pôle urgence.
- Abordé les travaux du comité de Mobilisation associative, lequel remercie les directeurs pour rendre possible la présence des salariés

IX. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 DÉCEMBRE 2017 A :

- Approuvé à l'unanimité le budget 2018
- Approuvé la note stratégique sur les Activités Génératrices de Revenus sous réserve d'un examen de faisabilité lors du CA du 4 avril.
- Proposé à la Directrice des Opérations Isabelle Moussard Carlsen de revenir sur ce qui a marqué l'année 2017 sur le plan des opérations,
- Abordé les points suivants : Comité de Mobilisation Associative, révision du protocole international dans le cadre de l'ICC, calendrier de la refonte des statuts et du règlement intérieur, séminaire conjoint Comex CA prévu début 2018

AGENDA DES DÉPLACEMENTS DES MEMBRES DU CA EN 2017

- Paris le 27/01/2017, pour le dîner des délégations : Thomas Ribemont / Thierry Mollichon / Dorian Dreuil
- Paris le 28/01/2017, pour la réunion des délégations : l'ensemble du CA
- Montpellier le 15/04/2017, pour le Match de rugby Montpellier vs Bayonne : Dorian Dreuil
- Angers (à Cholet 49) le 02/05/2017, pour le Match de basket Cholet versus Villeurbanne : Dorian Dreuil
- St Etienne le 27/05/2017, pour le Match avec les anciens verts : Dorian Dreuil
- Strasbourg le 29/09/2017, pour le Challenge Interentreprises : Elisabeth Tchoungui et Dorian Dreuil
- Paris le 29 et 30/09/2017, pour la réunion des délégués au siège + dîner la veille : Frederic Benzoni-Fievet, Dorian Dreuil, Caroline Dib, Elisabeth Tchoungui, Thierry Mollichon, Thomas Ribemont
- Aix en Provence le 05/10/2017, pour une conférence : Pierre Micheletti
- Clermont Ferrand le 14/10/2017, pour le « Trail solidaire au profit d'ACF : Thierry Mollichon
- Lille le 15/10/2017, pour En marche contre la Faim : Dorian Dreuil
- Orléans le 15/10/2017, pour une projection débat : Caroline Dib
- Strasbourg le 18/11/2017 pour une vente aux enchères d'assiettes : Amandine Delsuc
- Lyon le 16/12/2017, pour le Match de rugby aux couleurs d'ACF : Thierry Mollichon

LE COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Conformément à la Charte du comité et suite à l'élection du nouveau Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale qui s'est tenue le 9 septembre 2017, la composition du Comité d'Audit et des Risques agréée par les membres du Conseil d'Administration pour la période considérée est la suivante :

Membres avec voix délibérative :

- **Cyril COSAR** (1er mandat)
- **Amandine DELSUC** (mandat 2015 renouvelé, Présidente du Comité)
- **Aïcha KORAÏCHI** (1er mandat)
- **Marc LAVERGNE** (mandat 2015 renouvelé)
- **Robert SEBBAG** (1er mandat)
- **Julien SEILLAN** (mandat 2015 renouvelé)

Membres avec voix consultative :

- **Véronique ANDRIEU** (Directrice Générale, membre depuis mai 2016 avec voix consultative)
- **Charlotte GABET** (Responsable du service Audit, Risques et Conformité, depuis septembre 2016, avec voix consultative)
- **Pauline WOLFF** (Auditrice interne, membre depuis janvier 2017, avec voix consultative)
- **Thomas LOREAU** (Gestionnaire des risques, membre depuis décembre 2016, avec voix consultative).

Au cours de la période considérée, le Comité d'Audit et des Risques d'ACF a continué d'exercer son rôle prééminent au sein du dispositif global de gestion des risques de l'association.

La mission première du Comité est d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques. Il approfondit les sujets afférents à la gestion des risques au sein de l'organisation et reporte de ses activités auprès de l'ensemble des membres du CA. Il intervient notamment dans 3 domaines principaux : les comptes et l'information financière, les risques à incidence financière et le contrôle interne, l'audit interne et externe.

- De septembre 2017 à juin 2018, le Comité se sera réuni à quatre reprises. A l'occasion de ces réunions, les sujets suivants ont notamment pu être abordés :
- La présentation des conclusions par les commissaires aux comptes d'ACF de la clôture comptable 2016 ;
- Les rapports produits par l'audit interne dans le cadre de ses missions et le planning annuel d'audit 2018 ;
- Les audits diligentés par et pour le compte des bailleurs d'ACF ;
- Lutte contre la fraude et la corruption ;

- Lutte contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels ;
- La collaboration CA/ exécutif et les améliorations possibles en matière de répartition des rôles et responsabilités dans le cadre de la gestion des risques au sein d'ACF.

LE COMITÉ D'ÉTHIQUE

Le Comité Éthique est une émanation du CA. Il a pour objectif de s'assurer de l'adéquation de nos partenariats ou de nos actions avec les valeurs de l'association et les principes éthiques approuvés par le Conseil d'Administration.

Dans ce but, le comité se réunit au cas par cas, au fil des questions qui lui sont soumises, pour mener à bien des recherches et débattre. L'analyse se base sur des impératifs (charte d'Action contre la Faim, principes humanitaires) et sur des principes d'analyse permettant de se forger un avis dégagé de toutes considérations subjectives ou idéologiques ainsi que de toute pression autre que de favoriser la bonne marche des missions sociales d'ACF. Le Comité éthique s'appuie notamment sur 3 cercles de controverse : dans le premier, une « liste noire » est définie (personne morale ou physique liée aux domaines de l'armement, du tabac, de la drogue, etc.). Le second cercle de controverse concerne les partenariats qui pourraient rentrer en conflit avec le mandat de ACF (remise en cause du droit humanitaire, accaparement des terres, pollution, etc.). Enfin, le troisième cercle concerne les partenariats avec des personnes morales ou physiques qui n'entrent pas directement en conflit avec le mandat de ACF, mais qui sont sujettes à caution, en pratiquant par exemple l'évasion fiscale ou le non-respect du Code du travail. Le Comité éthique mène également des recherches, en s'appuyant sur divers documents ou en sollicitant des experts, pour finalement émettre un avis consultatif.

En 2017, le Comité Éthique est composé de 4 membres du Conseil d'administration...

- **Alice CORBET** (Président)
- **Patrick DESJARDIN**
- **Caroline DIB**
- **Robert SEBBAG**

et de 4 adhérents :

Les principaux travaux du Comité d'éthique en 2017 ont porté sur :

- 11 avis rendus sur sollicitation du DG ou du président pour des partenariats entre différentes personnes morales ou physiques et ACF.
- La mise en place d'un réseau d'experts pouvant être mobilisés afin d'appuyer l'expertise du Comité d'Éthique.
- Une réflexion portant sur les modalités d'un éventuel Comité éthique international ou sur l'internationalisation du comité éthique.





Frédérique BENZONI-FIEVET et Julien SEILLAN
Membres du CA

LA MOBILISATION ASSOCIATIVE EN 2017

• En Janvier 2017,

Lors du CA du 27 janvier 2017, un groupe de réflexion sur le futur de la vie associative d'ACF, composé de salariés, bénévoles et adhérents, et conduit par Thierry Mollichon, membre du CA, a rendu ses conclusions. Le CA a validé à l'unanimité les recommandations proposées par le groupe de travail. Parmi les nombreuses préconisations du groupe de travail, un changement de nom porteur de sens : **la vie associative s'appelle désormais la Mobilisation Associative**. Un Comité de pilotage est créé pour l'animer de manière collégiale et ouverte à l'ensemble des composantes de la grande famille d'ACF.

« Ce comité de pilotage aura pour objectif d'élaborer annuellement les orientations stratégiques de la mobilisation associative. Il devra renforcer la cohérence des actions menées aujourd'hui de manière éparses mais aussi créer du lien, et déterminer les modalités de la mobilisation associative en cohérence avec ce qui se fait déjà en région, au sein du CA, au sein de l'exécutif. Les recommandations du groupe de travail offrent des perspectives nouvelles pour le modèle associatif d'Action Contre la Faim. Un futur possible sous le signe de la mobilisation pour rassembler et dynamiser les énergies autour de notre cause : la lutte contre la faim dans le monde » (extrait du RMA 2016). Voici l'ambition de laquelle le Comité a décidé de se saisir au regard de ses moyens.

• De février à août 2017,

Un petit groupe d'acteurs bénévoles et/ou adhérents s'est fédéré pour lancer ce nouveau Comité de la Mobilisation associative et mettre en œuvre la décision du CA. Très rapidement, la philosophie portée par ce groupe s'est articulée autour des notions de transversalité et d'ouverture. En effet l'histoire de la vie associative d'ACF a montré les limites de dynamiques portée par un seul acteur. Ainsi, nous passons d'un Délégué à la Vie Associative à une formation collégiale pour mieux prendre en compte les différentes

natures d'engagements au sein de la maison ACF et renforcer la pérennité de cette mission.

Il est ainsi décidé que ce comité sera composé de représentants de toutes les familles d'ACF : plusieurs délégués, plusieurs membres du CA, plusieurs adhérents, plusieurs bénévoles et plusieurs salariés ès-qualité (Service déléguations, service communication, service plaidoyer, service RH, présidence).

Les appels à candidatures ont été lancés lors de l'AG et relayé par le service des déléguations à tout notre réseau France.

L'écriture, à plusieurs mains, d'un texte de positionnement visant à délimiter plus spécifiquement les contours du périmètre d'action du Comité Mobilisation Associative est à l'œuvre.

Un mode de fonctionnement se met en place avec le projet de 3 réunions du comité chaque veille de journée des déléguations et veille de l'AG et de la constitution de groupes de travail en plus petites unités sur des thématiques spécifiques.

• En septembre 2017,

La première réunion officielle du Comité pour la Mobilisation Associative a eu lieu le 29 septembre. Les 19 membres du comité se sont réunis au siège parisien d'ACF et ont validés un texte « repère » :

« Le Comité de la Mobilisation associative s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques d'ACF qui rappellent **la place de la société civile dans les missions de l'Association**. Il s'agit certes d'une mission institutionnelle, faire vivre notre vie associative interne et élargir le groupe de nos adhérents, mais il s'agit aussi et surtout de **faire résonner la cause d'ACF**. Dans la suite des travaux menés début 2017, nous voulons y donner un nouveau souffle en réunissant un **large collège d'acteurs issus de plusieurs familles d'ACF** : salariés, adhérents, bénévoles, délégués, administrateurs, **les énergies de chacun doivent se démultiplier par le partage et l'échange**.

Soyons humble, il y a beaucoup à faire ; nous devons nous fixer des objectifs raisonnables. Ce qui prime, c'est de créer **une dynamique collective pour donner envie à tous de s'impliquer auprès d'ACF**. Au-delà du relevé des initiatives et des actions que nous construirons, **notre rôle est de partager, de nourrir le lien qui nous rassemble**.

Le Comité est composé de plusieurs familles. Nous souhaitons ainsi qu'à chaque réunion, un ou plusieurs acteurs de chaque famille soit présent pour garantir que la dynamique de mobilisation soit relayée. **Ce Comité n'est pas une instance qui se veut trop organisatrice : nous voulons surtout partager tout ce qui se fait et mettre en œuvre ce qui peut nous réunir et faire entendre la voix de la mobilisation. De cette dynamique, si nous l'insufflons tous ensemble, découlera une mobilisation associative riche et entraînante.** »

Le Comité a rapidement identifié 4 thèmes de travail prioritaires : L'information et la communication auprès des adhérents L'adhésion et les adhérents

La place du terrain dans notre mobilisation associative
Le militantisme et l'engagement

• D'octobre à décembre 2017,

Le dernier trimestre 2017 a permis au Comité de progresser dans 3 directions.

La communication interne est mieux coordonnée et plus partagée. Les bénévoles qui s'y attèlent ressentent le soutien et la valorisation mérités. Des idées **pour dynamiser notre Assemblée Générale** ont été remontées, partagées en CA et adoptées pour notre grande réunion associative de juin soit plus attractive, plus riche d'échanges et de contacts avec le terrain.

Lors de chaque CA et de chaque bureau, les membres du Comité partagent les avancées et idées nouvelles afin **que la Gouvernance de l'association intègre plus fortement la Mobilisation Associative**. Les membres du CA au sein du Comité portent la voix de la mobilisation associative ; ils cherchent notamment à obtenir plus de moyens pour coordonner nos actions dans le cadre des travaux budgétaires annuels d'ACF.

C'est en fédérant les énergies de nos différentes familles, bénévoles, adhérents, salariés, délégués que nous nous engageons dans une nouvelle dynamique pragmatique et inclusive pour développer l'assise associative et militante d'ACF.

Vous souhaitez contribuer à cette dynamique ? Il y a forcément un administrateur, un délégué, un bénévole, un salarié près de vous, contactez-nous :

- **Jean-Claude Le BERRE** – Adhérent
- **Stéphanie CHARLES** - Adhérente
- **Roland MENTE** – Bénévole Nantes – Délégation Loire-Atlantique
- **Pierre ROZIER** – Bénévole Annecy – Délégation Haute Savoie
- **Antonio Lopez** – Délégué ACF du Gard
- **Mélissa Pierrefeu** – nouvelle déléguée ACF IDF
- **Marie-Paule Duclos** – Déléguée ACF Nancy
- **Patricia Bosquet** – Déléguée ACF Ajaccio
- **Elvire Trochet** – assistante du Président et chargée de la vie associative
- **Marie Flamand** – salarié comdev, service déléguation
- **Hélène Cerneau** – salariée Plaidoyer France
- **Élisabeth Tchoungui** – Secrétaire générale Adjointe
- **Frédérique Benzoni-Fievet** – administratrice
- **Julien Seillan** – administrateur
- **Caroline Dib** – administratrice
- **Cyril Cosar** – administrateur
- **Catherine CENAC** – Bénévole Montpellier – délégation Hérault
- **Camille Evain** – Salarié Direction log et SI, adhérent
- **Merieme Dahmani** – salariée RH-bureau des départs

SERVICE AUDIT, RISQUES ET CONFORMITÉ

Depuis 2016, ACF s'est doté, au sein de la Direction Générale de l'organisation, d'un service transversal rassemblant quatre fonctions dédiées au support des différents départements de l'organisation, en matière d'audit et de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques. Le mandat de ce service, est d'assurer la coordination de l'ensemble des activités liées à la maîtrise des risques d'ACF et de contribuer à la définition, pour le compte de la Direction Générale, d'un modèle de gouvernance efficace permettant l'atteinte des objectifs (prise de risques raisonnable) et la mise en œuvre d'une stratégie intégrée de maîtrise des risques majeurs.

- L'audit interne :

La portée de cette fonction est de donner à l'organisation une assurance du degré de maîtrise de ses risques tout en formulant des recommandations afin de veiller à l'amélioration continue des procédures de contrôle. En 2017, la conduite d'audits sur le terrain s'est déroulée conformément au planning d'audit validé en début d'année. L'identification des pays prioritaires s'est basée sur une approche quantitative enrichie et complétée d'une approche qualitative. Trois audits internes ont été réalisés, en République Centre-Africaine (Avril 2017), en Ethiopie (Juillet 2017) et en République Démocratique du Congo (Aout 2017).

Pour la première fois cette année a été conduit l'audit interne d'un processus global à l'ensemble de l'organisation. Cette avancée traduit de la maturité progressive de la fonction. Pour 2017, il s'agissait du processus de recrutement. Cette initiative sera reconduite annuellement, conformément au plan d'audit annuel.

L'ensemble des conclusions d'audits sont transmises au Comité de Direction de l'organisation, ainsi qu'à son Comité d'Audit et des Risques, pour suivi des recommandations auprès des parties prenantes concernées.

- La coordination des audits bailleurs publics :

Fonction dédiée à la gestion des audits contractuels d'ACF-France, la coordinatrice des audits bailleurs publics gère le calendrier d'audits externes réalisés au siège d'ACF pour le compte de ses missions opérationnelles.

Elle assure également la coordination entre les équipes terrain et les auditeurs mandatés pour le compte des bailleurs avec lesquels ACF a pu mettre en œuvre des activités durant l'année précédente.

En 2017, 59 audits de projets ont eu lieu au siège, et 47 audits externes ont été réalisés au sein des bureaux nationaux, dont 7 à direction des autorités gouvernementales nationales.

Les principaux bailleurs ayant mandaté les audits en 2017 sont : le Gouvernement américain (USAID, OFDA, BPRM), la Coopération suédoise (SIDA), la Commission Européenne (ECHO, EuropeAid), l'Agence Française de Développement, ainsi que les agences des Nations Unies et la Coopération

Allemande (GIZ) pour ceux réalisés sur le terrain.

Dans un objectif d'amélioration continue et de renforcement des pratiques d'ACF, la coordinatrice des audits bailleurs assure aussi un rôle de capitalisation, de définition de pistes d'amélioration et de sensibilisation des collaborateurs autour de ces enjeux.

- Le conseil juridique et la fonction de Correspondant Informatique et Libertés :

Apportant une expertise tant auprès de la direction de l'association que de l'ensemble des collaborateurs d'ACF France, sa mission est de sécuriser les pratiques d'ACF et de garantir le suivi des risques juridiques et éthiques associés aux projets transversaux, aux décisions stratégiques de la Direction Générale et à la gouvernance de l'Association.

Depuis 2012 le rôle de Correspondant Informatique et Libertés (CIL) est assuré par une des juristes de l'organisation. Garant des bonnes pratiques et de l'utilisation conforme en matière d'utilisation de données personnelles au sein de l'Association, le CIL a mandaté en 2017 un cabinet externe pour conduire un audit de conformité des pratiques de gestion et de traitement des données personnelles, afin de veiller à la conformité avec la réglementation en vigueur et afin de préparer la mise en conformité avec le nouveau règlement européen qui entrera en application le 24 mai 2018. Par ailleurs l'ensemble des actions de sensibilisation amorcées en 2016 ont été poursuivies en 2017, et seront renouvelées régulièrement.

- La gestion des risques :

Trois ans après la création d'une position de Gestionnaire des risques, dix missions d'ACF France ont pu établir une cartographie de leurs risques majeurs auxquels elles considèrent être exposées et pour lesquelles des mesures complémentaires devront être mises en place. En 2017, il s'agissait du Yémen, de l'Irak et du Cameroun.

En 2016, ACF France avait finalisé la cartographie de risques majeurs de l'organisation en se basant sur les cartographies réalisées par les missions, sur les diagnostics issus des visites de contrôle interne, ainsi que sur les constats des audits internes et externes.

Ces travaux ont donné lieu en 2017 à l'identification de risques prioritaires, pour lesquels des plans de traitement pluriannuels (2017-2019) ont été définis. Ces plans visent à réduire l'exposition d'ACF à ces risques stratégiques, et à contribuer à améliorer le niveau de maîtrise interne de l'organisation. Les directrices/teurs membres du Comité de Direction sont propriétaires de ces plans et en pilotent la mise en œuvre. Cette stratégie de gestion des risques a été partagée avec le Conseil d'Administration de l'organisation et l'avancée de ses plans fera l'objet d'une revue par le Comité d'Audit et des Risques.



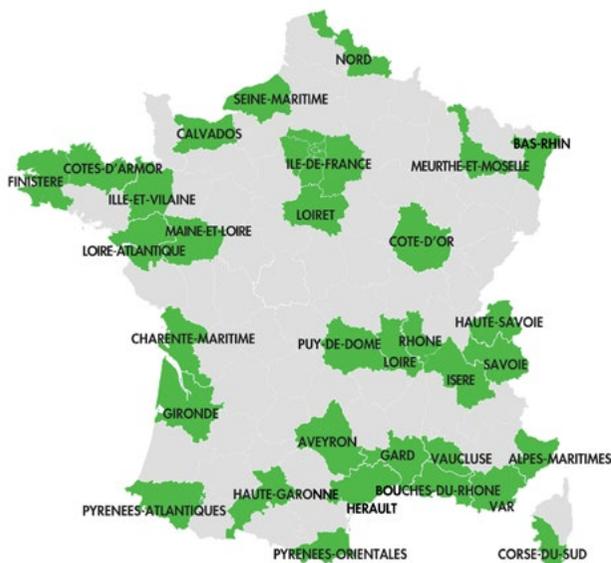
© Simone Garroni

LES DÉLÉGATIONS BÉNÉVOLES EN 2017

Au sein du département de la Communication et du Développement, le Service Délégations bénévoles d'Action contre la Faim dans toute la France.

Avec 32 délégations composées d'environ 400 bénévoles mobilisés, ce réseau a pour missions de sensibiliser le grand public au mandat de l'association et de lever des fonds. En 2017, près de 200 projets montés par les équipes départementales (conférences avec des expatriés fraîchement revenus du terrain ou avec les experts de nos domaines d'intervention, concerts, projets tuteurés étudiants, courses, etc.) ont vu le jour, apportant à l'association une visibilité et une notoriété locales. Les relations institutionnelles, tissées localement par notre réseau, ainsi que les événements institutionnels largement relayés (Journées Mondiales, Course et Dessin contre la Faim, Challenge Interentreprises, opérations de partenariats...) par les délégations, ont contribué également à augmenter considérablement la levée de fonds et à sensibiliser de manière massive le grand public au mandat d'ACF, dans les plus grandes villes de France.

Un immense merci et un grand bravo à tous les bénévoles investis au sein de nos délégations!



SE FAIRE LE RELAIS DE L'ASSOCIATION EN LOCAL :

Comme chaque année, les Délégations bénévoles ont mobilisé les médias et sensibilisé le grand public à l'occasion des Journées Mondiales de l'Eau en mars et de l'Alimentation en octobre.

Elles ont également sensibilisé plusieurs milliers d'élèves aux projets pédagogiques de la Course contre la Faim et du Dessin contre la Faim. L'objectif étant d'informer et de mobiliser ce jeune public à la problématique de la sous-nutrition. Plusieurs événements et opérations de partenariats entreprises ont également été relayés par les équipes de bénévoles telles que : le Challenge interentreprises, Je DeJeDonne (don de titre restaurant), opérations de partenariats... par les délégations, ont contribué également à augmenter considérablement la levée de fonds et à sensibiliser de manière massive le grand public au mandat d'ACF, dans les plus grandes villes de France.

MOBILISER SON ÉQUIPE AUTOUR D'UN PROJET

C'est aussi l'occasion pour elles de se mobiliser autour d'un projet commun et de fidéliser ses membres, issus d'horizons divers, ayant des expériences différentes, favorisant ainsi la richesse du réseau et son dynamisme.

Voici quelques exemples de projets menés par les équipes des bénévoles, permettant à l'association d'être toujours plus visible en local et d'étendre sa notoriété grâce aux nombreuses retombées presse issues de ces événements :

Des conférences (avec des expatriés ou des experts), des courses, du golf, une vente aux enchères et des marches, courses au profit de l'association. Des partenariats avec des équipes de rugby de haut niveau (Atlantique Stade Rochelais, Lou Rugby, Montpellier Hérault Rugby, etc.).

Des événements artistiques avec des concerts et des expositions permettant au public de mieux comprendre les actions de l'association par le biais de photographies issues du terrain. Mais également, des projets coorganisés avec des étudiants permettant aux délégations de s'insérer au sein d'un nouveau public (conférences, etc.).

Tous ces exemples montrent le dynamisme et l'énergie déployés par le réseau des Délégations pour augmenter la visibilité et la notoriété de l'association en France, sensibiliser de façon pédagogique le grand public pour le rallier à notre cause et enfin lever des fonds pour combattre la sous-nutrition dans nos pays d'intervention.



« Challenge Toulouse » © Délégation ACF Haute-Garonne



« Marche de Lille » © Délégations ACF Nord



« Course centre pénitentiaire DEL76 » © Léa Vollet

CHIFFRES 2017 ACF FRANCE



NUTRITION, PRATIQUE DE SOINS

NUTRITION

2 153 821



PRATIQUES DE SOINS

541 647



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

BÉNÉFICIAIRES TOTAUX

934 054



EAU, ASSAINISSEMENT HYGIÈNE

BÉNÉFICIAIRES

2 288 258



POINTS D'EAU INSTALLÉS

5 131

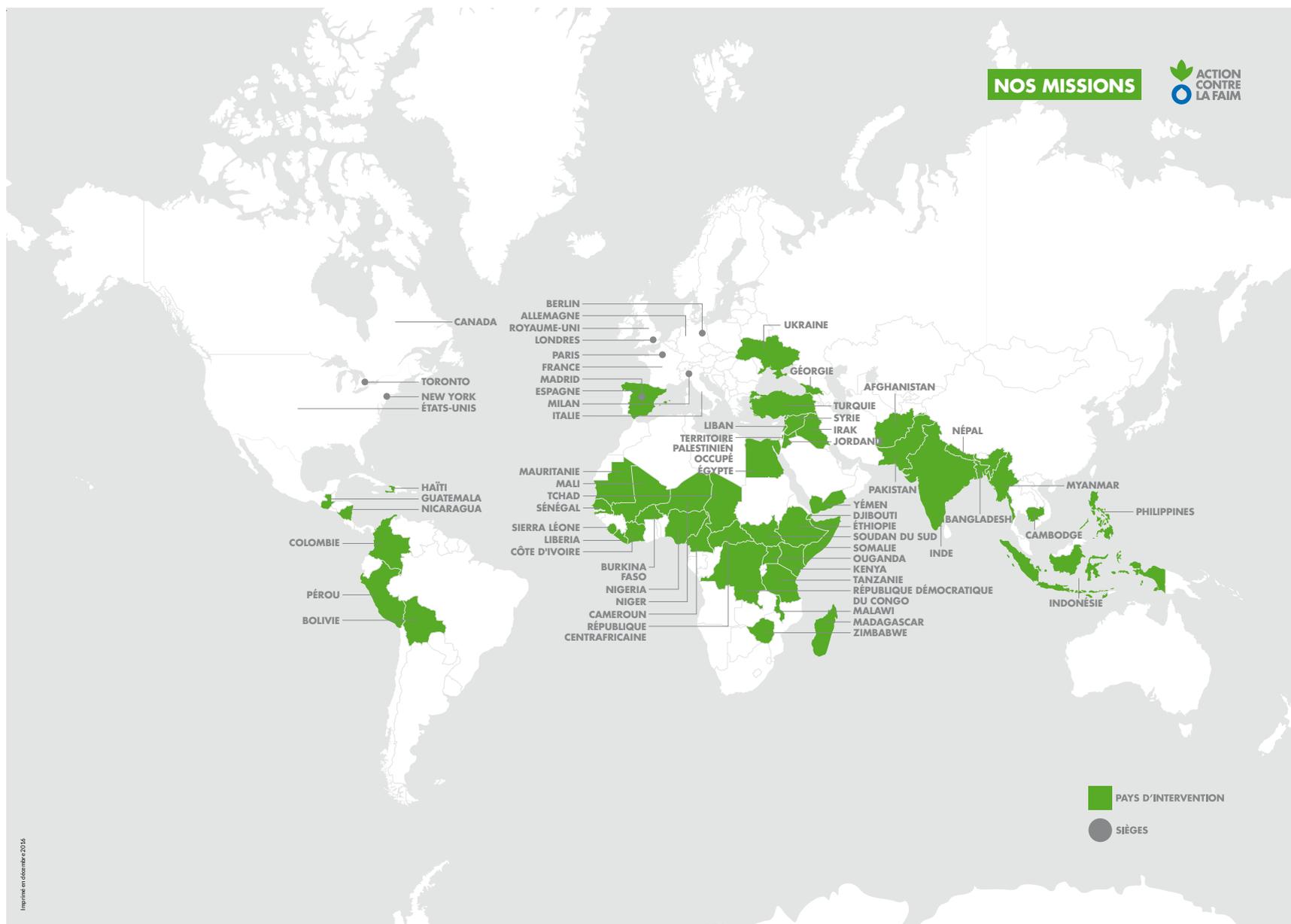


LATRINES CONSTRUITES

11 998



© ACF Luc Bellon



Imprimé en décembre 2014



Isabelle MOUSSARD - CARLSEN
Directrice des Opérations

E 2017 a été le théâtre de crises multiples, régionales dans plusieurs cas et affectant plus d'un pays. Cela a conduit à une collaboration étroite au sein du réseau, comme par exemple avec les « 4 famines », la crise du lac Tchad ou la crise syrienne. Grâce au plaidoyer, au système de gestion des urgences, à la communication, à la collecte de fonds, les membres du réseau ont travaillé ensemble pour répondre à ces crises multiples.

En tant qu'ACF France, nous avons également répondu à la situation au Yémen, en Irak particulièrement à Mossoul, au Myanmar et au Bangladesh, en RCA, à Madagascar (peste) et en RDC.

2017 a été une année marquée par la faim, les conflits, les déplacements, les épidémies (choléra, peste, diphtérie), les défis et les difficultés croissants auxquels la communauté humanitaire internationale a dû faire face, dans un environnement de plus en plus complexe et peu sûr, où l'accès est l'un des enjeux quotidiens.

Notre approche multisectorielle et notre capacité à innover et à nous adapter nous ont permis d'être à la pointe de la réponse, mais aussi d'aborder des approches à plus long terme. Nous avons, par exemple, renforcé notre capacité à travailler avec des partenaires en situation d'urgence, notamment au Bangladesh.



© ACF-UK S. Hauenstein Swan

LES RÉALISATIONS

RÉALISATIONS EN 2017

1. Régionalisation

L'échange interne entre les régions a été finalisé. Quatre nouvelles régions, l'Afrique centrale, l'Afrique Australe et de l'Ouest, l'Asie et le Moyen-Orient sont maintenant clairement identifiées et organisées, et les premiers projets de TOC régionales (Théorie du changement) ont été élaborés.

L'échange avec ACF-USA a commencé, avec la passation d'Haïti en janvier. Ont suivi la Somalie et la RDC en juillet et le développement d'une forme hybride pour le Pakistan en raison des obstacles administratifs et de la situation complexe. Les échanges concernant le Nigéria et l'Éthiopie sont désormais prévus pour janvier 2019.

La révision du protocole régissant les deux bureaux régionaux MERO et WARO (Middle Est Regional Office / West Africa Regional Office) est réalisée. Ce nouveau protocole vise à renforcer le positionnement de l'organisation au niveau régional. De nouveaux KPI (indicateurs) et modes de travail ont été développés, afin de nous permettre une meilleure collaboration au sein des équipes régionales à travers le réseau et d'évaluer les domaines à améliorer.

2. Renforcer notre rôle dans la préparation et la réponse aux urgences

Le poste de directeur délégué des urgences est maintenant en place et le directeur délégué des urgences a été recruté. Il poursuivra la révision et finalisera la stratégie et la structure organisationnelle révisée visant à accroître la capacité de préparation et de réponse d'ACF.

3. Renforcer notre capacité à mettre en œuvre des réponses à plus grande échelle et faire face à une complexité accrue

Notre capacité à délivrer à grande échelle des programmes de qualité conformes aux principes humanitaires demeure un défi quotidien. Cette année, nous avons fait face à des situations d'urgence de grande ampleur au Yémen, au Bangladesh, en Éthiopie, en Somalie, en RDC... Dans chacune de ces situations, nous avons dû nous adapter à un contexte en évolution constante et avons cherché à développer des modus operandi innovants, de nouvelles compétences et ressources pour y répondre.

Nous devons poursuivre le développement d'approches innovantes, évaluer leur efficacité et, le cas échéant, les diffuser largement parmi nos équipes.

4. Amélioration des stratégies de collecte de fonds

En 2017, plusieurs subventions (grants) multi-pays, pluriannuelles et multi-partenaires ont été sécurisées, signées ou préparées et seront finalisées en 2018. Les équipes de l'IDRU (International Donor Relation Unit – Unité de Relation Bailleurs) ont fourni un soutien pour identifier les appels à proposition, les partenaires potentiels et se préparer à répondre.

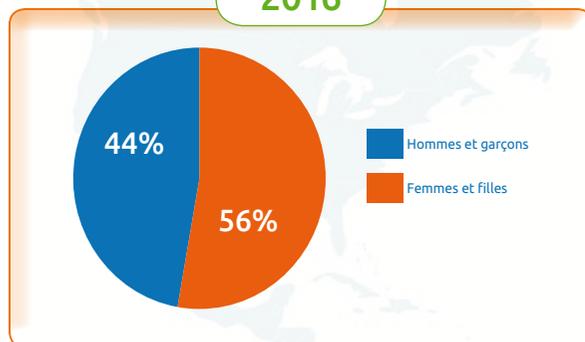
Au Bangladesh, des collectes de fonds locales ont été initiées pendant la crise des Rohingyas.

INDICATEURS D'ACTIVITÉS

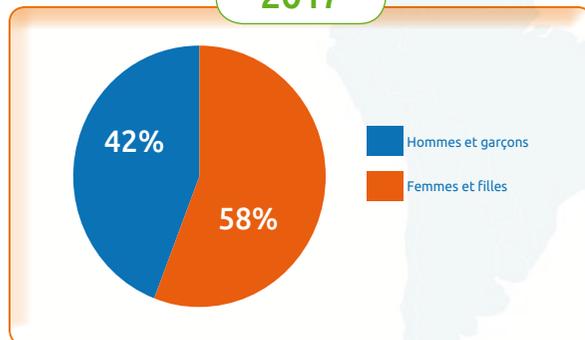
En 2017, 5 356 102 personnes ont bénéficié de l'aide d'Action contre la Faim, nombre en légère hausse par rapport à 2016.

En 2017, le profil des bénéficiaires des projets d'Action contre la Faim sont relativement identiques à ceux de 2016. Ce sont majoritairement des femmes et des filles (graphique 1 ci-dessous). 26,6% de l'ensemble des bénéficiaires sont des enfants de moins de 5 ans (contre 23% en 2016).

2016



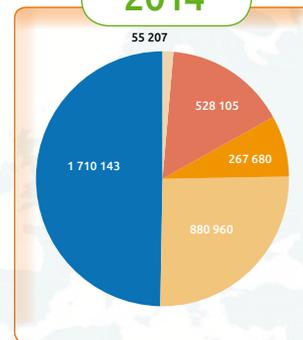
2017



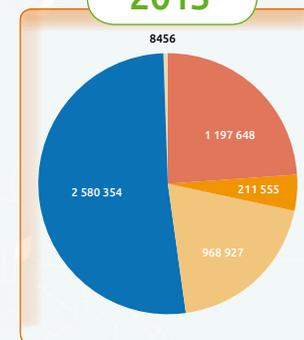
Graphique 1 : Profil Bénéficiaires des projets d'Action Contre la Faim

QUELS TYPES D'ACTIVITÉS AVONS-NOUS MIS EN ŒUVRE ?

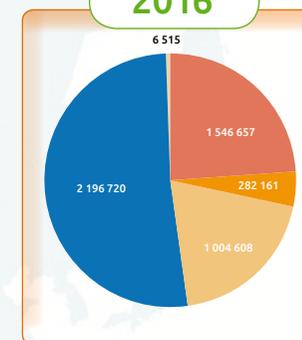
2014



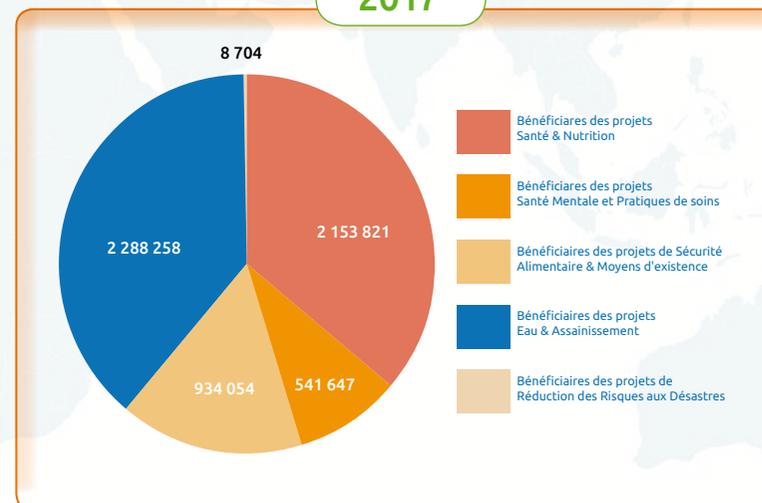
2015



2016



2017



Graphique 2 : Répartition des bénéficiaires des projets d'ACF-France par secteur d'activité

INDICATEURS D'ACTIVITÉS

OÙ SE SONT DÉROULÉES NOS ACTIONS ?

Les graphiques suivants présentent la répartition des bénéficiaires des programmes d'ACF-France dans les 21 pays d'intervention. L'Éthiopie comptabilise le plus grand nombre de bénéficiaires, avec nos programmes pour répondre à la pré-famine due aux phénomènes El Niño et La Niña et à l'accueil de nombreux réfugiés. Le Bangladesh a vu le nombre de ses bénéficiaires plus que tripler avec les programmes de soutien aux populations réfugiées en provenance de Birmanie.

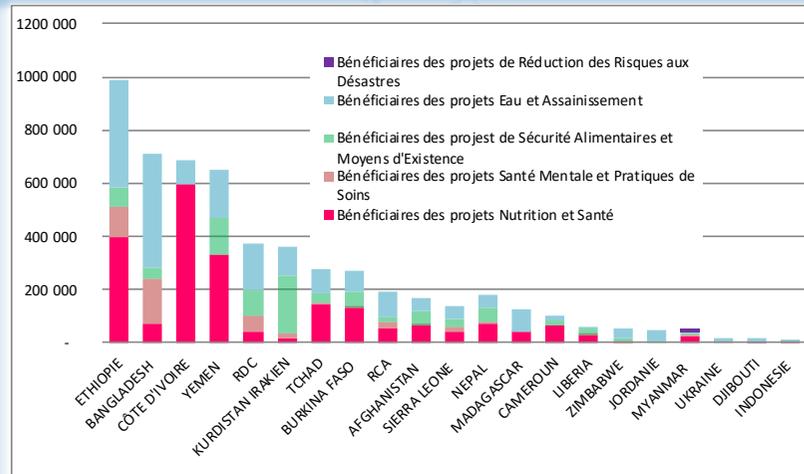
En ce qui concerne nos secteurs d'activités :

Le plus grand nombre de bénéficiaires sont ceux des projets d'**eau, assainissement et hygiène**, nombre qui augmente faiblement (+4%). Le bien-être nutritionnel passe par une eau propre, en quantité suffisante et par une connaissance de son stockage et de sa gestion, la construction de points d'eau et latrines, ainsi que la distribution de kits d'urgence notamment dans les camps de déplacés et réfugiés. En 2017, il y a eu 2 288 258 bénéficiaires de projets développant un meilleur accès et une meilleure gestion de l'eau.

En second arrivent les bénéficiaires des projets de **nutrition et de santé**. En effet, les bénéficiaires des programmes de prise en charge thérapeutique de la malnutrition et de santé primaire ont continué à augmenter par rapport à 2015 (+ 23%), soit environ 280 000 personnes supplémentaires.

La **sécurité alimentaire** baisse légèrement : cela est dû à du manque de financements dans certaines régions. Si la situation est très hétérogène entre les missions, certaines continuent à développer les programmes de transfert d'argent et de coupon contre nourriture. Ils permettent aux bénéficiaires de composer plus librement leurs paniers alimentaires en situation d'urgence : le plus grand nombre se trouve au Kurdistan Irakien.

Le nombre de bénéficiaires des **programmes de santé mentale et pratiques de soins** a quasi doublé (+ 48%) : cette expertise se développe largement sur l'ensemble des terrains d'intervention, en particulier en situation de crise, de conflit et de déplacements forcés de population.



© ACF Luc Bellon

LES TENDANCES PAR RÉGION

ASIE

De nombreux observateurs craignent que la démocratie ne soit en déclin en Asie. La situation de l'Asie du Sud-Est renforce particulièrement ces craintes. De l'élection du président Rodrigo Duterte aux Philippines au harcèlement de l'opposition cambodgienne, la politique contemporaine dans la région offre de nombreux exemples d'autoritarisme. Par contraste, les points positifs de la démocratie sont rares. La libéralisation politique du Myanmar depuis 2011 est le cas le plus notable des progrès démocratiques depuis la démocratisation de l'Indonésie en 1999. Mais aujourd'hui, au milieu de la crise des Rohingyas, ce progrès semble creux. L'Indonésie - seule démocratie consolidée de la région - semble assaillie par une politique islamiste croissante et un nationalisme épineux. Les régimes « autoritaires compétitifs » de la Malaisie et de Singapour ne sont plus aussi compétitifs qu'ils l'ont été, alors que les régimes au Laos et au Vietnam restent complètement fermés. La Thaïlande reste sous régime militaire. De même, en Asie du Sud, nous voyons la consolidation du pouvoir par la Ligue Awami au pouvoir et la poursuite de la tourmente politique au Népal d'une part et la consolidation politique du gouvernement hindou de droite en Inde. Est-ce que cela signifie que la démocratie est en déclin en Asie ? Oui et non. Les défis aux gains démocratiques durement gagnés dans la région sont réels. Mais d'un point de vue historique, les défis de la démocratie ne peuvent apparaître que dans les pays qui ont déjà bénéficié d'une libéralisation significative. Et dans ces pays, les défis sont moins importants que l'ampleur des gains passés.

Après une année catastrophique au cours de laquelle plus de 655 000 personnes ont été chassées de l'État de Rakhine au Myanmar, il est difficile d'imaginer que 2018 pourrait empirer pour la minorité Rohingya. Mais, avec près d'un million de réfugiés Rohingyas entassés dans des colonies surchargées dans le sud du Bangladesh, la nouvelle année apporte une foule de nouvelles questions. L'exode soudain des réfugiés a capté l'attention du monde, mais alors que la crise passe de la réponse d'urgence à la survie à long terme, l'attention - et le financement - vont-ils suivre les besoins pressants sur le terrain ? Les établissements fragiles peuvent-ils résister à une tempête importante, voire aux pluies de mousson saisonnières qui vont tomber dans quelques mois ? Et les autorités bangladaises et birmanes essaieront-elles de mettre en œuvre un plan de rapatriement des réfugiés Rohingyas malgré les avertissements d'un certain nombre de groupes d'aide, de contrôleurs des droits et d'agences des Nations Unies et un historique troublant de retours non volontaires ? Action Contre la Faim continue de jouer un rôle essentiel non seulement dans la réponse humanitaire dans les deux pays, mais aussi dans la mise en place du dialogue sur les principes humanitaires et impératifs humanitaires.

L'Afghanistan entame 2018 comme une autre année volatile. Le conflit a déplacé plus d'un million d'Afghans au cours des deux dernières années. Mais à cela s'ajoute le nombre toujours croissant d'Afghans qui reviennent (ou qui sont expulsés) de l'Europe et des pays voisins comme le Pakistan et l'Iran. Ils reviennent dans un pays dont l'ONU a conclu en août qu'il n'était plus en mode « post-conflit » mais dans un conflit actif encore une fois, où un Taliban renaissant et des militants enhardis par l'État Islamique se disputent le contrôle affaibli. Le problème peut être résumé dans une déclaration : « le gouvernement afghan a de l'influence dans moins de 57% des districts du pays ».

Le conflit qui fait rage a eu des conséquences désastreuses sur les civils afghans. L'année dernière, les pertes civiles ont atteint des niveaux records et un nombre croissant de personnes ont été tuées dans des attaques visant des lieux de culte - ce que l'ONU a qualifié de « dérangeant » dans la violence. Les soins de santé continuent d'être assiégés, les escarmouches coupant l'accès aux hôpitaux et aux cliniques, et les travailleurs humanitaires pris entre deux feux. L'accès humanitaire (qu'il s'agisse de l'administration ou de l'insécurité) a également été un problème majeur pour les pays opérationnels d'ACF en Asie. L'espace pour les acteurs humanitaires continue à se rétrécir en Afghanistan à cause de l'insécurité et des attaques contre les travailleurs humanitaires et d'un autre côté, la corde administrative est resserrée dans des pays comme le Pakistan, l'Inde et la Birmanie.

MOYEN ORIENT

Le Moyen-Orient reste profondément embourbé dans les conflits. Ceci malgré quelques avancées réalisées en Irak / Syrie contre Daesh, qui ont servi à montrer plus visiblement les jeux joués dans ces pays par des acteurs régionaux et mondiaux. Au Yémen, les seules certitudes semblent être que le conflit se poursuivra jusqu'en 2019 sans interruption et que l'état humanitaire déjà désespéré de la population continuera d'empirer. Au milieu de tout cela, la Jordanie reste un point de stabilité ; elle bénéficie d'un soutien massif de l'Occident.

Vu la perméabilité des frontières dans la région et leur absence de sens pour les groupes armés en Syrie, il est impossible de parler du Moyen-Orient sans d'abord parler de la Syrie, où travaille notre agence sœur ACF Espagne (uniquement dans les zones contrôlées par le gouvernement). Quelques 18 mois après l'intervention de la Russie pour empêcher l'effondrement du régime d'Assad à Damas, il semble peu probable que la Russie puisse récupérer ses investissements dans le pays. L'état de la police, autrefois toute puissante, dépend de plus en plus de l'aide de l'étranger pour maintenir un contrôle total sur la partie du pays encore sous l'autorité de Assad. Pour le reste du pays les groupes d'opposition et, surtout aujourd'hui, les acteurs régionaux et mondiaux (Turquie, Iran, États-Unis, etc) font tout pour défendre et développer leurs intérêts stratégiques. Ces acteurs sont de plus en plus impliqués dans la reconfiguration de la Syrie d'une manière qui réponde à leurs propres intérêts. L'impact de leurs actions s'étend bien au-delà des frontières de la Syrie avec un effet d'entraînement dans le reste de la région.

Parmi les pays touchés, il y a l'Irak avec sa longue frontière poreuse avec la Syrie. Quelques 8,7 millions d'Irakiens auront besoin d'une assistance humanitaire en 2018. La reprise des terres contrôlées par Daesh en 2017 a entraîné des destructions qui, dans certaines régions, sont stupéfiantes. Ceci, ajouté au retard pris dans la reconstruction totale nécessaire (et n'étant pas financé à hauteur des besoins), prépare le terrain pour le début d'une nouvelle insurrection, probablement sous l'apparence d'une résurgence d'Al-Qaïda. On l'a déjà vu sur le terrain sous la forme d'activités insurrectionnelles (sabotages, assassinats, etc ...) en forte augmentation. Alors que les extrémistes ont perdu la bataille de Mossoul (et d'autres villes), ils ont appris qu'il valait mieux reprendre cette guerre asymétrique pour obtenir des résultats plus rentables.

Géographiquement séparé, le Yémen est impacté de la même manière par cette même dynamique géostratégique. Le groupe Ansar Allah (Al Houthi), contrôlant la majeure partie du centre et du Nord du pays est soutenu par l'Iran, continue à combattre les forces gouvernementales basées à Aden, elles-mêmes soutenues par une coalition dirigée par l'Arabie Saoudite. La situation humanitaire déjà désastreuse dans le pays continue de s'aggraver, notamment en raison d'un blocus commercial, des difficultés extrêmes de circulation, des déplacements de population liés au conflit et la fuite des Yéménites les mieux formés. Pratiquement toute la population du pays, environ 22 millions d'habitants, a besoin d'une assistance humanitaire sous une forme ou une autre. Il y a, par exemple, près de 400 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë dans le pays.

AFRIQUE DE L'OUEST ET AUSTRALE

Ces régions sont caractérisées par une vulnérabilité chronique, reposant sur des disparités socio-économiques importantes (y compris dans les pays bénéficiant d'un certain dynamisme économique comme la Côte d'Ivoire), par des crises humanitaires récurrentes auxquelles les populations et les institutions ne sont pas toujours prêtes à répondre et par divers signes de fragilité.

LES TENDANCES PAR RÉGION

Dans le Sahel, la Force G5 Sahel, formée par 5 Etats de la région (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), en réponse aux activités des groupes armés se réclamant du djihadisme international, s'est déployée à partir du mois de février. L'année 2017 est également marquée par la détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso : à Ouagadougou (attentat d'août 2017) mais surtout dans le Nord du pays, avec des conséquences dévastatrices sur l'accès aux services de base, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation (jusqu'à 180 écoles fermées). De surcroît, le déficit pluviométrique constaté dans le Sahel en 2017 aura un impact négatif en 2018.

Dans les pays côtiers, l'année a été relativement stable. Au Liberia, George Weah a remporté les élections présidentielles au terme d'un processus long mais pacifique. Toutefois, la région a été aussi affectée par des crises ponctuelles, telles que le glissement de terrain survenu à Freetown en août suite à des pluies torrentielles, faisant plus de 500 morts et privant de toit plus de 3 000 personnes. De plus, des tensions politico-militaires ont affecté la Côte d'Ivoire.

Au Zimbabwe, au mois de novembre, suite à un coup de force militaire, Robert Mugabe quitte le pouvoir après 30 ans d'exercice et est remplacé par son ancien vice-Président. La transition s'opère dans un contexte tendu mais pour le moment pacifique, dans l'attente d'élections prévues en 2018 et dans un contexte de crise économique durable.

Madagascar a, quant à elle, été touchée par deux crises : le passage d'un cyclone en mars et une épidémie de peste pulmonaire. L'épidémie, amorcée en août, a touché jusqu'à 2 000 personnes jusqu'en novembre et a été déclarée par l'OMS épidémie de niveau 2, avant d'être maîtrisée en fin d'année.

Dans ce contexte, ACF a continué de développer des activités multisectorielles visant à atténuer les conséquences de la faim et à répondre à ses causes, en appuyant les structures locales, qu'elles soient communautaires ou étatiques, et en accroissant la résilience des populations et des communautés (transferts d'argent saisonniers, gestion des risques, etc.).

ACF a également répondu aux crises qui ont périodiquement affecté ces régions. Ainsi, ACF a été pionnière dans la réponse WASH à l'épidémie de peste pulmonaire à Madagascar et a appuyé le gouvernement dans le développement du protocole national de prévention PCI (Prévention et contrôle des infections). ACF a également apporté un appui aux populations déplacées suite au glissement de terrain à Freetown, avec notamment des activités de prévention des risques sanitaires.

Par ailleurs, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe, en raison de la relative stabilité sécuritaire qui les caractérise sont des terres d'innovation en matière d'approches et de techniques programmatiques (marketing social, redevabilité sociale, gouvernance locale de l'eau, chaîne de valeurs, etc.). Elles hébergent un certain nombre de recherches, conduites en partenariat avec des universités internationales et locales, sur des sujets aussi variés que le diagnostic, le traitement de la malnutrition aiguë ou la conservation des récoltes.

AFRIQUE DE L'EST

La Corne de l'Afrique a été affectée en 2017 par une crise humanitaire majeure causée par une succession de saisons sèches. Le nombre de personnes en situation de crise et d'insécurité alimentaire d'urgence (IPC 3 ou plus) et nécessitant une assistance humanitaire s'est élevé à 20 millions. L'Éthiopie a été particulièrement touchée (7,7 millions de personnes), ainsi que la Somalie (plus de 6 millions, soit presque 50% de la population du pays).

Ces deux pays ont également connu une flambée de choléra/AWD (diarrhée aqueuse aiguë).

La Somalie a pu mener à bien des élections parlementaires et présidentielles, avec un nouveau Président Mohamed A. Mohamed (Farmaajo) et soulevant ainsi une vague d'espoir international, dans un pays dont toutefois la majeure partie du territoire reste contrôlée par les forces d'Al Shabaab.

En Éthiopie, les violences au Sud Soudan en 2017 ont poussé 74 400 réfugiés supplémentaires vers l'Éthiopie et le nombre total de réfugiés sud-soudanais dans le pays atteignant les 418 000. De plus, alors que l'état d'urgence qui pesait sur le pays a été levé en juillet, un conflit larvé de longue date entre populations Oromo et Somali a éclaté au mois de septembre, conduisant au déplacement d'environ 800 000 personnes de part et d'autre.

Pour répondre à cette crise humanitaire complexe, Action contre la Faim a considérablement augmenté son volume d'activité et sa couverture géographique, sur les trois fronts humanitaires : en région Somali d'Éthiopie, en région Oromia le long de la frontière Oromo-Somali et enfin à l'Ouest du pays, où les autorités éthiopiennes et le HCR ont sollicité l'appui d'ACF dans les nouveaux camps de réfugiés sud-soudanais. Les opérations ont inclus une palette d'activités dans les domaines de la nutrition et de la santé, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence ainsi que de la WASH.

ACF a également continué de mettre en œuvre des activités de plus long terme, avec un objectif de résilience.



© Lea Vollet

LES TENDANCES PAR RÉGION

AFRIQUE CENTRAL

La situation économique, sécuritaire et humanitaire s'est dégradée en 2017 dans la région dont les états affichent des indices de développement humain parmi les plus faibles du monde.

La République Démocratique du Congo connaît une crise politique majeure avec le glissement des élections présidentielles. Le mécontentement de la population s'est traduit par des manifestations durement réprimées par le régime en fin d'année. L'extrême pauvreté, la multiplication des conflits armés et des violences intercommunautaires, notamment dans la région des Kasai, jusque-là épargnée et dans l'Est du Pays ont entraîné une augmentation massive des besoins humanitaires. Le nombre de personnes déplacées internes a augmenté de 60% en 2017 (soit un total de 4,35 millions de personnes). Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire a augmenté de 30%, soit au total 7,7 millions à la fin de l'année. La situation nutritionnelle s'est également dégradée et la RDC a connu l'épidémie de choléra la plus grave de ces 15 dernières années avec plus de 50 000 cas reportés. Les Nations-Unies ont déclaré une urgence de niveau 3 en octobre 2017 pour trois zones du pays dans lesquelles la communauté humanitaire peine à faire face à l'ampleur des besoins.

En 2017, la RCA a connu une recrudescence de la violence dans le Sud-Est du pays d'abord, puis dans le Nord-Ouest à la fin de l'année. Un quart de la population est maintenant déplacée (+ 50% en un an), plus de la moitié des Centrafricains souffre d'insécurité alimentaire et dépend de l'aide humanitaire pour survivre. Plus de 500 000 Centrafricains sont réfugiés dans les pays voisins. La République centrafricaine reste un des pays les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires avec 14 travailleurs humanitaires tués en 2017. Les perspectives restent sombres avec les groupes armés qui contrôlent une grande partie du territoire et l'absence de processus de paix crédible.

Le Tchad, pays structurellement très pauvre, a continué de souffrir d'une crise économique et des conséquences de la crise au Nord Est du Nigéria. Quinze régions dans la bande sahélienne connaissent des taux de malnutrition aiguë supérieurs aux seuils d'urgence. La crise économique entraîne un sous-financement des secteurs sociaux (éducation, santé, accès à l'eau potable et à l'assainissement). Le Tchad a accueilli des réfugiés nigériens et les populations des lacs et des zones de la Région du Lac affectées par l'insécurité se sont regroupées dans des camps improvisés où les besoins humanitaires restent importants. La crise au Nigéria impacte également les circuits économiques transfrontaliers et ont notamment fait chuté les prix du bétail. La bande sahélienne a connu une pluviométrie irrégulière et insuffisante à l'automne 2017, ce qui pourrait entraîner une période de soudure précoce au printemps 2018 et une crise alimentaire.

Au Cameroun, la région de l'Extrême Nord a continué d'être affectée par la crise au Nord-Est du Nigéria avec des incursions d'hommes armés, l'arrivée de réfugiés et le déplacement des populations camerounaises qui ont fui l'insécurité. Cette crise perturbe l'activité économique transfrontalière et l'agriculture, ce qui augmente la vulnérabilité des populations dans cette zone où les services publics sont limités et la pauvreté chronique. Les velléités d'autonomie et parfois d'indépendance des zones anglophones du Cameroun ont refait surface en 2017. Cette situation est à surveiller alors que le pays va connaître une année électorale en 2018.

Dans cette région de crises aiguës et de vulnérabilités chroniques, Action contre la Faim a mis en place des réponses d'urgence notamment grâce à des équipes de réponse rapide en RCA, au Tchad, au Cameroun et en RDC et des programmes qui visent à renforcer la résilience des populations et à lutter contre les causes structurelles de la sous-nutrition. Action contre la Faim a également œuvré pour le respect des principes et de l'espace humanitaires et pour que les Etats et les bailleurs de fonds se mobilisent à la hauteur des besoins humanitaires alors que ces crises sont chroniquement sous-financées.

LES URGENCES

En 2017, ACF a continué à jouer un rôle significatif en réponse aux pires crises humanitaires mondiales. En Asie, la crise des réfugiés Rohingya au Myanmar et au Bangladesh a été parmi les urgences les plus aiguës. Avec des centaines de milliers de réfugiés traversant la frontière vers le Bangladesh, ACF a répondu aux besoins de 600 000 personnes entre août 2017 et janvier 2018. Au Moyen-Orient, ACF s'est mobilisée au Yémen pour venir en aide à quelque 200 000 personnes touchées par le conflit. Et à travers l'Afrique, en Éthiopie, République démocratique du Congo (RDC), République centrafricaine (RCA), au Tchad et au Cameroun entre autres pays, ACF a répondu aux urgences liées au climat, aux contextes et aux conflits. Tout compte fait, en 2017, ACF a été présente sur plus de 30 urgences de formes et tailles différentes.

Les prévisions pour 2018 continuent d'offrir une image sombre pour certaines populations parmi les plus vulnérables du monde. Des préoccupations politiques, socio-économiques et climatologiques persistent en Éthiopie, à Djibouti, au Cameroun, au Tchad, en République centrafricaine et en RDC, pour n'en citer que quelques-unes. L'Afghanistan pourrait très bien voir les incertitudes humanitaires s'accroître en raison des conflits armés ou du retour de réfugiés. Les événements politiques de fin 2017 et les premiers combats en Syrie en 2018 ont suscité des inquiétudes quant à l'isolement du Kurdistan et à la poursuite de la violence intérieure en Irak en 2018. Le Yémen et le Bangladesh n'ont pas de solution prévisible dans l'immédiat. Pour répondre aux besoins humanitaires croissants, ACF est en train de reconfigurer de manière significative son service d'urgence et investit massivement dans sa capacité de préparation et de réponse. Au niveau d'ACF-IN (international), ACF réexaminera la meilleure façon de partager les ressources pour assurer le soutien le plus large possible aux personnes dans le besoin en 2018.



© Kathleen Prior

LES TENDANCES PAR RÉGION

LEXIQUE		
	FRANÇAIS	ANGLAIS
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant	
ATPE / RUTF	Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi	Ready to use therapeutic food
CFW	Argent contre travail	Cash for work
EAH / WASH	Eau, assainissement et hygiène	Water, sanitation and hygiene
GRC / DRM	Gestion des risques de catastrophes	Disaster risk management
MAG / GAM	Malnutrition aiguë globale	Global acute malnutrition
MAM	Malnutrition aiguë modérée	Moderate acute malnutrition
MAS / SAM	Malnutrition aiguë sévère	Severe acute malnutrition
MoH	Ministère de la santé	Ministry of health
NCA	Analyse des causes de la malnutrition	Nutrition causal analysis
NFI	Produits non alimentaires	Nonfood item
PCMA / CMAM	Prise en charge à base communautaire de la malnutrition aiguë	Community-based management of acute malnutrition
PPRU/ EPRP	Plan de préparation et de réponse aux urgences	Emergency preparedness and response plan
RRC / DRR	Réduction des risques de catastrophes	Disaster risk reduction
RRM		Rapid response mechanism
SAME /FSL	Sécurité alimentaire et moyens d'existence	Food security and livelihood
SMART	Mesure de la mortalité, du statut nutritionnel et de la sécurité alimentaire en situations de crise	Standardized monitoring and assessment of relief and transitions
SMPS / MHCP	Santé Mentale et Pratiques de soins	Mental Health and Cares Practices
SUN	Scalling up nutrition	Scalling up nutrition

Contexte

En 2017, l'Afghanistan a connu une intensification du conflit par rapport à l'année précédente. Une augmentation de 20% des explosions des Engins Explosifs Improvisés (EEI) a été enregistrée. De même, le nombre de frappes aériennes a augmenté de 110% mais le niveau d'attentats suicides est resté le même que celui de 2016. Les civils demeurent les plus touchés par le conflit et la violence. Le nombre de civils touchés a été semblable à l'année précédente, avec 8 019 victimes civiles enregistrées (2 640 morts et 5 379 blessés). Cependant, cela n'a pas entraîné un plus grand nombre de déplacements des populations à l'intérieur du pays par rapport à 2016, où 652 000 personnes avaient été déplacées par le conflit. En 2017, ce sont 471 000 personnes qui ont dû fuir leur foyer en raison du conflit en Afghanistan. Des déplacements forcés ont eu lieu dans 31 provinces en 2017 par rapport à 33 provinces en 2016. Cependant, alors que les lignes de front ont changé au cours de l'année, plus de 50% des personnes déplacées par le conflit ont été obligées de déménager plusieurs fois.

En 2017, le nombre de retours en provenance du Pakistan a fortement diminué avec 151 000 rapatriés au cours des dix premiers mois de l'année contre plus de 525 000 en 2016, soit une baisse de 71%. Cependant, les rapatriés et les personnes déplacées au sein de leur pays ont souffert des mêmes problèmes et ont les mêmes besoins en Afghanistan. L'impact psychologique reste l'une des principales préoccupations pour les enfants et les adultes, ainsi que le besoin d'abri, la sécurité alimentaire et le revenu du ménage. L'assistance fournie aux personnes déplacées et aux rapatriés n'a pas suffi à restaurer leur qualité de vie d'avant l'état de crise dans un pays où le chômage est élevé et où l'accès aux moyens de subsistance est une préoccupation croissante.

Le gouvernement tente d'engager des pourparlers de paix avec les Talibans depuis 2008, mais suite à la série d'attaques des Talibans à Kaboul. Ces pourparlers officiels restent plus que jamais incertains. En l'absence de solution, le conflit devrait persister en 2018. Selon le récent plan de réponse humanitaire, 3,3 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire vitale en 2018, soit près de 10% de la population afghane.



© Sandra Calligaro

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 1995
 Budget en €..... 6 251 130
 Nombre de salariés..... 371
 Nombre de bénéficiaires..... 166 622

Activités

En 2017, ACF a mis en œuvre plusieurs projets intégrés en nutrition et santé, EAH, SAME, SMPS et protection, répondant aux besoins des plus vulnérables à Helmand, Ghor et Kaboul. De plus, ACF a étendu son approche de Mécanisme de Réponse d'Urgence (ERM) à d'autres provinces afghanes telles que Helmand, Ghor, Daykundi, Nimroz et Bamyan. Ainsi, 1 973 personnes déplacées ont vu leur accès à l'assainissement et à l'hygiène amélioré à travers des latrines et des kits d'hygiène, et 21 724 personnes déplacées ont bénéficié de distribution d'argent visant à subvenir à leurs besoins immédiats comme la nourriture, un abri etc. De plus, à travers ce projet, ACF Afghanistan a organisé une exposition de photographies qui a été extrêmement bien accueillie à Kaboul et à Bruxelles, cette dernière visant à sensibiliser le plus grand nombre à la situation humanitaire en Afghanistan.

Grâce à son département de surveillance, ACF a mis en œuvre avec ses partenaires 12 évaluations (SMART, SQUEAC et RNA) à travers l'Afghanistan et cela afin de combler le manque de données concernant les besoins au sein du pays et de pouvoir ainsi assurer une réponse humanitaire adéquate.

À Kaboul, ACF a axé ses activités au sein des KIS (Kabul Informal Settlements) dans le cadre d'un projet d'EAH et de nutrition et dans 26 établissements de santé par le biais d'un projet de nutrition, visant tous deux à réduire la malnutrition aiguë. Grâce à ces projets, 27 126 personnes ont bénéficié des activités nutritionnelles d'ACF (61% étant des enfants âgés de moins de 5 ans) et 7 000 personnes ont reçu des kits BioSand Filters et d'assainissement pour le traitement de l'eau afin de réduire les maladies hydriques, ainsi que 2 000 kits menstruels.

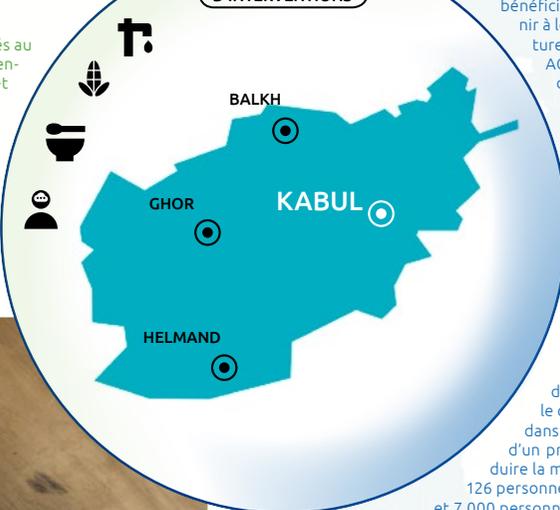
À Ghor, ACF a pu démarrer un projet intégré de long terme qui se déroulera de 2017 à 2020 pour mettre en œuvre des activités de nutrition, EAH et SMPS afin prévenir la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles. ACF a également mis en œuvre deux approches multisectorielles, comprenant des programmes complémentaires en EAH, SAME et Nutrition, qui ont permis à ACF de travailler globalement pour réduire et prévenir la malnutrition / sous-nutrition à Ghor. Au total, 10 892 personnes ont reçu une assistance EAH, 12 962 ont reçu une assistance nutritionnelle et 4 279 personnes ont bénéficié d'activités agricoles et d'élevage. ACF avait également deux projets SAME fournissant de l'argent et des intrants agricoles à 15 947 personnes. Un autre projet SAME a fourni de l'argent à 11 936 personnes déplacées les plus vulnérables à Ghor et à Helmand.

À Helmand, ACF a mis en œuvre trois projets intégrés dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la nutrition, l'un d'eux incluant également des activités SMPS. Au total, les projets ont touché 23 027 bénéficiaires d'EAH, 19 087 bénéficiaires de Nutrition et 331 personnes ont bénéficié d'activités de santé mentale. En novembre 2017, un nouveau projet intégré comprenant des activités de nutrition, de SAME, d'EAH et de SMPS ciblant 47 881 bénéficiaires (sans double comptage) a commencé à être mis en œuvre.



© Sandra Calligaro

LIEUX D'INTERVENTIONS



Contexte

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission.....	2007
Budget en €.....	10 952 521
Nombre de salariés.....	511
Nombre de bénéficiaires.....	710 515

Le Bangladesh est un pays situé dans le golfe du Bengale, frontalier du Myanmar et de l'Inde. C'est une nation laïque (d'après sa constitution) qui a adopté l'islam comme sa religion d'État et qui a de fortes valeurs libérales. L'identité unique des Bangladais résulte de la combinaison d'une identité laïque Bangla forte et de l'identité islamique. Depuis l'indépendance du pays en 1971, plusieurs indicateurs de développement ont progressé, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le Bangladesh est désormais une nation sud-asiatique à revenu moyen inférieur. L'économie est soutenue par des rentrées de devises liées à sa diaspora, par les évolutions du secteur prêt-à-porter, par les résultats de la révolution verte des années 80 et par le développement récent de l'aquaculture. Le Bangladesh a réussi à maintenir une croissance économique robuste, à acquiescir l'indépendance économique et rêve de devenir un pays à revenu moyen d'ici 2021.

Malgré une importante production alimentaire et un taux de croissance économique en progression ces dernières années, environ 31,5% de la population vit encore sous le seuil de pauvreté. Selon l'indice 2016 de Global Hunger, le Bangladesh souffre encore d'un niveau important de famine, s'élevant à 26,5 et est classé 88ème parmi 119 pays. La prévalence actuelle du retard de croissance, de l'émaciation et de l'insuffisance pondérale parmi les enfants de moins de cinq ans est respectivement de 36,5%, 14,30% et 32,65%.

Cette nation deltaïque est formée par trois puissantes rivières : le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna. Situé sur la baie du Bengale, le Bangladesh vit une bataille constante avec les éléments. A court terme, la probabilité d'inondations majeures ou d'événements significatifs comme des cyclones tropicaux est très élevé. De plus, avec les récentes découvertes liées à une faille géologique le long de la frontière avec le Myanmar, la possibilité d'un séisme « majeur » est également soulevée. Les changements climatiques sont pris très au sérieux par ce pays qui essaye de faire preuve d'anticipation à travers l'appui d'initiatives de politique mondiale. Une hausse de seulement 1,5 mètre du niveau de la mer pourrait engloutir jusqu'à 22 000 kilomètres carrés de terres (16% de la superficie du pays) et il est estimé qu'en 2030, plus de 34 millions d'habitants (15% de la population) seront déplacés ou affectés. Comme ces régions sont également les zones majeures de production agricole, l'impact en matière de sécurité alimentaire pourrait s'avérer catastrophique. Entre 1980 et 2010, plus de 200 catastrophes naturelles ont été enregistrées au Bangladesh (une moyenne de 8 par an). En mai 2017, le cyclone Mora a frappé la côte de Bangladesh, et surtout les 2 upazillas (subdivisions administratives) accueillant le plus de réfugiés, affectant 300 000 personnes dans le district de Cox's Bazar. Les pluies torrentielles et continues ont déclenché des crues soudaines et des glissements de terrain dans les districts du nord-ouest, nord-est et sud-est du pays, affectant plus de 9 080 000 personnes.

Le Bangladesh est un des plus importants pays d'accueil des personnes réfugiées du Myanmar dans la région Asie-Pacifique, et ce depuis 1978. Suite à des violences en août 2017, un grand nombre de Rohingyas et de membres d'autres minorités ethniques ont traversé la frontière avec le Bangladesh. A l'heure actuelle, environ 1 million de personnes trouvent refuge dans les camps officiels, les camps de fortune et les villages de la région de Cox's Bazar. La situation est très critique car ni les acteurs ni les sites n'ont été préparés à un tel influx de population. Les enquêtes nutritionnelles faites dans les camps montrent que plus de 40% des enfants sont en retard de croissance et en sous-poids; des taux de malnutrition aiguë surpassent largement les seuils d'urgence de l'OMS. Les conditions sanitaires et l'accessibilité sur les sites sont toujours insuffisantes et les risques d'épidémies sont bien réels.

1 - source Banque Mondiale 2010
2 - Etude Démographie et Santé du Bangladesh, 2014

Action Contre la Faim a commencé à travailler au Bangladesh en 2007, à la suite des inondations dans le district de Shariatpur (cyclone Sidr). A l'heure actuelle, nous mettons en œuvre des programmes dans les districts de Satkhira, Dhaka et de Cox's Bazar. Dans le cadre de la lutte contre la sous-nutrition et contre ses causes profondes, ACF tente de mobiliser et de développer des partenariats avec différents acteurs. Dans ce cadre, une équipe de formation a été mise en place et agit dans l'ensemble du territoire de Bangladesh afin de renforcer les capacités nationales et locales de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère.

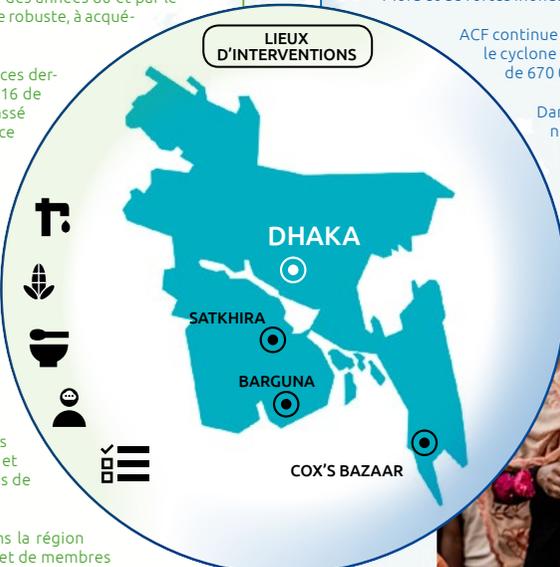
Action Contre la Faim joue un rôle important dans des initiatives liées à la nutrition et la santé. L'association est membre d'initiatives telles que le Scale-Up-Nutrition (SUN), l'ARUN (Alliance for Reduction of Under Nutrition), des clusters Nutrition, Sécurité Alimentaire et moyens de subsistance, et eau, assainissement et hygiène.

En 2017, la mission est intervenue dans plusieurs situations d'urgence au Bangladesh : la crise des réfugiés Rohingyas, le cyclone Mora et de fortes inondations dans les régions nord-ouest

ACF continue de développer ses activités dans le district de Cox's Bazar, ainsi que dans deux upazillas touchées par le cyclone Mora, Kutubdia et Pekua. Le contexte de Cox's Bazar a dramatiquement changé suite à l'afflux de plus de 670 000 réfugiés birman.

Dans les camps, ACF mène un projet intégré de Nutrition et de Santé mentale, des activités visant à soutenir les moyens d'existence des réfugiés et enfin des projets d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. En ce qui concerne la nutrition, les équipes d'ACF opèrent sur 18 sites au sein des camps. ACF opère aussi dans la région en dehors des camps : ce sont 475 villages qui sont desservis par nos activités, 102 centres thérapeutiques ambulatoires qui sont animés par nos équipes et cinq hôpitaux qui sont soutenus dans nos domaines d'expertise.

Depuis Août 2017, ACF travaille également sur les problématiques de communication communautaire, afin de mieux permettre aux personnes affectées de réagir dans les fréquentes situations d'urgence que connaît le pays. Nos équipes travaillent avec BBC Media action pour installer des points d'information dans nos centres, afin d'améliorer les flux d'information relatifs aux urgences.



© Kathleen Prior

Contexte

La Birmanie vit à l'heure actuelle de profonds changements dans son paysage politique, dans sa politique intérieure comme extérieure. L'impact de ces changements est important pour les ONG internationales, étant donné que les conditions de mise en œuvre de l'aide sont directement liées aux dynamiques politiques. Cela concerne l'évolution des priorités gouvernementales, les schémas de financement, l'émergence de nouveaux acteurs et la place relative prise (ou laissée) aux acteurs, qu'ils soient gouvernementaux ou non.

La situation humanitaire en Birmanie est caractérisée par sa complexité. Les populations sont en effet exposées aux catastrophes naturelles, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aux conflits armés, aux tensions intercommunautaires, aux défaillances de l'appareil d'état, aux déplacements massifs et aux trafics. La situation est aggravée par une pauvreté chronique et par de très fortes inégalités structurelles, ainsi que de fortes discriminations liées au genre, au handicap et aux groupes ethniques ou religieux.

Environ 863 000 personnes sont en besoin d'assistance humanitaire en Birmanie. Cela inclut 241 000 personnes déplacées. L'état de Rakhine est de loin le lieu où les besoins sont les plus criants.

87 000 personnes ont d'abord fui le nord Rakhine au premier semestre 2017, après des opérations de sécurité menées par le gouvernement suite à des attaques contre des postes de police dans la région. Fin août 2017, alors que la commission d'expertise sur le Rakhine State, présidée par Kofi Annan, venait de publier son rapport « Vers un avenir de paix, de justice et de prospérité pour les habitants du Rakhine », la situation s'est de nouveau détériorée de façon dramatique à la suite de nouvelles attaques sur des postes de police, et d'opérations de sécurité qui ont entraîné l'exode massif de populations et la destruction totale de centaines de villages.

Selon les derniers chiffres accessibles, plus de 650 000 réfugiés - musulmans pour la plupart, et s'identifiant comme Rohingyas - ont rejoint le Bangladesh depuis août. La majorité d'entre eux ont traversé la frontière entre septembre et octobre. Plus de 25 000 bouddhistes du Rakhine et membres d'autres minorités ethniques ont également été déplacés par les violences, bien que la grande majorité de ces groupes soit revenus sur leurs lieux de vie en novembre.

En 2017, comme en 2016, de très importantes violations des droits de l'homme ont été reportées. Des centaines de personnes ont été tuées et certainement beaucoup plus ont été blessées, traumatisées par les violences, y compris sexuelles et basées sur le genre.

Dans les états du Kachin et du Shan, les conflits armés ont continué en 2017 et on estime qu'environ 106 000 personnes sont toujours réfugiées dans des camps dans ces régions.

À travers le pays, la société civile a une marge de manœuvre de plus en plus réduite, en particulier dans les zones de conflit. Dans l'état de Rakhine, au vu des circonstances actuelles, il est impossible de déterminer de façon précise combien de personnes résident encore dans les trois communes de Maungdaw, Buthidaung et Rathedaung, bien que les dernières estimations se placent entre 250 000 et 300 000 personnes (moins d'un tiers de la population connue avant août 2017). Le gouvernement a désormais autorisé la Croix-Rouge à circuler et à mener ses activités dans le nord du Rakhine, mais il est toujours interdit aux agences des Nations-Unies, ainsi qu'aux ONG internationales et à leur personnel, d'accéder à ces zones.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 1994
 Budget en €..... 6 128 263
 Nombre de salariés..... 391
 Nombre de bénéficiaires..... 34 757

Activités

Les activités d'ACF s'inscrivent dans trois axes stratégiques :

Objectif 1 : Amélioration de la sécurité nutritionnelle dans les zones de grande prévalence et/ou de grande vulnérabilité

Cet objectif est poursuivi par une approche mêlant aide humanitaire et développement.

1 : Dépistage et traitement de la malnutrition aiguë, par la mise en place de programmes de prise en charge ambulatoire et hospitalière dans l'état du Rakhine, combinés à des programmes ciblés sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la santé mentale et les pratiques de soin, visant les enfants pris en charge et leurs accompagnants.

2 : Prévention de la malnutrition aiguë et chronique, par la mise en œuvre d'une part de programmes de sécurité alimentaire dans les états de Rakhine et Kayah, et d'autre part, par le soutien au gouvernement pour la mise en œuvre d'initiative institutionnelles comme le renforcement du système de santé, ou l'application du protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë.

Objectif 2 : réduire la vulnérabilité aux catastrophes et répondre aux urgences

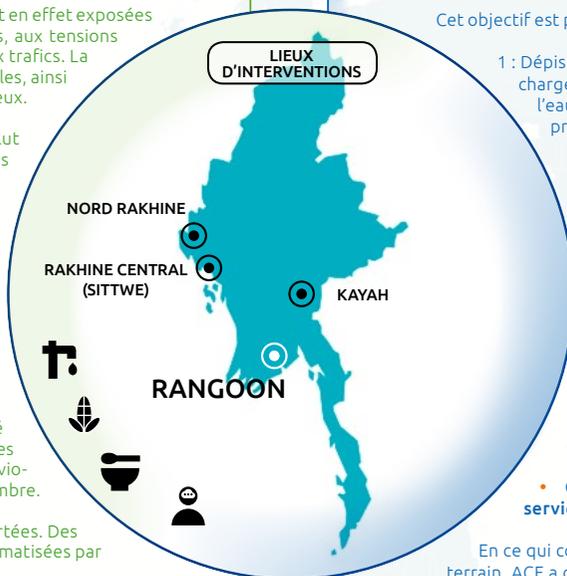
La mission a continué son travail de réduction de l'impact des catastrophes dans les zones les plus exposées, avec un focus particulier sur l'état de Rakhine. L'approche se concentre sur le renforcement des capacités de la société civile et des communautés, pour mieux les préparer à faire face (pendant) à et rétablir leur situation (après) les catastrophes. Cela inclut la mise en avant du rôle des femmes et la prise en compte des vulnérabilités spécifiques de certains groupes de la population (femmes, enfants de moins de cinq ans).

Objectif 3 : permettre aux populations vulnérables un accès plus équitable à de meilleurs services publics

En ce qui concerne cet objectif, le plaidoyer et la représentation prennent le dessus sur les activités de terrain. ACF a continué son plaidoyer pour un meilleur accès des plus vulnérables aux services de base, en particulier les femmes enceintes et allaitantes, les jeunes mères, les enfants de moins de cinq ans, les réfugiés ou déplacés retournés dans leur lieu de vie d'origine et, en ce qui concerne l'état du Rakhine, la population musulmane.

Ce plaidoyer inclut la protection générale des populations, mais aussi la prise en compte de leurs besoins dans les décisions gouvernementales, dans les stratégies des bailleurs des fonds et dans la programmation de divers acteurs.

À ces fins, ACF continue à jouer un rôle important dans diverses instances de haut niveau susceptibles d'influencer les postures, les politiques et les cadres légaux, ainsi que l'allocation des ressources dans le pays. Au niveau national, ACF préside actuellement le comité de pilotage du forum des ONG internationales, qui représente plus de 100 organisations. En tant que membre de l'Humanitarian Country Team, du Rakhine Director's Group et du comité de pilotage de l'INGO Rakhine Initiative, ACF promeut une meilleure coordination, l'indépendance des ONG internationales, la défense des principes humanitaires dans un contexte complexe, le rapprochement des logiques de l'humanitaire et du développement, ainsi que la mise en place d'actions de plaidoyer communes au niveau national et international sur la situation en Birmanie.



DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2008
 Budget en €..... 4 756 537
 Nombre de salariés..... 169
 Nombre de bénéficiaires..... 269 627

Contexte

Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique subsaharienne, à faible revenu et aux ressources naturelles limitées. La population, qui croît au rythme annuel moyen de 3,1 %, était estimée à près de 18,6 millions en 2016. L'économie est fortement dominée par l'agriculture qui emploie près de 80 % de la population active. Le coton est la culture de rente la plus importante, même si les exportations aurifères ont pris de l'importance ces dernières années¹.

Au Burkina Faso, la charge globale de morbidité est toujours dominée par les maladies infectieuses, notamment avec l'apparition ces dernières années de maladies non transmissibles. Les enfants de moins de cinq ans et les femmes en sont toujours les premières victimes. Malgré une amélioration sensible ces dernières années, les indicateurs de santé maternelle et infantile n'ont toujours pas atteint les taux fixés par les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU et le Plan national de développement économique et social (PNDES). Le taux de mortalité maternelle a baissé de 770 pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 400 en 2014 (MMEIG 2014), tandis que le taux d'utilisation de méthodes contraceptives a baissé de 34,3% en 2014 à 31,7% en 2016, avec un taux de fécondité de 5,4 enfants par femme. Le pourcentage d'accouchements assistés a progressé de 76% à 80,9% en 2016 (annuaire statistique 2016).

La mortalité des enfants de moins de cinq ans a également diminué de 202% en 1990 à 89% en 2015 (UN IGME 2015) ainsi que la mortalité néonatale, qui est passée 31% en 2003 à 27% en 2015. La mortalité infantile a aussi beaucoup baissé pour atteindre 61 % en 2015 contre 90 % en 1998, (EMD 2015). L'espérance de vie à la naissance est de 58,6 ans (2014). Malgré une tendance à la baisse, la malnutrition demeure endémique avec une prévalence de la malnutrition aiguë de 8,6% en 2017, contre 11,3 % en 2009 et des retards de croissance de 21,2% contre 35,1 % en 2009 (Enquête SMART).

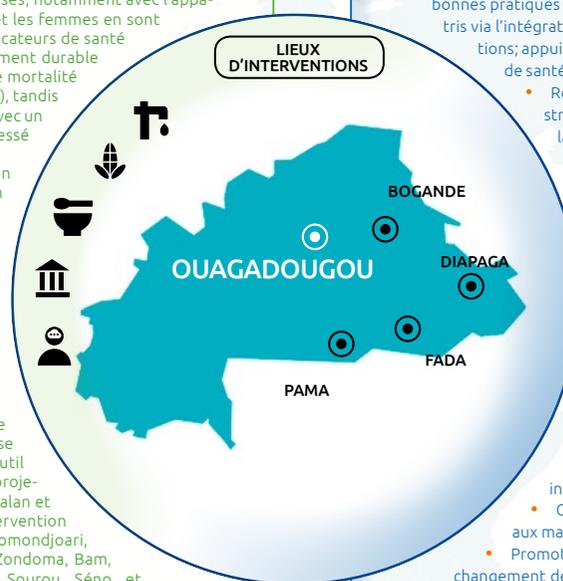
La campagne agro-pastorale 2017/2018 a été caractérisée par une installation précoce des pluies à partir du mois d'avril jusqu'à la première quinzaine du mois de juin, sur la majeure partie du pays. L'analyse de la vulnérabilité alimentaire à travers l'outil cadre harmonisé fait ressortir en phase projetée (juin-août 2018) deux provinces (Oudalan et le Soum) en phase 3 « crise » si aucune intervention n'est faite, quatorze provinces (Gnagna, Komondjoari, Kourwéogo, Loroum, Passoré, Yatenga, Zondama, Bam, Namentenga, Sanmatenga, Kouritenga, Sourou, Séno, et Boulkiemdé) en phase 2 et 29 en phase 1 « minimale ». 2 631 631 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, réparties dans toutes les régions.

Pays sahélien, le Burkina Faso est régulièrement confronté à des sécheresses et des inondations. De 1991 à 2009, le pays a connu onze inondations majeures, trois grandes sécheresses, une invasion de criquets pèlerins et de nombreux épisodes de maladies épidémiques. La dernière crise, survenue en 2011, fut la plus grave. Une sécheresse d'une rare ampleur avait alors touché 170 communes dans 10 régions du pays et causé un déficit céréalier brut important de 154 462 tonnes ayant affecté 3,5 millions de personnes.

1 - <http://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview>



© Jean-Luc Luyssen



Activités

La mission Burkina est à la 2e année de mise en œuvre de son plan stratégique 2016-2020. En 2017, 9 projets ont été mis en œuvre dont 3 projets de recherche.

1. Atténuer les conséquences de l'insécurité nutritionnelle par le renforcement du système de santé qui intègre efficacement les maladies de l'enfance et la santé reproductive :

- Travail au niveau micro au plus près des populations les plus touchées par des actions de mobilisation communautaire ; sensibilisation et formation, implication communautaires dans le processus de dépistage des enfants malnutris ; promotion des bonnes pratiques de nutrition pour les enfants et nourrissons ; détection, référencement et traitement des enfants malnutris via l'intégration du système de santé ; formation du personnels de santé ; appui en équipements et petites réhabilitations ; appui à la gestion déchets médicaux ; appui à la gestion des intrants ; renforcement de l'hygiène dans les centres de santé par la formation, la réhabilitation ou la construction de points d'eau, douches, salle d'eau.
- Renforcement de capacité au niveau méso dans les districts et les régions : intervention pour renforcer les structures étatiques dans les domaines de la santé et actions spécifiques et sensibles à la nutrition ; surveillance nutritionnelle par des analyses nutritionnelles et de sécurité alimentaires ; appui à la gestion des intrants médicaux au niveau régional, appui des campagnes de vaccination et de dépistage de masse ; organisation de visites conjointes des structures sanitaires avec les équipes cadres des districts des régions.
- Travail de plaidoyer au niveau macro (national et international) : actions de lobbying et de plaidoyer pour influencer les décisions qui contribuent à renforcer la sécurité nutritionnelle au niveau national ; gestion de l'association RESONUT (Réseau de la Société Civile pour la Nutrition dont ACF assure la présidence), participation à des ateliers et débats influençant les politiques et décisions sur la santé et la nutrition dans le pays ; conduite d'études sur des politiques et engagements sur les questions de nutrition.

2. Répondre aux causes d'insécurité nutritionnelle des populations par un accès accru à la nourriture, à l'eau potable, aux revenus et l'amélioration des bonnes pratiques de soins :

- Activités pour augmenter les sources de revenus des ménages les plus pauvres : activités génératrices de revenus, programmes d'inclusion sociale et de relance économique comme les filets sociaux pendant les périodes de soudure ; soutien au petit élevage ; construction des jardins de la santé ; appui à micro-entreprise et la vie associative des groupements paysans ; analyse des filières pour adapter les interventions aux plus pauvres.
- Construction d'infrastructures permettant une amélioration des rendements agricoles : appui pour l'accès aux matériaux, formation et accompagnement techniques des ménages, création de champs-écoles.
- Promotion de bonnes pratiques alimentaires, nutritionnelles, de soins et d'hygiène : études sur les barrières de changement de comportement ; démonstrations culinaires ; construction d'ouvrages d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

3. Rendre durable la résilience des communautés aux chocs et catastrophes naturelles par la mise en place de mécanismes locaux participatifs de surveillance, de gestion des risques et de réponses aux désastres et crises :

- Activités de préparation et de gestion des catastrophes : évaluation des capacités et vulnérabilités au niveau communautaire, formation des comités d'alerte précoce, réalisation de plan de réponse aux catastrophes, appui aux services techniques des communes et des provinces pour la gestion et la préparation des catastrophes.
- Activités d'adaptation au changement climatique : collecte et diffusion d'informations climatiques auprès des ménages ; analyse de l'évolution climatique et conseil aux communautés sur les pratiques de production et d'anticipation des aléas.
- Développement des activités de gouvernance et de redevabilité avec le programme RESIANE.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission.....	2014
Budget en €.....	3 652 833
Nombre de salariés.....	125
Nombre de bénéficiaires.....	98 873

Contexte

A l'échelle nationale, les revendications indépendantistes des régions anglophones ont resurgi avec force à l'approche des futures élections présidentielles de 2018. Le niveau élevé des violences fait cette fois craindre des escalades sans précédent avec des graves conséquences humanitaires. Le cycle électoral de fin 2018 renferme donc de grosses incertitudes : le président Biya pourra-t-il se représenter ? et, dans le cas contraire, qui pourra le remplacer ? Au niveau régional, le pays est régulièrement affecté par les troubles et fragilités socio-politiques qui touchent les Etats voisins (RCA, Tchad, Nigéria...). La crise dans l'extrême Nord imposée par la mouvance djihadiste Boko Haram est particulièrement violente dans l'histoire du pays avec des attentats suicides, déplacements massifs des populations, des occupations des territoires et scènes de guerres à l'intérieur des frontières.

Au cours de la décennie précédente, le Cameroun avait déjà accueilli près de 100 000 réfugiés centrafricains (entre 2003 et 2010) et tchadiens (2008). Le nombre de populations victimes de déplacements forcés s'est considérablement accru depuis 2014 dans les régions de l'Est et de l'Extrême Nord qui concentrent aujourd'hui plus de 250 000 réfugiés centrafricains, plus de 85 000 réfugiés nigériens et plus de 200 000 déplacés internes dans région d'Extrême Nord. En effet, le conflit entre les forces armées régulières et les groupes armés dans le bassin du Lac Tchad (Nigéria, Niger, Cameroun et Tchad) s'est intensifié ces 8 dernières années conduisant à des déplacements forcés, des violations des droits du Droit International Humanitaire et engendrant une escalade de crises humanitaires.

Le coup d'Etat de 2013 en République Centrafricaine a entraîné de violents combats, notamment entre Sélékas et anti-Balaka, combats qui ont atteint leur paroxysme en décembre 2013, provoquant la fuite de près de 200 000 Centrafricains. Environ 80% d'entre eux se sont réfugiés dans la région de l'Est du Cameroun. Cet afflux massif de réfugiés, représente aujourd'hui une hausse de plus de 20% de la population de la zone et constitue un défi important pour les autorités locales et les acteurs humanitaires. En effet, comme une grande majorité des réfugiés n'envisagent pas encore de retourner dans leurs zones d'origine, encore instables, bon nombre de besoins demeurent et la pression exercée par les populations sur les ressources naturelles disponibles tend jour après jour à fragiliser la cohésion sociale entre les communautés réfugiée et hôte.

L'Extrême-Nord du Cameroun est la région la plus défavorisée du pays au niveau économique, climatique et en matière d'investissement étatique dans les services sociaux de base. Région la plus peuplée du pays, elle est également la plus pauvre et plus de 25% de sa population vit en-dessous du seuil de pauvreté. La dégradation de la situation sécuritaire depuis mai 2014, principalement due aux violences et exactions menées par la mouvance Boko Haram, est venue amplifier cette situation. Cette problématique conjoncturelle impacte d'autant plus les populations déjà vulnérables, obligées de se déplacer avec pour conséquence une perte de leurs moyens de subsistance et une augmentation croissante des besoins de base. Plus de 220 000 personnes (soit 1 individu sur 3) se trouvent aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire et la situation sanitaire et nutritionnelle demeure critique. Les déplacés et autres vulnérables sont ainsi exclusivement dépendants de l'aide humanitaire. La population d'accueil est également très exposée et les ressources locales limitées d'autant plus que la crise au Nord Est du Nigéria perturbe l'activité économique transfrontalière et l'agriculture, ce qui augmente la vulnérabilité des populations dans cette zone où les services publics sont limités et la pauvreté chronique.



© ACF Fabien Touzard

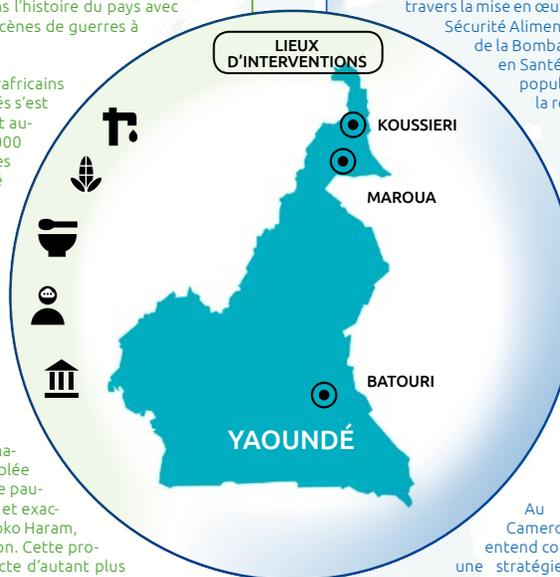
1 - JAM - Evaluation multisectorielle - Juin 2016 - OCHA,

Activités

Ayant déjà effectué une intervention au Cameroun entre 1998 et 2001, ACF est à nouveau présente dans le pays depuis 2014. Alertée par l'afflux massif de réfugiés centrafricains dans l'Est du Cameroun depuis le début de l'année 2014 (suite au coup d'Etat en RCA), et au vu des besoins exprimés, ACF est intervenue dans la Région de l'Est en Nutrition/santé dans 4 sites d'accueil de réfugiés centrafricains ainsi qu'au sein des communautés hôtes. L'intervention a contribué à améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des réfugiés centrafricains et populations hôtes mais aussi à renforcer leur résilience psychologique à travers la mise en œuvre de projets de santé mentale et pratiques de soins. Depuis avril 2015, ACF mène des interventions en Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence et en Eau Assainissement et Hygiène dans les départements de la Kadéy et de la Bomba et Ngoko, ciblant les communautés hôtes et réfugiées. En 2017 ACF a mis un terme à ses interventions en Santé dans la Région de l'Est, pour se concentrer sur des actions à moyen terme visant l'autonomisation des populations réfugiées et le renforcement des moyens d'existence des populations locales afin d'augmenter la résilience et renforcer la cohésion sociale entre les deux communautés.

Suite à la dégradation de la situation humanitaire dans la région de l'Extrême Nord du pays, ACF a lancé une intervention dans cette zone début 2016. L'organisation appuie aujourd'hui l'ensemble des centres de santé des Districts Sanitaires de Tokombere (Département de Mayo Sava) et Goulfey (Département de Logo & Chari). Ces actions en santé visent le renforcement du système de santé et l'amélioration du paquet minimum des activités en soins de santé primaire. A ceci s'ajoute un panel d'activités focalisées sur l'amélioration des conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et l'assainissement.

En outre, depuis juillet 2017, ACF a renforcé sa réponse dans la région au travers du projet RESILIANTE mis en œuvre en consortium avec 4 autres organisations (PUI, CARE, SI, CRF) et dont ACF assure le leadership. Ce programme de 4 années vise à renforcer la résilience et sécurité nutritionnelle au sein des communautés bénéficiaires au travers des actions en santé-nutrition, WASH, SAME, plaidoyer et soutien à la gouvernance locale.



Au Cameroun, ACF entend consolider une stratégie assise à la fois sur les actions d'urgence pour répondre aux effets de la crise humanitaire engendrée notamment par la guerre au Nord Est du Nigéria, et des actions à moyen terme afin d'augmenter la résilience des populations, lutter contre les causes sous-jacentes de la sous nutrition et promouvoir la cohésion sociale.



© ACF Fabien Touzard

Contexte

Après une décennie de crise politico-militaire qui a entraîné une profonde fracture sociale, la Côte d'Ivoire s'est donné pour objectif de devenir un pays émergent à l'horizon 2020. En effet, sept ans après la crise post-électorale de 2010, la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire continue de se stabiliser et des progrès notables ont été réalisés dans le domaine sociopolitique et sécuritaire mais le pays reste encore confronté à un certain nombre de défis. 2017 a été marquée par des revendications sociales et des mutineries qui ont amené le gouvernement à engager des discussions avec les principales organisations syndicales et les mutins. Le pays se prépare aux prochaines élections présidentielles, prévues en 2020, avec le positionnement de plusieurs candidats. Comme l'ensemble des pays de la sous-région, la Côte d'Ivoire a été heurtée par des actes de terrorisme, notamment à Grand Bassam en mars 2016.

Au niveau économique, la croissance du PIB a officiellement atteint 8,4 % en 2015 ; 8,5% en 2016 et l'activité économique progresse à un rythme soutenu ; tous les secteurs ont profité d'une demande globale vigoureuse et d'une poussée de l'investissement autant privé que public. On note toutefois quelques signes d'essoufflement, notamment, la baisse prolongée du prix du cacao sur les marchés internationaux qui impacte l'économie et le budget de l'Etat.

Mais les perspectives économiques pour les deux à trois prochaines années restent bonnes avec un taux de croissance qui devrait converger autour de 7 % (7,6% en 2017 ; le FMI annonce 6,9% en 2020), le maintien d'une inflation modérée et la maîtrise des finances publiques grâce à des politiques budgétaires et monétaires prudentes, ainsi qu'à la poursuite de réformes destinées à améliorer le climat des affaires et à promouvoir un usage efficace des partenariats public-privé.

Si la croissance économique réalisée ces dernières années est bien réelle et attire l'attention, une grande partie de la population n'en partage pas encore les dividendes. La pauvreté (46 % en 2015) demeure un phénomène majoritairement rural, qui se manifeste dans les inégalités d'accès aux services essentiels et les disparités hommes-femmes et qui nourrit les clivages entre groupes de revenu mais aussi entre les populations urbaine et rurale. Un programme national de développement (PND) a été adopté pour la période 2016-2020 et prévoit de grandes réformes structurelles visant à stimuler une croissance soutenue et inclusive, tirée par le secteur privé, et à transformer structurellement l'économie.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2002
 Budget en €..... 979 074
 Nombre de salariés..... 23
 Nombre de bénéficiaires..... 684 400

Activités

LIEUX D'INTERVENTIONS



En 2017, la poursuite de l'appui à l'amélioration de la santé des populations urbaines vulnérables d'Abidjan (et plus particulièrement des femmes et des enfants de moins de cinq ans) pour l'atteinte des OMD via le Programme de renforcement du système de santé dans les quartiers précaires d'Abidjan (contexte urbain), a été au centre des activités d'ACF : appui à 12 centres de santé de 1er contact (Etablissement Sanitaire à base Communautaire-ESCom) gérés par une association représentative de la communauté.

Santé mère/enfant - approche intégrée santé/nutrition - réhabilitations - approche et implication communautaire forte (Cercles échanges communautaires; classes des mères, des maris, des adolescents) - approche innovante e-santé - développement d'un focus sur les jeunes (santé de la reproduction ; planning familial ; support psychosocial via des centres d'écoute).

Ce projet a intégré un appui à trois ESCom pour renforcer et promouvoir l'hygiène ainsi que les pratiques familiales essentielles en leur sein mais également au sein de communautés.

En Eau, Hygiène et Assainissement, ACF a assuré l'accompagnement social des travaux de branchements sociaux dans le cadre du Programme d'Urgence des Districts d'Abidjan et de Montagnes. L'objectif est d'identifier 23 000 ménages bénéficiaires respectant des critères de vulnérabilité définis et les connecter au réseau d'adduction d'eau potable.

Par ailleurs, dans le cadre du SUN, la mission a continué à appuyer techniquement et financièrement la Plateforme de la Société Civile Engagée pour la Nutrition en assurant le renforcement de ses capacités à assurer le suivi des engagements pris par le Gouvernement en matière de nutrition.

La mission a également apporté son appui technique au gouvernement dans la mise en œuvre du plan national multisectoriel de nutrition et l'élaboration de plusieurs documents de stratégies nationales en matière de santé/nutrition.



© Sebastien Duijndam



© Sebastien Duijndam

Contexte

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2011
 Budget en €..... 1 344 247
 Nombre de salariés..... 15
 Nombre de bénéficiaires..... 14 011

Activités

D' une superficie de 23.000 km², la République de Djibouti - 5ème plus petit pays du continent - est située dans la Corne de l'Afrique, au débouché du détroit de Bab El Mandeb qui sépare la Mer Rouge de l'Océan Indien (golfe d'Aden). Sa population côtoie le million d'habitants dont la moitié environ a moins de 20 ans.

Djibouti poursuit, depuis une dizaine d'années, une « politique de croissance économique accélérée ». Cette politique est impulsée par des grands travaux visant à doter le pays d'infrastructures de base qui devraient favoriser l'émergence d'un secteur privé marchand.

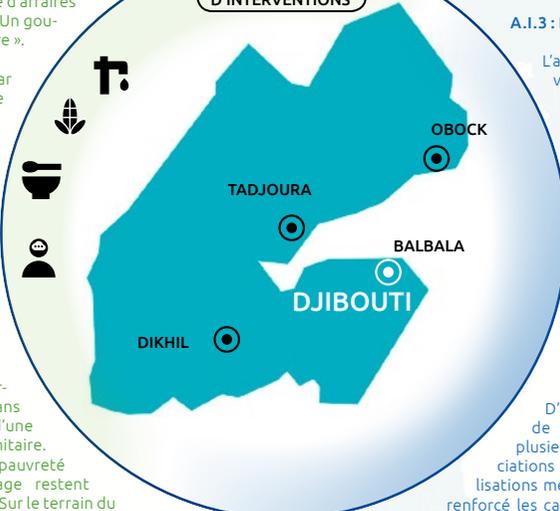
Le pays, tirant parti de sa position géostratégique avantageuse qui donne sur l'une des plus grandes voies maritimes mondiales, s'affirme en plateforme de services logistiques, financiers et de communication ainsi qu'en « hub » diplomatique et touristique de première importance. Pour asseoir son positionnement comme centre d'affaires émergent, Djibouti entretient l'image d'un pays prospère, pacifié, sécurisé et politiquement stable. Un gouvernement sourcilieux veille à ne pas laisser ternir cette image par l'existence d'une « crise humanitaire ».

Soutenu par des investissements étrangers et crédits concessionnels à très faible taux d'intérêt par les puissances mondiales et régionales, le gouvernement de Djibouti pratique une gestion autoritaire qui confine la société civile dans un rôle de figurant. Il est très difficile aux ONG de s'aligner sur les politiques de développement socio-économique et de solidarité sociale, a fortiori de se positionner comme partenaires de réponse à des besoins humanitaires qui officiellement n'existent pas. Malgré le déni officiel, il existe un consensus au sein des rares acteurs humanitaires encore présents dans le pays pour soutenir la persistance de besoins humanitaires, relativement à la petite taille de la population (moins d'un million d'habitants).



Le PNUD estimait, pour l'année 2017, à environ 300 000 le nombre de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire. L'extrême pauvreté et le chômage restent endémiques. Sur le terrain du développement humain, Djibouti reste plutôt mal classé, à la 170e position sur 188 pays avec un indice de développement humain de 0,467 en 2013. L'espérance de vie à la naissance y est de 61,99 ans. Le chômage affecte plus de 70 % des actifs, tandis que la pauvreté extrême, qui n'a pas régressé depuis 2002, touche environ 23 % de la population.

LIEUX D'INTERVENTIONS



La situation humanitaire à Djibouti est objectivement très préoccupante. Toute proportion gardée, les besoins humanitaires sont immenses et urgents dans tous les domaines (environ 155 000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire, le taux de malnutrition aiguë globale est de 17,8%, l'accès aux services EHA tourne autour de 15 %...). Basée sur l'analyse des besoins humanitaires et des priorités, la mission avait identifié, en septembre 2017, les axes d'intervention (A.I.) suivants :

A.I.1 : Renforcer la capacité d'ACF Djibouti et celle de ses partenaires à combattre les causes de l'insécurité nutritionnelle des populations vulnérables à travers des programmes EAH et FS

A.I.2 : Maintenir et développer la capacité d'ACF et de ses partenaires nationaux à répondre aux urgences

A.I.3 : Développer les recherches opérationnelles en partenariat

L'année 2017 a été marquée par l'achèvement de trois projets sur un total de 5, par le manque de nouvelles opportunités de financement. En effet, étant donnée la relation complexe entre le gouvernement et les ONG, l'accès aux fonds et l'implémentation des projets est plus complexe. En effet, 2017 a été marquée par l'instauration d'un blocus gouvernemental envers les ONG et agences des Nations Unies, paralysant les interventions dans le domaine de la santé et ses domaines corollaires ; déclenchant en février-mars 2017 une crise institutionnelle, finalement résolue.

Malgré tout, la mission Djibouti a mené à bien plusieurs projets financés par les coopérations française, suédoise et européenne, ainsi qu'un projet multi-pays et pluri annuel qui sera toujours en cours sur l'année 2018 et un nouveau projet a été mené à bien tout au long de l'année 2017, financé par l'UNICEF. Entre autres accomplissements, l'année 2017 a vu la mise en place de chantiers d'utilité communautaire, la distribution de 773 tonnes d'aliment thérapeutique prêt à l'emploi, couvrant les 2/3 des besoins annuels, ainsi que des actions de supervision des centres de santé, dépistage et référencement de cas de malnutrition et de vastes campagnes de sensibilisation et formations à en Action Essentielles de Nutrition et aux pratiques d'hygiène ont complété des réhabilitations et constructions de latrines et des distributions de matériels pédagogiques et d'hygiène dans des associations locales.

D'ailleurs, le tissu associatif de Djibouti étant important, plusieurs membres de 63 associations ont participé aux sensibilisations menées en 2017. ACF a donc renforcé les capacités des travailleurs de ce réseau en mettant en place des sensibilisations et formations auprès de relais communautaires mais également de travailleurs de santé du système national au travers de supervisions dans les centres de santé. En Santé Mentale et Pratiques de Soins, un rapport sur les ressources et pratiques psychosociales maternelles et infantiles a été produit et remis au ministère concerné afin de servir de diagnostic initial pour soutenir les futures interventions dans le domaine.



Contexte

L'enchaînement de saisons de pluies insuffisantes en 2016/17, exacerbé par le phénomène climatique La Niña, a conduit en 2017 à une sécheresse dans le Sud-Est de l'Éthiopie. La sécheresse, combinée à une épidémie de choléra, a eu des effets dévastateurs dans cette partie du pays. Au début de l'année 2016, il était estimé que 10,2 millions de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire d'urgence et que 2,1 millions d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes seraient touchés par la malnutrition (dont 400 000 de cas de malnutrition aiguë sévère). En juillet 2017, le gouvernement et ses partenaires classaient 470 districts du pays comme hotspots (contre 420 en 2016), dont 227 en priorité n°1, d'après un système de classification prenant en compte six indicateurs multisectoriels. Une augmentation des cas de diarrhée aqueuse aiguë a été rapportée, notamment dans les régions Oromia, Somali et SNNPR, en raison de pratiques d'hygiène et d'assainissement déficientes. Si le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a diminué de moitié début 2017 par rapport au début de l'année précédente, l'insuffisance des pluies des mois d'octobre à décembre 2017 laisse craindre un nouvel épisode de sécheresse dans le Sud et le Sud-Est du pays en 2018.

Les aléas climatiques et les conflits provoquent de fréquents déplacements de population. L'instabilité dans la Corne de l'Afrique et les pays voisins, en particulier le Soudan du Sud, a conduit à davantage de déplacements de population vers l'Éthiopie. Selon l'UNHCR, le nombre total de réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés dans le pays a ainsi dépassé les 892 555 en décembre 2017. Plus de 55 000 personnes ont trouvé refuge en Éthiopie en 2017. Le statut nutritionnel des réfugiés vivant dans les camps de la région de Gambella est critique, avec des taux globaux de malnutrition aiguë supérieurs aux seuils d'urgence définis par l'OMS.



© Lea Vollet

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 1985
 Budget en €..... 16 400 211
 Nombre de salariés..... 683
 Nombre de bénéficiaires..... 988 540

Activités

Renforcement de l'assistance aux réfugiés dans les camps et aux points d'entrées

A Gambella et Benishengul Gumuz, ACF a poursuivi ses activités de prévention, détection et traitement de la malnutrition auprès des réfugiés sud-soudanais dans les centres nutritionnels hospitaliers et ambulatoires, dans deux camps et aux points d'entrée à la frontière. Ces activités s'accompagnent d'un soutien nutritionnel et psychosocial aux femmes enceintes et allaitantes, notamment à travers les espaces « baby friendly » et à tous les réfugiés lors de l'accueil. ACF intervient également auprès des communautés hôtes dans la région.

Réponse aux situations d'urgence nutritionnelle suite aux désastres d'origine humaine (déplacés suite au conflit) ou naturelle (sécheresse provoquée par La Niña) et réduction de la morbidité

En plus des programmes mis en œuvre pour les réfugiés, ACF soutient les efforts du gouvernement pour améliorer et étendre la couverture des activités de prise en charge communautaire de la malnutrition. Les équipes ont intensifié les activités de prévention et de traitement de la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes dans les régions Somali et Oromia avec une forte augmentation de la couverture géographique : 25 districts soutenus dans ces 2 régions, fortement affectées par la sécheresse qui touche le pays et par le conflit Oromo-Somali qui a provoqué le déplacement de 857 000 personnes.

Restauration des moyens de subsistance des populations vulnérables et renforcement de la résilience sur le long terme

Les activités de résilience des populations pastorales et agro-pastorales face aux sécheresses se sont ainsi poursuivies à travers des formations et l'identification d'activités de mitigation des risques, dans les régions Amahra, Oromia et Somali. En outre, les équipes d'ACF ont mené des activités d'amélioration de l'accès à l'eau et aux infrastructures sanitaires, avec la réhabilitation d'infrastructures communautaires, la formation à la gestion des points d'eau et aux pratiques d'hygiène. Des activités d'appui aux moyens d'existence des populations ont aussi eu lieu dans ces différentes régions.



© Lea Vollet



DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 1998
 Budget en €..... 902 885
 Nombre de salariés.....15
 Nombre de bénéficiaires..... 6 555

Contexte

L'Indonésie est un archipel qui compte plus de 264 millions d'habitants, répartis sur plus de 17 000 îles. Bien qu'au cours des dernières décennies, l'Indonésie ait connu une forte croissance économique qui lui a permis de se classer parmi les pays à revenu intermédiaire, les fortes disparités en matière de répartition des richesses, en particulier dans les régions reculées, continuent à miner le pays. La croissance économique de l'Indonésie, qui est la plus grande économie de l'Asie du sud-est, ralentit depuis 2012, ce qui est dû principalement à la fin du boom des produits d'exportation. Pendant la crise financière mondiale, l'Indonésie a surclassé ses voisins régionaux. Parmi les membres du G20, ce fut un des rares pays, avec la Chine et l'Inde, à avoir connu une croissance positive. Le déficit budgétaire annuel de l'Indonésie est plafonné à 3% du PIB et le gouvernement indonésien a baissé son ratio dette-PIB qui était à un pic de 100% peu après la crise financière asiatique en 1999, à moins de 25% aujourd'hui.

Toutefois, l'Indonésie est encore aux prises avec la pauvreté et le chômage, l'insuffisance des infrastructures, la corruption, un environnement réglementaire complexe ainsi qu'une répartition inégale des ressources entre ses régions. Le président Joko Widodo, élu en juillet 2014, cherche à exploiter les ressources maritimes de l'Indonésie et à poursuivre le développement de nouvelles infrastructures, notamment en vue d'augmenter de manière significative la capacité de production d'électricité du pays. Les subventions aux carburants ont été considérablement réduites début 2015, et cette tendance s'est confirmée en 2016, année pendant laquelle les prix du carburant ont été harmonisés sur tout le territoire, en particulier en Papouasie. Ces réaffectations budgétaires ont permis au gouvernement d'investir dans les projets de développement prioritaires.

En santé et nutrition, l'Indonésie est l'un des pays les moins bien classés selon des indicateurs tels que l'espérance de vie, la mortalité infantile, la mortalité maternelle ou le taux de pauvreté. Les maladies chroniques et les cancers sont les causes de mortalité qui progressent le plus vite dans le pays. Il faut s'attendre à ce que d'ici 2020, les maladies chroniques soient la deuxième cause de mortalité du pays (26%), tandis que les cancers auront progressé jusqu'à représenter 16% des décès.

Les indicateurs tels que l'état de santé, l'état des infrastructures sanitaires, l'accès aux services médicaux, la qualité des soins, ou encore l'égalité et l'équité dans l'accès sont également préoccupants. Cependant, la mise en œuvre progressive de la réforme nationale Jaminan Kesehatan (programme national d'assurance maladie), qui devrait être achevée en 2019, pourrait avoir un impact considérable sur les questions d'accès, de financement, d'économie sanitaire, ainsi que sur la réorganisation des administrations et des infrastructures sanitaires dans le pays.

L'Indonésie est également un pays très exposé aux catastrophes naturelles et aux conséquences du changement climatique. Bien que des progrès significatifs aient été atteints ces dernières années dans les domaines de la résilience et de la réduction des risques, de nombreuses complexités restent à résoudre. Au-delà des problèmes d'organisation, l'Agence Nationale des Catastrophes met par exemple en avant le fait que le réchauffement climatique et la montée des eaux menacent directement des milliers de petites îles et de littoraux dans l'archipel. Dans un pays aux très fortes inégalités, les menaces climatiques pèsent évidemment beaucoup plus lourd sur les populations les plus vulnérables, déjà touchées par des taux de pauvreté et de malnutrition importants.



© Franklin

Activités

ACF concentre la majeure partie de ses activités dans la province du Nusa Tenggara Timur (NTT), à l'Est du pays. Cette province est classée comme la 31ème plus pauvre du pays (sur un total de 34). Le NTT présente un indice de développement humain de 0,68, le troisième plus bas du pays. Le taux de pauvreté est en augmentation depuis les catastrophes climatiques liées au phénomène El Niño, qui ont touché le pays en 2015/2016. Le taux d'accès à l'eau a alors été réduit de 50% dans la région, ce qui a eu de lourdes conséquences sur l'agriculture et l'élevage, ainsi que sur les taux de maladies hydriques mortelles chez les jeunes enfants. On attribue les deux dernières années de sécheresse à l'influence d'El Niño.

Le taux de malnutrition aiguë globale est de 21,2, et celui de la malnutrition aiguë sévère est de 3,9%, largement au-delà des seuils d'urgence définis par l'OMS (2%). La stratégie d'ACF est d'identifier et d'agir sur les facteurs directs et indirects de la malnutrition.

En 2017, ACF a continué sa collaboration avec le Ministère de la santé aux niveaux du pays, des provinces et des districts, dans le but de développer la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë. Ce programme, l'un des premiers de ce type en Indonésie, est un pilote qui pourrait donner lieu une fois achevé à une réplication à grande échelle. Les activités incluent le dépistage, l'admission et la prise en charge d'enfants sévèrement malnutris, mais aussi la formation de personnels de santé et de volontaires au niveau communautaire. L'appui et l'implication du gouvernement local de Kupang dans le programme est donc capitale afin de garantir la réussite du programme.

ACF a également mis en œuvre la dernière phase d'un projet portant sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement, mené avec le soutien des agences de l'eau de plusieurs municipalités françaises. La responsabilité des infrastructures d'accès à l'eau mises en place pendant le projet a été transférée à l'agence de planification et de développement du district (BAPPEDA). Afin de garantir une couverture optimale des membres de la communauté, ACF a opté pour une approche d'accès à l'eau par foyer, plutôt que par village.

Par ailleurs, ACF continue à promouvoir l'utilisation de la pompe-bélier comme une solution pratique, durable et peu coûteuse pour l'accès à l'eau des communautés. Cette technologie a attiré l'attention de nombreux acteurs, y compris d'autres districts où ACF n'est pas présent, mais qui souhaitent établir des études de faisabilité.

Un projet multisectoriel a également été mis en œuvre avec des partenaires locaux (Lentera CIDEK et YASATU) jusqu'à décembre 2017. Il a permis de renforcer la sécurité alimentaire de groupes d'agriculteurs dans deux villages, à travers un soutien en matériel, formation et semences. Dans trois villages, cette approche a été complétée par des activités portant sur les pratiques de santé maternelle et de nutrition.



© ACF



LIEUX D'INTERVENTIONS



Contexte

A lors que la Syrie entre en 2017 dans sa septième année de crise, la Jordanie continue, elle, d'accueillir plus de 1,3 million de réfugiés, représentant 13,2% de la population totale du royaume. La majorité (79%) des Syriens vivent en zones urbaines et rurales des gouvernorats du Nord et d'Amman, tandis que le restant (21%) est installé dans des camps comme ceux d'Azraq, le camp Jordanien-Emirati ou celui de Za'atari. La frontière nord-est bordant la Syrie, communément connue sous le nom de « Berm », a été fermée en 2016, confinant près de 10 000 familles ou 50 000 Syriens dans une zone dépourvue d'accès régulier à l'approvisionnement adéquat en nourriture, soins sanitaires, éducation, dans des conditions de vie précaires.

La longueur de la crise a épuisé les économies des réfugiés, ainsi que leurs biens et leurs ressources, accentuant leur vulnérabilité. La situation a également accentué la pression sur l'économie jordanienne et les infrastructures du pays. L'impact de la crise est visible dans la vie quotidienne des Jordaniens, notamment pour les communautés hôtes pour lesquelles la présence des réfugiés syriens et la pression augmentée sur les services locaux, les ressources naturelles et sur le marché du travail local sont les plus fortes. Afin d'affronter des besoins de court terme des populations et des besoins de moyen à long terme systémiques de fragilité institutionnelle, le gouvernement jordanien a annoncé la conduite du « Plan de Réponse Jordanien » (JRP) annuel. Le dernier JRP de 2017-2019 adopte une approche basée sur la résilience, développée en partenariat avec des bailleurs, des agences de l'ONU et des organisations internationales, et est destiné à rassembler les objectifs de programmes humanitaires et de développement, afin de prévenir les impacts négatifs immédiats de la crise et de renforcer les capacités nationales à absorber les futurs chocs.

La conférence qui s'est tenue en avril 2017 à Bruxelles, Supporting the Future of Syria and the Region, a confirmé l'adhésion de la communauté internationale à cette approche, soulignant le besoin spécifique de soutenir la Jordanie dans la création d'opportunités de subsistance et d'amélioration des infrastructures locales pour les personnes les plus vulnérables de la crise. La conférence a également réaffirmé l'adhésion internationale au principe Do Not Harm, sollicitant les pays hôtes à maintenir l'ouverture d'une de leurs frontières, afin de pouvoir accueillir les personnes fuyant le conflit sur le principe du non-refoulement.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2013
Budget en €..... 7 014 493
Nombre de salariés..... 105
Nombre de bénéficiaires..... 46 112

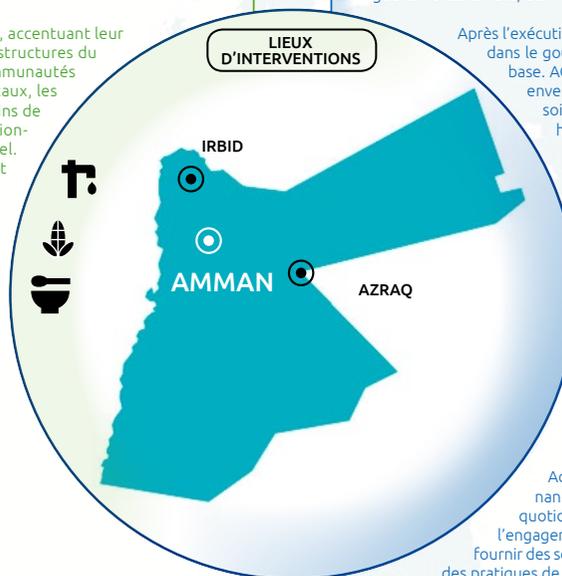
Activités

En 2017, Action Contre la Faim a continué à mettre en œuvre des projets de sauvetage et de renforcement de la résilience des réfugiés syriens et jordaniens vulnérables, tout en renforçant également la capacité institutionnelle des partenaires locaux et nationaux. Etant donné la nature des besoins urgents en Jordanie et des priorités définies dans le JRP, l'intervention ACF se base sur son expertise en réponse d'urgence dans des secteurs clés tels que les Moyens d'Existence, l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène (EAH), ainsi qu'en Santé Mentale et Pratiques de Soins (SMPS). Treize projets des secteurs mentionnés ont été conduits par trois bases, dans les gouvernorats d'Irbid, de Mafrqa et de Zarqa en 2017.

Après l'exécution complexe mais réussie des activités de soutien en EAH dans le Berm et dans les quartiers de Ruwayshed dans le gouvernorat de Mafrqa, la mission a décidé d'achever ses interventions dans les deux localités et a fermé la base. ACF, à travers son intervention, a investi dans le renforcement de capacités et le transfert de compétences envers la communauté locale, s'assurant de la durabilité des progrès en EAH réalisés à Ruwayshed. Au vu des besoins constants remarquables dans le Berm et de la controverse présente autour de l'acheminement de l'aide humanitaire, Action Contre la Faim a adopté, à travers son bureau à Amman, une position ferme, refusant de participer à un système qui menacerait les principes humanitaires, notamment le principe Do Not Harm.

En ligne avec une stratégie de partenariats avec des institutions locales et complémentaires aux priorités du JRP, ACF a commencé à mettre en place une intervention EAH sur trois ans, en collaboration étroite avec le Ministère de l'Eau et de l'Irrigation (MoWI) et l'entreprise Yarmouk Water, l'entreprise de service d'eau du gouvernorat d'Irbid. Cette intervention vise à améliorer l'accès à l'eau des ménages syriens et jordaniens vulnérables et à renforcer le réseau d'eau, conformément à l'accent mis, lors de la conférence de Bruxelles en 2017, sur l'investissement en infrastructures. Le partenariat établi avec trois coopératives locales permet également à ACF d'améliorer les opportunités de subsistance de court terme, dont celles du secteur informel, à travers des activités de « Cash For Work » et de gestion de déchets. D'autres opportunités de subsistance de plus long terme ont également été engagées et seront approfondies dans un projet de suivi en 2018. En parallèle, Action Contre la Faim a pris part à deux consortiums avec des ONGI, afin de combiner expertise et maximisation de l'impact sur le terrain. Deux projets multisectoriels ont notamment été initiés en 2017 et Action Contre la Faim a continué à créer des synergies pour intégrer les projets existants à Irbid, dans le but de s'assurer de la réception d'un soutien complet par les bénéficiaires.

Action Contre la Faim, en partenariat avec UNICEF, a pris la responsabilité des opérations et de la maintenance du réseau d'eau du camp de réfugiés d'Azraq du gouvernorat de Zarqa, en assurant la fourniture quotidienne de la bonne qualité et quantité d'eau à un nombre d'au moins 36 000 résidents du camp. Au vu de l'engagement d'Action Contre la Faim de fournir des services de haute qualité à travers des pratiques de travail efficaces, la mission a été sélectionnée pour assumer cette responsabilité, à la place du contracteur privé prévu initialement. ACF a également été reconnu comme l'acteur majeur du secteur EAH à Azraq, suivant la demande de l'UNICEF souhaitant coordonner la communication entre tous les acteurs EAH du camp. Dans la ville d'Azraq voisine, Action Contre la Faim a travaillé avec les autorités municipales afin d'établir une unité de compostage et de tri, et a évalué les pratiques de gestion des déchets sujettes à optimisation. ACF a aussi investi dans le renforcement de la redevabilité et préparation en 2017, en établissant un département MEAL (Monitoring, Evaluation Accountability and Learning), en produisant un Plan de Préparation et de Réponse à l'Urgence (PPRU), ainsi qu'en définissant un cadre de conformité basé sur un diagnostic des mécanismes internes existants.



© Florian Serieux



© Florian Serieux

Contexte

En 2017, l'Irak a mené des opérations militaires majeures afin de reprendre le contrôle de ses territoires annexés par l'Etat Islamique (EI) depuis 2014. La bataille pour Mossoul, commencée en octobre 2016, a duré 9 mois et, en juillet 2017, l'armée irakienne a officiellement repris le contrôle total de la ville. Cependant, malgré l'annonce du gouvernement irakien de la fin de la lutte contre l'EI en décembre 2017, la présence de « cellules dormantes » restantes de l'EI entraîne de régulières attaques asymétriques entre civils et forces de sécurité.

Dans la Région du Kurdistan Irakien (KRI), un Référendum pour l'Indépendance du Kurdistan s'est tenu en septembre 2017, avec un résultat d'environ 93% de la population en faveur de l'indépendance. Cependant, le référendum a entraîné la mise en place de sanctions sévères de la part de Bagdad, comme l'interdiction de vols internationaux au départ des aéroports d'Erbil ou de Sulaymāniyah, ainsi que la reprise de la plupart des territoires disputés entre le Kurdistan et l'Irak, dont la cité de Kirkuk, riche en pétrole, par les Forces irakiennes. Le 29 octobre 2017, Massoud Barzani a annoncé son intention de se retirer de la présidence du Kurdistan irakien dès le lendemain, après avoir été à la tête de la région pendant 12 ans. Son pari de faire avancer la situation de la région à travers ce référendum non reconnu par l'Etat irakien s'est soldé par la reprise des territoires disputés par l'Irak, et l'abandon du projet kurde de construction d'un Etat Kurde. Des élections générales, initialement prévues dans la région le 1er novembre 2017, pour élire un nouveau Président et le Parlement, ont été repoussées de huit mois.

En 2017, 1,7 million de nouveaux civils ont été déplacés. Les mouvements de populations ont été multidirectionnels : alors que plusieurs centaines de milliers de personnes fuyaient leur foyer, d'autres centaines de milliers rentraient chez eux. Pour la première fois depuis le début de la crise de déplacements en décembre 2013, l'OIM, fin 2017, a enregistré plus de retours (3,2 millions d'individus) que de déplacés (2,6 millions) en Irak. Comme mentionné plus tôt, plusieurs opérations militaires majeures ont été menées en 2017, permettant aux organisations humanitaires, dont Action Contre la Faim, de fournir l'assistance nécessaire aux nouvelles zones accessibles du pays.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2013
 Budget en €..... 8 467 566
 Nombre de salariés..... 118
 Nombre de bénéficiaires..... 361 251

Activités

Tout au long de l'année 2017, la mission ACF Irak a adapté ses approches et modalités d'interventions aux changements de contexte et aux nouveaux défis administratifs et d'accès posés par la conduite du Référendum pour l'Indépendance de la KRI. ACF a continué à répondre aux besoins urgents des populations dans les nouvelles zones récupérées par l'Irak et dans les zones de déplacement de populations. En parallèle ont été développées des interventions de plus long terme, ayant comme objectif d'assurer la transition entre urgence et « relèvement accéléré », ainsi que d'aborder et de traiter des besoins de plus long-terme. En 2017, Action Contre la Faim a continué à fournir un soutien aux populations déplacées irakiennes et à leurs communautés hôtes, ainsi qu'aux réfugiés syriens présents dans certaines localités des gouvernorats de Ninewa, Erbil et Dohuk, à travers plusieurs actions en :

Eau, Assainissement et Hygiène

ACF a soutenu les populations de Mossoul à travers une réponse d'urgence par camions citernes, et a notamment été le lead du groupe de travail « Camion-Citerne » sur cette phase de la réponse d'urgence. Cette réponse d'urgence a touché environ 80 000 personnes, et s'est également accompagnée d'une réhabilitation du réseau d'eau, qui a contribué à restaurer l'accès à l'eau des quartiers affectés. Le programme d'activités concernant la réhabilitation du réseau d'eau et du traitement de l'eau a également été réalisé dans les zones reprises par le gouvernement irakien au Nord du gouvernorat de Ninewa et s'est accompagné d'une distribution de kits d'hygiène, kits d'urgence, et d'activités de sensibilisation à l'hygiène. Enfin, la collaboration étroite établie entre ACF et la Direction générale de l'Eau a permis l'amélioration de la gestion de l'eau et des déchets dans plusieurs Centres de Santé et de Soins Primaires.

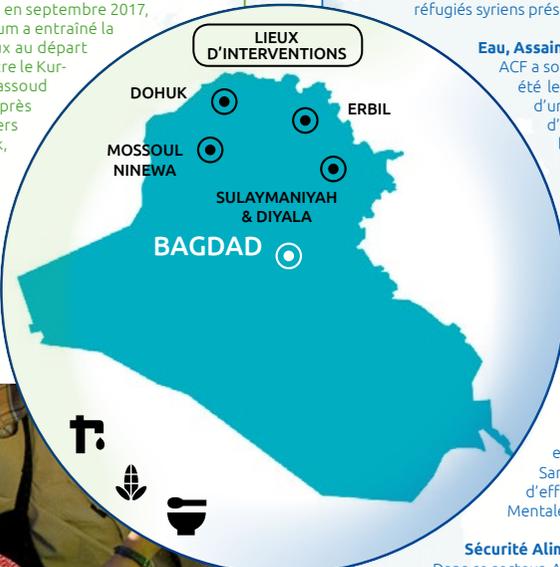
Santé Mentale et Pratique de Soins

Action Contre la Faim a mis en place des programmes de SMPS dans les gouvernorats de Ninewa et de Dohuk, combinant urgence, « relèvement rapide » et réponses structurelles de long-terme. ACF a directement fourni un soutien en SMPS aux communautés affectées au Nord de Ninewa, dans la ville de Mossoul, et dans le camp d'Hammam al-Alil, à travers des sessions individuelles et en groupes, un soutien dédié aux parents, professeurs et enfants et par un soutien lié aux pratiques de soins, et la mise en place d'Espaces Bébé (ciblant les femmes enceintes et allaitantes, et les enfants de moins de 2 ans) dans le camp d'Hammam-al-Alil, soutenant 13 000 individus. En parallèle, ACF a aussi commencé un travail de renforcement du système de Santé Mentale dans le gouvernorat de Dohuk, en développant les compétences de la Direction générale de la Santé, mais aussi des communautés. Cette initiative est la répercussion d'un engagement national à la formation des professionnels à de meilleurs services de Santé Mentale, d'intégration d'approches de Santé Mentale en soins primaires, et de soutien à l'émergence d'efforts communautaires, visant à aborder les stigmas et à améliorer la compréhension globale de la Santé Mentale en environnement de crise.

Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence

Dans ce secteur, Action Contre la Faim a aussi combiné plusieurs types de réponses, dans la fourniture de soutien d'urgence dans des zones de déplacements et de retours récents et de soutien de plus long terme visant à la création d'opportunités d'emploi. ACF a fourni des e-vouchers et un soutien financier à 4 130 familles dans la ville de Mossoul, et à 177 816 individus dans les gouvernorats de Dohuk et de Ninewa, ainsi que des formations professionnelles et des subventions à 150 jeunes adultes des communautés hôtes, déplacées et réfugiées dans le gouvernorat de Dohuk. L'organisation a mené des projets ayant comme objectif d'améliorer les moyens d'existence et incluant une approche SMPS. Ceux-ci ont pour but l'amélioration de la résilience au vu des améliorations des dynamiques de marché.

Nutrition, Santé
 Depuis juillet 2017, ACF participe à la mise en place d'une gestion communautaire de programmes de malnutrition dans le camp d'Hammam al-Alil, ciblant ses 21.000 résidents. La mission est aussi en soutien au Centre de Santé et de Soins Primaires de la ville d'Hammam al-Alil, à travers des formations ciblant la gestion de la malnutrition.



Contexte

Le Liberia figure parmi les pays les plus pauvres du monde, classé 177/188 dans l'Indice de développement humain. 83,8% de la population a un revenu inférieur au seuil de pauvreté (1,25 USD par jour) et 94% des travailleurs sont pauvres (moins de 2 USD par jour). Les problèmes financiers chroniques et la forte inflation de la monnaie locale (12,4% en 2017) ont eu un impact négatif sur la satisfaction des besoins primaires, la consommation des ménages. La pauvreté et la sécurité alimentaire étant étroitement liées, l'accès limité aux marchés en raison d'un manque de revenus a généré une insécurité alimentaire chronique pour les populations. Malgré les efforts pour relancer le système de santé après les deux guerres civiles et l'épidémie d'Ebola, celui-ci reste très faible. Certains indicateurs tels que le taux de mortalité maternelle (770 pour 100 000 naissances), la prévalence de l'anémie chez les femmes non enceintes (48%) et la malnutrition chronique (32%) sont parmi les plus élevés au monde, révélant un problème majeur de santé publique. Selon le rapport d'évaluation du Liberia Food Security de mi-2015, l'insécurité alimentaire affecte jusqu'à 16% de la population.

Le 26 décembre dernier, à l'issue du deuxième tour des élections présidentielles, la Commission nationale électorale a annoncé la victoire de George Manneh Weah, issu de la Coalition pour le Changement Démocratique.

En raison des opportunités de financement en baisse au Liberia, certaines ONG, y compris ACF ont dû réduire leurs activités et leur personnel sur place. En 2017, Action contre la Faim a donc décidé de mettre l'accent sur les activités de nutrition, de sécurité alimentaire et moyens d'existence et d'eau, assainissement et hygiène.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 1990
Budget en €..... 2 202 657
Nombre de salariés..... 22
Nombre de bénéficiaires..... 53 583

Nutrition et santé

Destiné à consolider les acquis pour renforcer le système de santé libérien assurant l'intégration durable des services de nutrition de qualité dans le système de santé national, ACF soutient actuellement, au niveau des communautés, la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (IMAM), des services de conseil sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et la distribution et utilisation de poudre de micronutriments (MNP).

Le projet « Intensifier les interventions nutritionnelles directes dans quatre comtés du Libéria », financé par l'UNICEF, soutient la distribution et l'utilisation de MNP dans 138 centres de santé (dont 5 hôpitaux) dans ces comtés. ACF vient également en appui aux services de nutrition dans 37 programmes de soins thérapeutiques ambulatoires et 5 installations pour patients hospitalisés par le biais d'assistants sanitaires communautaires et d'agents de santé du Ministère de la Santé. En 2017, le projet a détecté, admis et traité 3 635 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère dans les comtés.

ACF a également poursuivi la mise en œuvre du projet de recherche financé par ECHO et HIF (Humanitarian Innovation Fund) intitulé « OptiDiag – Investigations biomédicales, diagnostic optimisé et suivi de la malnutrition aiguë sévère (MAS) ». L'objectif de ce projet est de générer de nouvelles preuves sur le processus physiopathologique, les besoins nutritionnels et les risques associés à la MAS chez les enfants de moins de 5 ans, afin d'optimiser son diagnostic et son traitement. Dans le cadre de ce projet, la mission a recruté 152 participants. Les résultats seront analysés début 2018.

Eau, assainissement et hygiène (EAH)

En 2017, dans le cadre du consortium mené par Oxfam, ACF a continué à travailler pour mettre en œuvre les activités EAH dans les zones rurales de Montserrado. Le projet a construit deux nouveaux points d'eau, un à l'école publique Arthington et l'autre à la clinique de Kingsville, desservant plus de 6 000 bénéficiaires des 36 communautés desservies. ACF a aussi construit quatre nouvelles stations permanentes de lavage des mains dans quatre écoles publiques.

La mission a également identifié et réhabilité 3 latrines institutionnelles et les a rendues sensibles à la dimension de genre. Elles sont utilisées par 1 284 élèves et 31 enseignants. ACF a mis en place quatre clubs de santé scolaire et formé 25 représentants de ces clubs à la gestion de l'hygiène menstruelle. Afin

LIEUX D'INTERVENTIONS



Activités

Support psychologique et activités de rétablissement en sécurité alimentaire et moyens d'existence

S En 2017, ACF a achevé la réalisation d'un projet intégré de santé mentale et moyens d'existence intitulé « Renforcer la résilience économique et mentale dans le Liberia post-Ebola », pour les communautés du comté de Bomi grâce à un soutien psychologique et l'amélioration des moyens d'existence. Plus de 5 000 personnes ont bénéficié de cette intervention par le développement d'activités génératrices de revenus (AGR) et d'associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA).

En août 2017, ACF a conclu un projet financé par l'Union Européenne intitulé « Actions pro-résilience : soutenir la pauvreté, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour réagir aux crises et renforcer la résilience au Liberia » dans les comtés de Bomi, Grand Cape Mount, Margibi et Montserrado, et est venu en aide à 6 590 individus. Les principales activités mises en place étaient la production de légumes, les AGR, les VSLA ainsi que l'éducation nutritionnelle. ACF a également sensibilisé 23 513 personnes sur l'alimentation du nourrisson et les actions essentielles en nutrition dans les communautés et les centres de santé.

Avec des fonds internes, ACF a soutenu ces groupes VSLA pour 4 mois supplémentaires. L'objectif de ce projet est de les relier avec une institution financière et d'établir une structure d'encadrement. Les principales activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet étaient la formation de comités de gestion des VSLA, l'appui à l'audit ainsi que la création et le renforcement d'une structure d'encadrement au niveau des comtés.

d'améliorer le fonctionnement et la maintenance des installations EAH dans les écoles ciblées, la mission a mis en place des comités scolaires, mené une formation plus récente et leur a fourni des outils rudimentaires pour améliorer leur travail.



© ACF Agnes Varraine-Leca

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2011
 Budget en €..... 2 265 170
 Nombre de salariés..... 134
 Nombre de bénéficiaires..... 125 831

Contexte

Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde (5ème rang selon le classement du FMI de 2015 avec un PIB de 382,2 dollars par habitants), conséquence d'une dégradation lente mais significative de la situation économique depuis plus de 20 ans, de la récurrence de catastrophes naturelles et de problèmes de gouvernance à répétition. Alors que Madagascar possède un grand potentiel, le pays a pris du retard sur plusieurs indicateurs de développement : près de 80 % de la population vit avec moins de 1,90 dollar par jour, un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance et Madagascar est le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Par ailleurs, le taux d'accès à l'électricité est de 13 %, soit l'un des plus bas de la planète.

L'île a connu de nombreuses crises politiques depuis son indépendance et la dernière en date (2009 à 2013) a eu des impacts très négatifs dans les domaines de l'économie et de la santé. Les troubles politiques et la crise socioéconomique, aggravés par la violence et les abus, ont également eu un impact majeur sur les dynamiques sociales : effondrement de la cohésion sociale et des valeurs traditionnelles, accroissement de la violence intrafamiliale. L'année 2018 sera marquée par l'élection présidentielle dont la campagne risque d'être agitée.

Par ailleurs, Madagascar est particulièrement exposée aux risques climatiques (3ème pays le plus vulnérable au changement climatique). Entre 1980 et 2010, Madagascar a été frappé par 35 cyclones et inondations, cinq périodes de sécheresse sévère, cinq tremblements de terre, et six épidémies. Le phénomène El Niño, déclaré en mars 2015, a causé la pire sécheresse qu'a connue l'Afrique Australe en 35 ans.

A Madagascar, le Grand Sud et notamment les régions d'Androy, Anosy, Atsimo-Andrefana, ont été les plus touchées. Ces régions de nature semi-aride bénéficient déjà en temps normal de conditions hydrogéologiques peu favorables. El Niño n'a fait qu'exacerber cette situation, altérant la disponibilité de ressources en eau potable. Seuls 29% de la population s'approvisionnent à un point d'eau amélioré. Le prix de l'eau a augmenté en moyenne de 50% dans l'Androy et 30% dans l'Anosy. La pénurie d'eau a conduit à une chute de la production vivrière (maïs, manioc, riz) pour la 3ème année consécutive. Avec un taux élevé de pauvreté et de chômage, couplé à la volatilité des prix, les ménages ne peuvent se fournir sur les marchés pourtant approvisionnés en aliments de base. La relance de leur production agricole est impossible en raison de l'absence de semences et de boutures.

Ainsi, pour le premier semestre 2018, sans mesure palliative, un accroissement de la population en phase 3 et 4 IPC SAME serait attendu. Les estimations tablent sur 1 630 000 personnes, soit 54% de la population des zones d'analyse, qui nécessiteront donc une action urgente pour protéger leurs moyens d'existence, réduire leurs déficits alimentaires et la prévalence de la malnutrition aiguë. Pour le Grand Sud, la situation risque de se détériorer davantage si aucune mesure n'est prise d'ores et déjà pour la préparation de la contre saison et l'accompagnement des paysans dans le démarrage de la campagne agricole. Plus de 80% des ménages ont adopté des stratégies de crise, plus de 25% des ménages se trouvant dans les zones de Tuléar II, Tsihombe et les 4 communes de Taolagnaro ont eu recours à des stratégies d'urgence. Le pourcentage de ménages ayant adopté au moins une stratégie de crise atteint les 80% dans les zones de Tuléar II, Beloha et Tsihombe

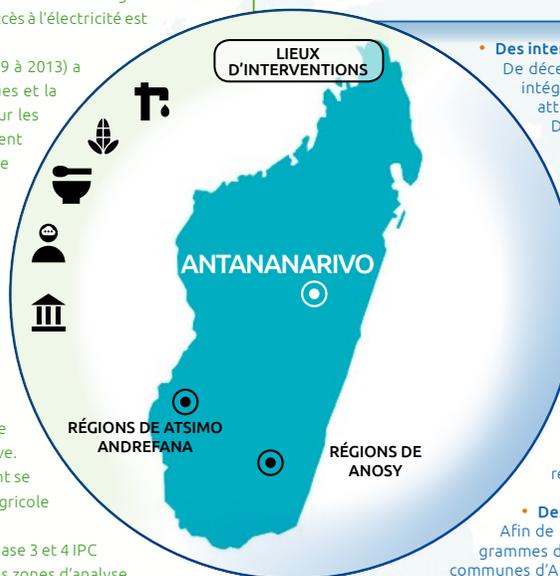
Cette situation a donc entraîné une augmentation de la sous-nutrition aiguë avec des districts (8) dépassant les seuils d'urgence de l'OMS de 10% de Malnutrition Aiguë Globale et de 2% de Malnutrition Aiguë Sévère. Même si la situation semble se stabiliser d'après les résultats des derniers dépistages communautaires, des poches de sous-nutrition aiguë persistent. Fin 2018, 23 888 enfant de 6 à 59 mois auront besoin d'un traitement MAM ou SAM dans les mois à venir.

Les deux catastrophes naturelles qui ont touché Madagascar début 2017 ont entraîné des dégâts humains et matériels considérables, estimés à 400 millions de dollars (4 % du PIB), dont la destruction d'un tiers de la production nationale de vanille pour le

seul cyclone Enawo.

Enfin, d'autres facteurs accroissent la vulnérabilité de tous les secteurs sociaux et humanitaires. La migration vers les grandes villes s'est accélérée (environ 140 000 personnes migrent vers la capitale tous les ans), les infrastructures routières se sont détériorées et sont peu entretenues, les conditions de sécurité, spécifiquement dans le sud du pays, continuent à menacer aussi bien les actions humanitaires que les activités socio-économiques régulières. La très forte dépendance du pays à ses importations de pétrole, l'effondrement du secteur du tourisme, les défaillances chroniques de la compagnie aérienne nationale et de la compagnie nationale d'eau et d'électricité, le niveau très important de corruption sont autant de phénomènes aggravant la situation des populations.

Activités



• Des interventions tournées vers la résilience

De décembre 2012 à décembre 2016, ACF a mis en œuvre, dans la région Atsimo-Andrefana, un programme intégré (EAH, SAME, SMPS) de prévention de la sous-nutrition dans le district de Betsioky. Ce programme a atteint l'ensemble de ses objectifs et la transition des activités vers les partenaires locaux s'est bien passée. Dans les régions de Bongolava et d'Itasy, Action Contre la Faim a travaillé jusqu'en 2017 en consortium avec cinq autres organismes sur un Programme d'Appui à la Santé Maternelle et Infantile.

De mai 2014 à mars 2016, dans le district de Betsioky, ACF a appuyé les structures sanitaires locales et communautaires dans la prise en charge de la sous-nutrition aiguë sévère et modérée.

Depuis juillet 2015, un programme de 3 ans est mis en œuvre, en partenariat avec l'ONG malgache ASOS, dans les districts de Tuléar I et Betsioky. Il vise au renforcement du système de santé (après une phase de diagnostic participatif, les activités d'appui aux districts sanitaires sont en cours) et à l'amélioration des conditions sanitaires des populations. Ce projet devrait trouver une suite pour les 4 années à venir.

En 2018 ACF planifie de renforcer son intervention par des approches de réductions des risques et désastres, afin de limiter l'impact des chocs climatiques, sécheresses et cycloniques, et de favoriser une appropriation des réponses d'urgence par les autorités régionale et nationale.

A Antananarivo, ACF développe depuis novembre 2012 un projet urbain de prévention et de prise en charge globale de la sous-nutrition modérée auprès de familles vulnérables dans des quartiers défavorisés.

Au niveau national, Action Contre la Faim a contribué de mars 2014 à décembre 2016 à la structuration et la mise en place d'une plateforme des Organisations de la Société Civile autour de la nutrition (plateforme HINA), s'inscrivant dans l'initiative internationale Scaling Up Nutrition (SUN), avec une représentation remarquée à la réunion internationale du mouvement SUN Global.

• Des interventions de réponse d'urgence à la sécheresse

Afin de répondre à la situation d'insécurité nutritionnelle du Grand Sud de l'île, ACF a lancé en 2016 des programmes d'urgence intégrés en santé/nutrition et EAH dans les districts d'Ampanihy et d'Amboasary. Dans huit communes d'Ampanihy, le programme d'amélioration de la prise en charge de la sous-nutrition aiguë et de l'accès à l'eau potable vise également à contribuer à renforcer les capacités des autorités à l'échelon du district et de la région à mieux anticiper et se préparer à une détérioration de la situation. Dans le district d'Amboasary Atsimo, la réponse intégrée santé-nutrition a pour objectif de réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans, à prévenir la malnutrition par l'approche des 1 000 jours et également à renforcer les capacités des autorités sanitaires et des autorités locales à suivre la situation nutritionnelle pour mieux détecter et gérer les pics de malnutrition.

ACF reste un acteur privilégié, pour les réponses d'urgence, de par son expertise et sa capacité de déploiement. C'est ainsi qu'ACF est intervenu en 2017 sur l'impact du Cyclone ENAWO dans le Nord (région Analanjanoroho), intervention bouclée en fin d'année, ainsi que sur l'épidémie de peste qui a frappé le pays en fin d'année. Ces interventions se poursuivront en 2018 par de forts investissements sur le renforcement de la capacité étatique et la résilience des communautés, avec une perspective de préparation aux risques à venir.



© Guillaume Binet MYOP

Contexte

Le Népal est un des pays du monde les plus exposés aux catastrophes naturelles, principalement en raison de sa géographie. Sur un territoire réduit, le pays présente une très grande diversité naturelle et culturelle. Classé au 144ème rang mondial selon l'Index du Développement Humain, la position du Népal et la vulnérabilité de sa population aux catastrophes naturelles est aggravée dans le contexte mondial de changement climatique.

Les activités d'ACF au Népal ont débuté en 2005, avec l'objectif de porter assistance aux personnes affectées par le conflit à l'intérieur du pays. Les études de terrain menées à cette occasion ont mis en avant des taux de malnutrition alarmants. C'est la raison pour laquelle ACF a initié un programme intégré de lutte contre la malnutrition dans le district de Saptari, en 2011. Le séisme survenu en 2015 a amené l'organisation à étendre ses activités à cinq districts parmi les plus atteints. En 2017, les activités se sont principalement concentrées sur le soutien au rétablissement des populations affectées par le séisme. Deux autres programmes ont été initiés :

un programme d'aide humanitaire aux personnes affectées par les inondations à Rautahat et un programme multisectoriel visant à renforcer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des familles vulnérables à Nawalparasi. Une recherche de terrain a également été entamée à Saptari.

En 2017, les activités d'ACF Népal ont bénéficié à 138 454 personnes réparties dans six districts. Elles ont été menées en partenariat avec 7 acteurs de la société civile, ainsi qu'avec les autorités des districts.

La stratégie d'ACF consiste à renforcer les capacités opérationnelles des partenaires locaux et à leur transférer les compétences nécessaires. Cela passe aussi par un plaidoyer fort en faveur d'interventions nutritionnelles de grande échelle au sein du pays.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2011
 Budget en €..... 2 925 617
 Nombre de salariés..... 39
 Nombre de bénéficiaires..... 138 454

Activités

Capacité opérationnelle

27 385 personnes affectées par les inondations à Rautahat ont bénéficié d'un secours humanitaire intégré. Nos interventions nutritionnelles ont touché 73 825 personnes réparties dans quatre districts, dont les autorités ont également bénéficié de programmes de renforcement de capacités.

ACF a permis l'installation de 59 solutions d'accès à l'eau, avec une attention particulière à ce que cet accès puisse être résilient aux éventuels chocs et catastrophes futures. ACF inscrit ces activités dans l'approche FIETS (durabilité financière, institutionnelle, environnementale, technologique et sociale des activités).

1 844 ménages ont bénéficié d'un soutien dans le domaine de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, par un soutien aux activités agricoles et non-agricoles.

Transfert local des compétences

Dans le cadre de son soutien au renforcement des capacités du système de santé nationale, ACF Népal a organisé une formation de formateurs et de professionnels du secteur sanitaire portant sur le traitement de la malnutrition aiguë sévère. Cette formation a permis de créer un vivier de professionnels dans le pays, capables de mener la prise en charge médicale des enfants malnutris.

Après la formation et le suivi de 1 445 personnes (professionnels de santé et volontaires communautaires), les activités d'ACF ont été transférées aux communautés locales dans deux des quatre districts où nous travaillons. Le personnel formé et les structures soutenues continueront à développer les activités à partir des fondations établies par le travail d'ACF.

De plus, ACF a travaillé avec cinq organisations de la société civile pour renforcer leur capacité technique dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, avec une attention particulière portée à la corrélation entre ces secteurs d'activités et ceux de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de la réduction des risques.

Crédibilité technique et capacité d'innovation

ACF a mené des enquêtes SQUEAC dans trois districts (Makwanpur, Rasuwa et Nuwakot) ainsi qu'un exercice de renforcement du système public de santé à Makwanpur, qui a fortement contribué à établir des recommandations de renforcement pour le système public de santé.

ACF est désormais une des organisations pilotes du comité technique chargé d'établir les directives nationales pour la prise en charge hospitalière de la malnutrition aiguë sévère au Népal.

Nous avons également conduit une recherche opérationnelle à Saptari dans le cadre du projet FUSAM, afin de mesurer l'impact positif des activités psychosociales sur la guérison d'enfants traités pour des cas de malnutrition aiguë sévère.

Nos activités à Nuwakot et Rasuwa ont également permis de mettre en évidence le lien entre les conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement d'une part, et la réussite d'actions nutritionnelles d'autre part notamment par la mise en œuvre de programmes « Baby Wash ».

Faire entendre sa voix

ACF Népal a organisé une conférence internationale sur le développement et la santé infantile en juin 2017, réunissant professionnels et praticiens de réputation mondiale, afin de partager expériences, réflexions et solutions innovantes.

En tant que membres du groupe de travail santé, ACF participe au comité de conseil pour l'établissement d'une enquête nationale portant sur la santé mentale au Népal, qui sera menée par le conseil de recherche sanitaire du Népal en 2018.

ACF a également contribué à la formulation des politiques nationales « règles féminines et dignité ». Nous espérons qu'une fois adoptées par le gouvernement, ces politiques contribueront à lutter contre la pratique dite « Chaujadi » discriminatoire envers les femmes.

Nos efforts de plaidoyer à travers la plateforme SUN ont permis que la région du Terai soit priorisée par les acteurs du traitement nutritionnel. Enfin, en tant que partenaire technique, ACF a contribué à la rédaction du second plan nutritionnel multi-sectoriel (2018-2022), sous la responsabilité de la Commission Nationale de Planification.

LIEUX D'INTERVENTIONS



© Daniel Burgui-Iguzkiza

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission.....	2006
Budget en €.....	7 662 111
Nombre de salariés.....	260
Nombre de bénéficiaires.....	189 470

Contexte

La dynamique de la crise centrafricaine a changé en 2017. Après la phase aiguë post-coup d'état marquée par des violences intercommunautaires sans précédent (2013-2014), la préparation des élections (2015) et l'illusion d'un retour à la stabilité (2016), le conflit a changé et s'est approfondi. Malgré la présence à Bangui des autorités nationales légitimes et soutenues par la communauté internationale et les efforts de médiation, il n'y a pas eu de véritable accord entre le gouvernement et les groupes armés. Ceux-ci se fragmentent, profilèrent (de 10 à 15 groupes armés de 2015 à 2017) et sont de plus en plus dépourvus d'une chaîne de commandement. Leur amplification s'est traduite par le fait qu'ils sont actifs dans 14 préfectures sur 16 et que les tentatives faites par le gouvernement de transition et par le gouvernement actuel de redéployer les représentants de l'État dans l'arrière-pays ont toujours rapidement échoué avec le repli des fonctionnaires à Bangui.

Suite à la bunkerisation de la région de Bambari par la MINUSCA et à la retraite des forces américaines et ougandaises engagées dans la lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), ces groupes armés ont embrasé une région auparavant relativement calme : le sud-est. A cette occasion, des nouveaux groupes d'auto-défense se sont créés à l'Est et au Sud-Est du pays dans des zones où les milices anti-balaka n'existaient pas. Cette expansion du mouvement anti-balaka est révélatrice d'une dynamique de communautarisation du conflit qui est particulièrement importante pour comprendre la restriction de l'accès humanitaire et la mise sous pression des ONG par des groupes armés mais aussi par des communautés. Actuellement, les attaques entre les groupes armés et contre la population civile ont repris dans certaines zones avec une intensité et une férocité qui rappellent le début de la crise.

La nouvelle géographie du conflit fait aussi partie des problèmes de l'accès humanitaire. A la fin de l'année 2013 le conflit avait embrasé l'Ouest centrafricain avant d'atteindre la capitale, Bangui, et de piéger les communautés musulmanes en fuite dans des enclaves dont la majorité se situaient dans des villes de l'Ouest qui étaient desservies par la route et étaient accessibles soit de Bangui soit du Cameroun. En 2017, le centre de gravité du conflit s'est déplacé au centre et à l'Est du pays dans des zones plus difficiles d'accès¹.

Les besoins humanitaires sont en hausse. En effet, 2,5 millions de personnes (soit plus de la moitié de la population totale du pays) ont immédiatement besoin d'aide humanitaire pour survivre parmi lesquelles on compte 543 300 réfugiés et 693 900 déplacés internes².

La fracture entre Bangui et les zones stables en matière de sécurité et les zones où prévaut une forte insécurité s'agrandit. Les stratégies de réponse aux besoins humanitaires doivent donc s'adapter avec une dualité nécessaire entre des réponses humanitaires d'urgence et des projets de réhabilitation/relèvement.

1 - État des lieux du système d'action humanitaire en Centrafrique. Le temps des défis. Enrica Picco et Thierry Vircoloun, Décembre 2017
2 - www.ocha.org/car

Activités

La stratégie d'Action contre la Faim en RCA s'articule donc entre un volet Urgence et un volet Relèvement.

► Réponses aux urgences :

• **En nutrition :** projet Nutrition Santé Mobile financé par ECHO : une équipe autonome est projetée dans l'ensemble du pays pour une durée de trois mois maximum. Des services d'UNTA³ et de PECIME US⁴ sont proposés.

Dans la préfecture de la Kémo, sous-préfecture de Sibut, ACF mène des interventions d'urgence sur les axes Sibut-Damara et Sibut-Grimari afin de réduire la mortalité infanto-juvénile liée à la malnutrition aiguë et aux maladies infantiles au sein de 11 forma-

tions sanitaires (FOSA) et 1 Unité nutritionnelle Thérapeutique. Des activités de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA) en UNTA dans 6 FOSA de la préfecture de la Ouaka sont également mises en œuvre ainsi que de la Santé Reproductive et PECIME dans 3 FOSA

• **En matière de diagnostic et réponses rapides aux crises :** le projet Rapid Response Mechanism (RRM) financé par UNICEF est bien fonctionnel. Il permet notamment de mettre en œuvre des évaluations multisectorielles rapides (MSA – Santé, Nutrition, EAH, NFI, SAME, Education, Abris, Protection) avec un prépositionnement de deux équipes. Dans ce même projet, une équipe basée à Bangui peut être envoyée dans tout le territoire pour effectuer des enquêtes SMART rapides pour mesurer la situation nutritionnelle d'une population, le plus souvent à l'échelle d'une commune.

• **En Eau Hygiène et assainissement :** le projet RRM dispose d'un volet de réponse rapide aux urgences en EAH, avec la possibilité de proposer un package de base aux populations déplacées ou retournées (latrines, douches d'urgence, réparation de point d'eau). La possibilité de pratiquer la technique du air-blowing⁵ a été ajoutée à la palette de ces équipes lors du dernier trimestre 2017.

Une équipe de forage mobile est également déployable dans tout le pays en privilégiant les zones d'extrême vulnérabilité, et les zones de retour/oubliées incluant les FOSA pour améliorer l'accès à l'eau des populations les plus vulnérables (réhabilitation des forages et nouveaux forages et création/renforcement des comités locaux de gestion de l'eau). Une réponse d'urgence aux inondations de Begoua a également été mise en œuvre en utilisant le mécanisme d'Alert Start Fund de DFID.

• **En Santé Mentale et Pratiques de Soins (SMPS),** par ses programmes en 2017, ACF répond aux besoins en mettant en œuvre des activités de prise en charge clinique des traumatismes psychiques et en renforçant les mécanismes de résilience de parties prenantes par des formations PSP⁶, en mhGAP (mental health Gap Action Program) et le mécanisme de référencement à Bangui. En continu, les équipes d'Action Contre la Faim apportent un soutien psychologique aux patients (parents et enfants) en détresse/souffrance psychologique dans les structures de santé ainsi qu'aux accompagnants en souffrance psychologique identifiée ou ayant une demande de soutien. Dans la préfecture de l'Ouham, les bénéficiaires des activités de relèvement agricole ont été systématiquement ciblés par des activités de prise en charge clinique des traumatismes psychiques, sur la base du volontariat. Les résultats ont été très probants et cette intégration de SMPS dans un projet SAME sera répété dès que possible.

► Transition vers le développement :

• **En sécurité alimentaire :** via son programme en consortium (ACF- DRC et Solidarités), Action contre la faim continue d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages vulnérables ciblés tout en contribuant au renforcement de leur stratégie de résilience dans l'Ouham avec des activités de relance agricole, d'approche caisse résilience, de Cash For Work et du renforcement de production des outils à l'échelle nationale.

• **En Nutrition :** en 2017, ACF continue ses interventions contre la malnutrition à Bangui à travers l'appui à la prise en charge, le dépistage communautaire de la malnutrition, le renforcement des capacités des équipes et la formation des agents de santé sur le protocole national de la prise en charge de la malnutrition au sein de 14 UNTA dans la ville et sa périphérie et 3 hôpitaux pour les soins thérapeutiques (Centre Pédiatrique de Bangui, Hôpital HMED de Bimbo et Hôpital Saint-Joseph).

► Poursuite des projets d'envergure nationale visant à affiner les connaissances et capacités d'Action Contre la Faim et de la communauté humanitaire sur la situation dans le pays

Un personnel d'ACF assure la co-facilitation du cluster EAH. Ce co-facilitateur améliore et renforce les capacités et le suivi de 5 sous clusters EAH (Bangui, Bouar, Bossangoa, Bambari et Kaga-Bandoro) et la coordination des groupes de travail thématique mis en place par le cluster.

Action Contre la Faim continue aux côtés d'autres ONGI, d'être un des acteurs majeurs de la coordination humanitaire ONGI dédiée, en assurant notamment la présidence du CCO pendant 6 mois en 2017.

3 - Unité Nutritionnelle Thérapeutique Ambulatoire

4 - Prise en charge Intégrée des maladies de l'Enfant de moins de 5 ans

5 - Technique de soufflage des forages nouveaux ou réhabilités à des fins de nettoyage

6 - Formation de premiers secours psychologiques en mhGAP

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission.....	1997
Budget en €.....	6 751 785
Nombre de salariés.....	205
Nombre de bénéficiaires.....	371 631

Contexte

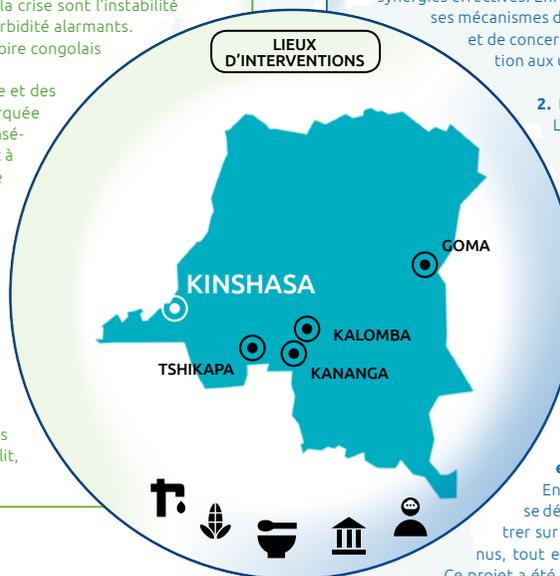
En 2017, la crise humanitaire en République démocratique du Congo s'est aggravée et propagée, affectant des personnes dans des zones auparavant considérées comme stables et épuisant la capacité d'adaptation des personnes déjà précédemment touchées. Actuellement, cette crise aiguë de grande ampleur plonge plus de 13,1 millions de personnes (dont 7,7 millions d'enfants) dans le besoin d'assistance humanitaire et de protection, soit près de 14% de la population projetée pour 2018. Avec 1,7 million de nouveaux déplacés internes en 2017, portant à 4,1 millions leur nombre total sur le territoire, la RDC est devenue le pays africain le plus affecté par les mouvements de population. Les principaux facteurs de la crise sont l'instabilité sécuritaire entraînant des mouvements de population, ainsi que des taux de surmortalité et surmorbidity alarmants.

A cela s'ajoutent 74 587 nouveaux réfugiés, pour un total de 526 000 réfugiés accueillis sur le territoire congolais (au 31 octobre).

Le contexte humanitaire est aggravé par l'impasse politique actuelle, le ralentissement économique et des faiblesses structurelles en matière de développement. Dans certaines zones la situation est aussi marquée par des obstacles physiques et sécuritaires à l'assistance. L'effondrement du tissu social et ses conséquences humanitaires compliquent aussi considérablement la possibilité de mise en œuvre de projet à moyen ou long terme. 2017 a été marqué par l'arrêt brutal d'activités de développement ou de relance précoce dans la zone du grand Kasai ou dans le Tanganyka. Par ailleurs, la fin de l'année a vu une forte recrudescence des affrontements à l'Est du pays, dans les provinces du Maniema, Sud Kivu, Nord Kivu et Ituri.

La situation est particulièrement alarmante en matière d'insécurité alimentaire, avec un total de 7,7 millions de personnes en phase 3 (crise) et phase 4 (urgence) selon les résultats du 15ème cycle du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC). Cela représente une augmentation de 30% par rapport au 14ème cycle de juin 2016. De même, le nombre de territoires en phase 4 est passé d'un seuil en 2016 (Punia) à 11 en 2017. La situation nutritionnelle a subi l'impact néfaste de l'insécurité alimentaire, en lien avec les défis d'accès aux services de santé primaire. Au troisième trimestre 2017, plus de 2 millions de cas de malnutrition aiguë sévère ont été rapportés, avec une augmentation préoccupante par rapport aux prévisions de 2016. La situation réelle pourrait être plus grave que les estimations, puisque les informations disponibles sont limitées par des contraintes d'accès sécuritaires et physiques, le non fonctionnement des centres de santé dans les zones de conflit, ainsi que le manque d'évaluation rapide.

LIEUX D'INTERVENTIONS



Activités

La mission s'est dotée d'une stratégie 2016-2018 qui est restée son guide durant l'année 2017. Nonobstant, la situation en RDC s'est considérablement dégradée, et notamment aux Kasai, une zone qui n'avait pas connu de conflit armé depuis les années 1960. En 2013, Action Contre la Faim s'y était implanté suite à une intervention nutritionnelle d'urgence. La situation relativement stable de la zone au cours des années suivantes a permis de considérer le Kasai comme un des lieux privilégiés pour mener des activités de long terme, répondant aux causes profondes de la malnutrition. En début d'année 2017, la crise aiguë sévissant dans les Kasai a touché de plein fouet notre zone d'intervention. Nous avons donc dû basculer sur des interventions d'urgence, ce qui a impacté en partie notre stratégie, l'orientant davantage sur les secteurs de la santé et de la SMPS. Afin d'améliorer la qualité de nos interventions, nous avons continué à renforcer le département MEAL. Chaque programme intègre une ligne budgétaire consacrée et des responsables MEAL font partie des équipes terrain.

1. Fournir et supporter une assistance de réponse aux urgences, en renforçant son système d'alerte et la qualité de ses interventions,

Sur 2017, ACF a continué ses interventions rapides en réponse aux déplacements internes dans le Nord Kivu. A cette occasion, les outils d'évaluation rapide et les mécanismes de validation ont été améliorés, permettant un déploiement plus rapide. Les interventions le long du lac Kivu (dans les provinces du Nord et du Sud Kivu) ont contribué à traiter et diminuer les cas de choléra, grâce à des mécanismes renforcés en matière de méthodologie. Sur les Kasai, l'ensemble des métiers d'ACF ont été mobilisés pour répondre à une crise soudaine et multisectorielle. A cette occasion, ACF a contribué à redéfinir le mécanisme RRMP (Réponse Rapide aux Mouvements de Population) – pour lequel nous étions l'un des trois partenaires de mise en œuvre dans la zone –. Cela a consisté à remettre en avant la vulnérabilité plutôt que le statut (déplacés, retournés, communauté hôtes) des personnes affectées, la mise en place d'une réponse multisectorielle intégrée et de plus long terme (trois mois d'intervention), et la mise en place d'un système d'alerte adapté. Nous avons pu accoler aux activités du RRMP la distribution de. La mobilisation des secteurs santé et SMPS ont permis de répondre à des besoins prégnants et de mieux se coordonner avec d'autres acteurs tels que MSF pour permettre des synergies effectives. Enfin, la base « Urgences Nutritionnelles » a consacré la deuxième partie de 2017 à la revue exhaustive de ses mécanismes d'intervention afin d'en améliorer la portée et l'impact, grâce à une série de sessions de leçons apprises et de concertations avec les acteurs de terrain.. Celles-ci nous permettent de mettre en œuvre un plan de préparation aux urgences sur l'ensemble de la mission RDC.

2. Développer une approche intégrée englobant les causes sous-jacentes de la malnutrition

L'approche intégrée a été adoptée tant dans les Kivus que dans les Kasai. Aux Kivu, le projet actuel – financé sur 2017-2018 – est capable de répondre aux besoins des déplacés en termes d'AME (Articles Ménagers Essentiels), eau hygiène et assainissement et nutrition (sensibilisation au changement de comportement). Aux Kasai, cette approche s'est faite de manière plus ample, grâce à des projets multisectoriels mais aussi la mise en lien des projets entre eux. C'est notamment le cas du projet RRMP qui intègre distribution d'AME, prise en charge de la MAS, distribution de médicaments – santé primaire – et accompagnement / formation des structures de santé et une autre intervention de distribution de vivres qui se sont faits auprès des mêmes populations, lesquelles se trouvent dans deux provinces distinctes. De la même manière, un projet SMPS s'est mis en œuvre au niveau des centres de santé appuyés par un projet nutrition-santé. Les activités d'eau, hygiène et assainissement ont été transversales à tous les projets. Cette expérience nous permet aujourd'hui de mieux définir et améliorer l'impact d'une approche intégrée.

3. Renforcer la capacité d'ACF pour les interventions de transition et de développement de qualité et développer des approches innovantes

En 2017, ACF a obtenu un financement de trois ans visant à se désengager de la prise en charge de la MAS pour se concentrer sur la relance agricole et les activités génératrices de revenus, tout en continuant l'accompagnement des centres de santé. Ce projet a été mis en suspens durant la crise des Kasai et repris en fin d'année. En parallèle, nous avons travaillé sur un cadre de recherche visant à créer un modèle d'intervention pour renforcer la résilience nutritionnelle.

4. Renforcer l'influence d'ACF en RDC à travers une représentation accrue et un développement du réseau d'acteurs humanitaires (technique et coordination)

ACF s'est beaucoup investi sur les plateformes de coordination nationales. En outre, ACF est co-facilitateur des cluster EHA et Logistique, membre de l'intercluster national, membre du conseil exécutif du Forum des ONGI et représentant des ONGI au sein de l'Equipe Humanitaire Pays. ACF a procédé, seule, à plusieurs plaidoyers dans les domaines de la nutrition (malnutrition aiguë sévère) et de la logistique. Nous avons également activement participé aux plaidoyers collectifs des ONGI concernant les solutions durables, le passage en L3, la revue de l'architecture humanitaire, la multisectorialité en RDC, le financement des ONGI pour la co-facilitation des clusters, etc.



© ACF Luc Bellon

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 1991
 Budget en €..... 4 172 410
 Nombre de salariés..... 169
 Nombre de bénéficiaires..... 139 931

Contexte

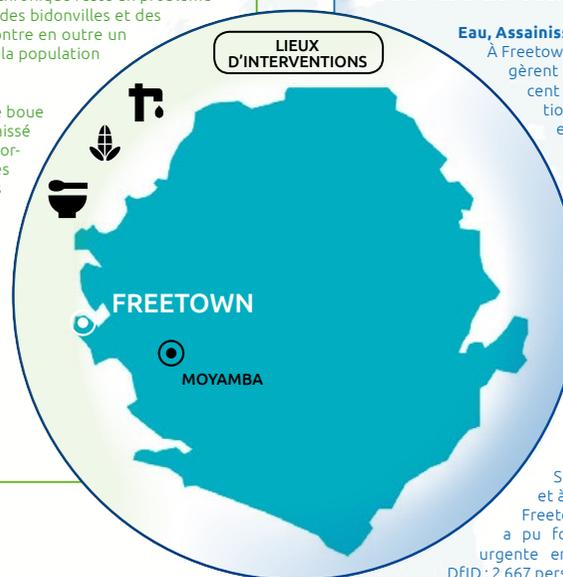
La Sierra Leone est l'un des pays les moins développés du monde, 179^e sur 188 pays selon l'Indice de développement humain de 2016 ; et un taux élevé de mortalité des enfants de moins de cinq ans (120/1000). Se remettant à peine de la crise Ebola, le pays reste très vulnérable. En raison de cette crise et de la baisse des prix des matières premières (minerai de fer), le pays a observé un niveau élevé d'inflation avec un pic à 22,2% en mars 2017, ce qui a eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat et donc sur la sécurité alimentaire dans le pays. Par ailleurs, L'Enquête Nationale Nutritionnelle (ENN) de 2017 a montré une légère détérioration de l'état nutritionnel de la population par rapport à la période pré-Ebola. La malnutrition chronique reste un problème dans le pays où 31,3% de la population souffre d'un retard de croissance et 30% de la population des bidonvilles et des zones urbaines est en surpoids, conséquence directe de la sous-nutrition infantile. L'ENN 2017 montre en outre un manque d'accès aux services de base : 28% de la population n'a pas accès à l'eau potable et 80% de la population n'a pas accès à des latrines.

Le 14 août 2017, la capitale Freetown a été frappée par des inondations soudaines et une coulée de boue qui a fait au moins 500 morts et 800 personnes portées disparues. Ces événements ont également laissé de nombreuses personnes sans abri. Le Bureau de la sécurité nationale (BSN) du gouvernement a coordonné l'intervention d'urgence, principalement axée sur la prévention des maladies transmissibles grâce à la fourniture d'installations d'eau et d'assainissement, d'abris temporaires et de sépultures sûres. ACF a fourni une réponse d'urgence dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH), de la santé et de la nutrition.

Les partenaires de développement et de mise en œuvre font face à une baisse du financement, rendant difficile le maintien des opérations. Plusieurs ONG ont fermé leurs opérations et ACF a dû fermer la base de Kambia en janvier 2017 dans le cadre d'une réduction des effectifs.

Des élections générales et parlementaires sont prévues pour le 7 mars 2018. Au cours des derniers mois de l'année 2017, les différents partis politiques ont commencé à faire campagne.

1- <https://www.bsl.gov.sl/>



Sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME)

Au cours du premier semestre de 2017, ACF a mis en œuvre avec succès un projet de sécurité alimentaire pour 1 000 ménages dans 4 chefferies dans le district de Moyamba. A la fin du projet en juin, 85% des ménages bénéficiaires ont amélioré leur diversification alimentaire et 100% d'entre eux ont noté une hausse de leur revenu mensuel. De plus, 90,6% des bénéficiaires ont adopté de bonnes pratiques nutritionnelles. Parmi eux, 100% ont adopté de bonnes pratiques de soins (comportements favorisant la santé) et 88% d'entre eux ont accru leurs connaissances en nutrition maternelle. En août 2017, ACF a démarré la mise en œuvre d'un projet similaire de sécurité alimentaire dans les chefferies de Bagruwa et de Bumpeh, visant 500 ménages avec un soutien à la production de légumes et des activités de promotion de la santé et de l'hygiène.

De plus, ACF a poursuivi la mise en œuvre d'un projet de sécurité nutritionnelle financé par Irish Aid et l'AFD dans les régions de l'Ouest. Dans le cadre de ce projet, ACF soutient 32 établissements de santé dans la prise en charge de la malnutrition aiguë, 320 agents de santé communautaires et 462 groupes de soutien de mère à mère (GSM) avec un dépistage communautaire et des conseils sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. En outre, ACF soutient 115 GSM et 20 groupes de soutien de père à père dans la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus au moyen de transferts monétaires conditionnels.

Eau, Assainissement et Hygiène (EAH)

À Freetown, ACF fait partie du Consortium EAH avec les ONG Concern, OXFAM et Save the Children. Les agences gèrent un projet EAH harmonisé couvrant la plupart des quartiers de la zone ouest de la ville en mettant l'accent sur l'amélioration du système décentralisé d'approvisionnement en eau (avec des composantes en gestion des déchets solides, marketing sanitaire et initiatives de changement de comportement). ACF mène en parallèle une étude sur la conception d'un système de gestion des toilettes publiques. Par ailleurs, la mission met en œuvre une stratégie de promotion de l'hygiène, construit des systèmes d'approvisionnement en eau et des latrines à énergie solaire et mène des activités de réduction des risques de catastrophes telles que le nettoyage du drainage et la formation des bénévoles pour la gestion des catastrophes.

Plaidoyer

Tout au long de l'année 2017, ACF a continué de lutter contre la malnutrition en influençant les politiques directes de santé et de nutrition et en plaidant pour l'intégration de la nutrition dans les politiques des autres secteurs tels que EAH, SAME et Santé. Grâce au financement d'Irish Aid, ACF a organisé un atelier avec des parlementaires afin de réclamer l'adoption d'un Code sur la commercialisation des substituts du lait maternel. En outre, la mission a influencé avec succès l'intégration de l'agriculture sensible à la nutrition dans la Politique agricole nationale. ACF a aussi réalisé, en partenariat avec la Plateforme de la société civile sur la nutrition et la vaccination, un suivi budgétaire des dépenses nutritionnelles du gouvernement. En menant des activités conjointes de plaidoyer avec les acteurs locaux de la société civile, ACF a renforcé leurs capacités dans ce domaine.

Réponse d'urgence

Suite aux inondations et à la coulée de boue sur Freetown (août 2017), ACF a pu fournir une assistance urgente en EAH, financée par Dfid : 2 667 personnes par jour ont été approvisionnées en eau par camion, 200 kits d'hygiène ont été distribués et 8 kiosques d'urgence ont été construits ou réhabilités, ainsi que 6 points d'eau et 2 latrines. De plus, ACF a mis en œuvre une action en matière de santé et de nutrition financée par SIDA et Irish Aid pour atténuer le risque d'une épidémie de maladies transmissibles. Grâce à l'intervention d'urgence, la mission soutient le système de santé existant en fournissant du matériel et des produits pharmaceutiques, en formant les agents de santé, en surveillant et en dépistant la malnutrition et en créant des espaces amis des bébés.



© Samuel Hauenstein Swan

Activités

Nutrition/Santé

Début 2017, ACF a mené à bien plusieurs projets faisant partie du processus de rétablissement de la crise Ebola. En janvier, la mission a achevé l'extension des services de nutrition dans le district de Moyamba, passant ainsi de 40 à 70 établissements de santé. Dans ce district et celui de Kambia, la mission a fourni un soutien à l'hôpital public et à 30 centres de santé communautaire (CSC). Elle a également soutenu l'équipe de gestion sanitaire de Moyamba en améliorant les systèmes de réponse aux alertes, l'identification des cas ainsi que la recherche des contacts et la gestion des données. Dans l'Ouest du pays, ACF a renforcé le système de santé en réhabilitant les installations EAH dans 45 établissements de santé, fournissant des fournitures médicales et un soutien au renforcement des capacités des agents de santé du RMNCH (Santé reproductive, santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant), de l'IPC (Integrated Food Security Phase Classification) et des agents de santé communautaires. En outre, ACF a mené une enquête nationale sur la nutrition SMART. Les résultats de cette enquête ont été adoptés par le Ministère de la Santé et de l'Assainissement et le groupe de travail technique sur la nutrition, et ont été partagés avec les principales parties prenantes lors d'un atelier le 31 janvier 2018.

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission.....	1982
Budget en €.....	9 693 610
Nombre de salariés.....	292
Nombre de bénéficiaires.....	270 183

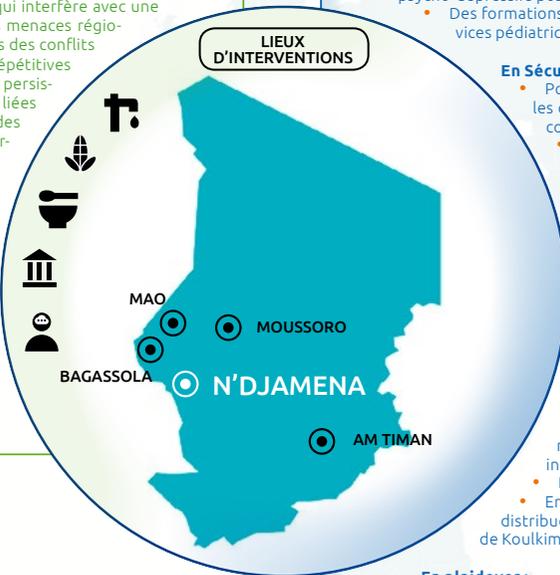
Contexte

Pays enclavé et parmi les plus vastes d'Afrique, le Tchad fait partie des pays les plus pauvres du monde, à la 186ème place sur 188 pays de l'Indice de Développement Humain – 2016 contre des classements respectifs de 185/188 en 2015 et 184/188 en 2014. En effet, l'espérance de vie à la naissance est de 49 ans (47 ans pour les hommes, 51 ans pour les femmes) et le taux de mortalité des enfants <5ans est parmi les plus dramatiques au monde, soit 173 pour 1000. Plus de la moitié de la population tchadienne vit en-dessous du seuil de la pauvreté.

Par ailleurs, le pays s'inscrit dans un contexte régional politique et sécuritaire volatile et fragile qui interfère avec une situation politique, économique, sécuritaire et humanitaire interne déjà délicate. Au titre de ces menaces régionales, figurent les conséquences des activités criminelles du groupe armé Boko Haram et les effets des conflits en Libye et en RCA. C'est depuis les années 1990 que le Tchad fait face à des crises humanitaires répétitives liées au contexte sécuritaire et à l'incidence des conflits intercommunautaires et transfrontaliers persistants. Le Tchad fait également face à des crises chroniques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle liées essentiellement à l'inadaptation des capacités productives internes face à la dégradation continue des conditions agro-écologiques et pastorales. De soudaines crises sanitaires sont aussi présentes, marquées par une fréquence de plus en plus rapprochée des épisodes de choléra et de l'hépatite E ces dix dernières années.

Ces différentes crises aggravent la vulnérabilité des populations, dans un contexte de pauvreté quasi-généralisée, amplifiée par la réduction de ressources budgétaires de l'Etat depuis la chute du cours du baril du pétrole en 2016. L'année 2017 se caractérise aussi par une levée considérable des mouvements citoyens et syndicaux au Tchad.

Depuis 2013, la zone du Lac fait face à un afflux de réfugiés nigériens et de retournés tchadiens vivant au Nigéria qui fuient les attaques répétées et les exactions de Boko Haram dans le Nord-Est du Nigéria. Par ailleurs, l'enquête SMART (novembre 2017), a souligné une détérioration de la situation nutritionnelle dans la région du Lac, avec 18,1% de malnutrition aiguë globale dont 3,4% de malnutrition aiguë sévère. La situation humanitaire au Lac Tchad affecte quatre groupes-cibles importants, à savoir : les déplacés internes, les réfugiés, les populations autochtones des zones d'accueil et les populations retournées.



En Nutrition et Santé :

- Des activités de soins de santé primaire et de prise en charge de la malnutrition pour les enfants de moins de 5 ans, dans le Kanem et le Bahr El Gazal (BEG) où ACF joue un rôle important de soutien aux districts sanitaires en formant et finançant le personnel de santé pour permettre la détection précoce des MAS et l'amélioration de la qualité de la prise en charge. Par ce mandat d'appui, elle met à disposition des équipements, des médicaments et des intrants nutritionnels pour garantir des conditions de traitements optimales, et développe l'approche SURGE avec les districts sanitaires de manière à rendre ces services sanitaires plus résilients.
- L'appui au plan d'intégration des unités nutritionnelles thérapeutiques dans les services de pédiatrie.
- La santé reproductive pour les Femmes Enceintes et Allaitantes (FEFA) dans les Centres de Santé (DS) dans le Bahr El Gazal.
- Des actions de prévention de la malnutrition et de promotion à l'hygiène au niveau des communautés.

En santé mentale et pratiques de soins (SMPS) :

- Un suivi psychosocial pour les couples mères/accompagnants-enfants malnutris est proposé dans les Unités Nutritionnelles Ambulatoires (UNA) et Unités Nutritionnelles Thérapeutiques (UNT) et à domicile pour la prévention de la dépression maternelle.
- Des séances individualisées et collectives de traitement en santé mentale pour les populations affectées par des troubles psycho-dépressifs post-conflit.
 - Des formations qualifiantes à destination des relais communautaires et des agents psychosociaux des UNT et des services pédiatriques.

En Sécurité Alimentaire et Moyens d'existence (SAME) :

- Poursuite du projet de résilience des populations vulnérables dans le BEG et le Kanem afin de développer les cultures pluviales, maraîchères et petits commerces, tout en renforçant les capacités de stockage agricole, les banques pour aliments du bétail, la recapitalisation de cheptels et l'appui au service vétérinaire.
- Appui à la soudure dans le Kanem et le BEG à travers des programmes de filets sociaux articulés autour des distributions Générales de Vivres (DGV), distributions de couverture alimentaire (Blanket Supplementary Feeding) et de transfert de cash.
 - En coordination avec les acteurs membres de l'Alliance du Tchad, ACF a efficacement contribué aux analyses nationales du cadre harmonisé et au développement de l'approche site sentinelle dont la phase pilote sera lancée en 2018.

En Eau Assainissement et d'Hygiène (EAH) :

- La définition et la mise en place des standards minimum dans les Centres de Santé (CDS) dans le cadre de l'approche WASH in NUT pour laquelle ACF assure le leadership du groupe thématique au Tchad depuis 2016.
- Distribution des kits d'hygiène aux couples mère/accompagnants-enfants malnutris.
- Développement des études, notamment sur les Déterminants Domiciliaires de la Malnutrition Aiguë Sévère des enfants de moins de 5 ans dans le district sanitaire de Mao, lequel a notamment permis de démontrer l'impact de l'ajout du paquet minimum au traitement ambulatoire de la MAS.
- Le dispositif RRM (mécanisme de réponse rapide) a connu un essor important en 2017 et a permis de mener 16 évaluations multisectorielles dans les nouveaux sites et auprès des nouveaux déplacés installés dans les anciens sites et de proposer des réponses rapides en EAH.
- Des formations qualifiantes.
- En matière d'ouvrages : 117 puits et 526 latrines familiales ont été construits. 2394 kits d'hygiène ont été distribués par ACF au Tchad et 1190 m³ d'eau distribués par camions et stations de traitement d'eau dans le site de Koukimié, zone de Lac.

En plaidoyer :

- Le département de Plaidoyer, très complémentaire aux départements techniques, aide à créer et soutenir un environnement favorable à la sécurité nutritionnelle.
- Le projet de Plaidoyer clôturé en fin d'année 2017 visait à développer avec la société civile des stratégies efficaces d'éducation et de sensibilisation pour améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des FEFA et enfants de moins de 5 ans dans les régions du Barh El Gazal, Kanem et dans la ville de N'Djamena.
- A travers le projet NUTRIS, le volet Plaidoyer a accompagné la lutte contre la mortalité materno-infantile et le renforcement de l'expertise et l'influence d'ACF et partenaires dans ce domaine. Un plaidoyer humanitaire a été développé au cours de 2017 au Lac, en collaboration avec OCHA, pour aider à faire appliquer les principes humanitaires, renforcer la redevabilité des acteurs humanitaires, y compris ACF, et la protection transversale des bénéficiaires.

Ces programmes s'intègrent dans la stratégie 2020 d'ACF au Tchad qui se décline sur 3 grands axes :

- Contribuer aux réponses aux crises et urgences humanitaires sur l'ensemble du territoire tchadien.
- Contribuer au renforcement de la sécurité nutritionnelle des populations en répondant aux causes immédiates et sous-jacentes de la sous-nutrition et en améliorant l'accessibilité aux services de base
- Soutenir les enjeux structurels liés à la sécurité nutritionnelle des populations.

Activités

La mission ACF Tchad s'inscrit dans une stratégie de renforcement de la résilience visant à abaisser le niveau de vulnérabilité des populations, et de réponse aux urgences (crise choléra à Am Timam, crise nutritionnelle dans le Kanem et le Bahr El Gazal et crise du Lac Tchad) visant à réduire la mortalité et la morbidité, et améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle des populations affectées. L'intervention ACF contribue à améliorer la sécurité nutritionnelle des populations au travers des programmes dans les domaines de la nutrition, de la santé, de la santé mentale, des pratiques de soins, de la sécurité alimentaire, des moyens d'existence, de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement, et de la gestion des désastres, tout en mettant l'accent sur un travail de plaidoyer humanitaire programmatique et transversal, en impliquant la société civile et les différentes parties prenantes pour influencer une prise de décisions favorables au développement de tous ces secteurs thématiques. En 2017, les programmes ont consisté essentiellement en :

Contexte

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2014
 Budget en €..... 832 712
 Nombre de salariés..... 6
 Nombre de bénéficiaires..... 15 175

Activités

Dans le Donbass, en moyenne 40 incidents liés au conflit armé sont enregistrés par jour dans la seule bande de 10 km le long de la ligne de contact. Presque 4 ans après le début du conflit, les négociations s'enlisent, les perspectives d'avancées politiques sont improbables dans un futur proche et les financements de l'aide humanitaire sont à des niveaux critiques. La sécurité alimentaire se détériore car les stratégies d'adaptation mises en place par les personnes affectées par le conflit pour tenter de subvenir à leurs besoins s'épuisent. La situation de crise persiste pour 4 millions de personnes qui ont besoin d'assistance.

En 2017, les mouvements à travers la ligne de contact des populations locales ont atteint près de 1 million de personnes certains mois. Les conditions de passages sont toujours très difficiles surtout que la grande majorité des personnes qui se déplacent sont âgées ou handicapées et cherchent à accéder à certains services, sources de revenus et à maintenir des liens avec leurs familles. Dans la région de Luhansk, seul un point de passage est ouvert et ne peut se pratiquer qu'à pied après souvent de longues heures d'attente exposées aux aléas climatiques et aux risques sécuritaires.

Les organisations humanitaires sont confrontées à un accès non seulement limité par des conditions de sécurité précaires mais aussi par des limitations légales, un blocus commercial, un nombre limité d'accréditation et maintenant à des financements qui se raréfient, alors que la relance économique tarde à se mettre en place là où elle serait possible afin de commencer à développer des solutions durables.

Les populations le long de la ligne de contact continuent de vivre dans l'angoisse de possibles actions militaires, ce qui ne manque pas de les affecter psychologiquement et d'avoir un impact durable sur les personnes les plus vulnérables, surtout les enfants.

Présent depuis 2014, Action Contre la Faim a pris la décision de se désengager de l'Ukraine au premier semestre 2018.



© ACF - Ukraine

LIEUX D'INTERVENTIONS



Afin de pouvoir se désengager tout en garantissant au maximum une continuité des actions entreprises, Action Contre la Faim a implémenté son dernier projet en Ukraine à travers un consortium dont l'ONG tchèque People in Need (PIN) a été le chef de file.

Les actions de soutien psycho-social ont continué à bénéficier aux personnes affectées le long de la ligne de front en consultation individuelle ou de groupes. Les personnels en contact avec ces publics ont aussi reçu des formations pour faire face eux-mêmes à leur propre stress et pouvoir détecter et référer les personnes qui en auraient besoin. Des campagnes de sensibilisation à ces problèmes souvent ignorés ou stigmatisés ont été poursuivies en coordination avec tous les acteurs du secteur afin d'obtenir un système de référencement efficace et durable. Une attention particulière a été apportée à être apportée aux femmes enceintes et allaitantes vivant le long de la ligne de front en leur fournissant aussi une aide matérielle.

Les personnes les plus vulnérables vivant dans un grand dénuement ont bénéficié d'une aide financière leur permettant de pouvoir faire face à leurs besoins les plus urgents, que ce soit en nourriture, médicaments et produits d'hygiène. C'est la modalité la plus adéquate dans ce contexte.

En zone non contrôlée par le gouvernement, nous avons continué à travailler à travers des partenaires locaux pour des distributions de nourriture et produits d'hygiène ainsi que la construction de puits équipés de pompes électriques dans les villages où le réseau d'eau est défaillant depuis le début du conflit. Des institutions ont bénéficié de réhabilitation de leurs infrastructures d'eau et d'assainissement et de distribution de produits d'hygiène.

ACF a activement participé à des événements de plaidoyer comme l'organisation de conférences à Bruxelles et Berlin avec le soutien du réseau international. De même, plusieurs briefings ont été menés, tant à Kiev que dans plusieurs pays pour informer les décideurs de la situation humanitaire dans le pays.



© ACF - Ukraine

Contexte

C'est aujourd'hui au Yémen que l'on trouve la plus grande crise d'insécurité alimentaire créée par l'homme. Trois ans de crise et de conflit civil prolongés ont mené au besoin de soutien humanitaire de 22,2 millions de personnes. Le conflit continu et le déclin économique ont épuisé les mécanismes d'adaptation de la population, détruit les infrastructures et gravement perturbé l'économie du pays. 17,8 millions de personnes, un nombre en augmentation sont maintenant en situation d'insécurité alimentaire, dont 8,4 millions en risque sévère d'insécurité alimentaire et risque de famine. Environ 16 millions de personnes estimées seraient en besoin de soutien EAH. Faisant face à une crise sévère de santé et de nutrition, 16,4 millions de personnes manquent d'accès aux services de santé adéquats, tandis que les services et institutions locaux ne fonctionnent plus. Le système sanitaire affaibli n'a pas pu contenir la propagation de vagues de choléra récurrentes sur les 15 derniers mois, dont la dernière a mené à 1 019 004 cas suspects de choléra et 2 237 morts associées¹. Enfin, environ 1,8 million d'enfants et 1,1 million de femmes enceintes et allaitantes (FEA) sont en état de sévère malnutrition, incluant 400 000 enfants de moins de 5 ans (U5) en malnutrition aiguë sévère².



© Florian Serieux

La détérioration générale de la crise humanitaire n'est pas anodine, et découle, entre autres, de l'aggravation de la situation sécuritaire. L'année 2017 a été le théâtre d'une réduction de l'espace humanitaire, due au conflit civil continu entre un nombre croissant de factions. L'accès aux bénéficiaires est devenu plus compliqué, et au vu du blocus complet imposé en novembre 2017 par la coalition pilotée par l'Arabie Saoudite, l'intervention humanitaire a d'autant plus été restreinte dans son accès aux ressources, aux bénéficiaires, et dans sa capacité opérationnelle. Malgré tout, Action Contre la Faim a réussi à atteindre plus de 300 000 bénéficiaires en 2017, dont près de 30 000 cas suspects de choléra traités par les hôpitaux soutenus par ACF dans une zone conflictuelle près de la ville d'Hodeidah.

1 - Cholera Response - Weekly epidemiological Bulletin Week 52 (25-31 December 2017)
2 - HNO, 2018

DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2012
Budget en €..... 13 587 735
Nombre de salariés..... 321
Nombre de bénéficiaires..... 648 527

Activités

Afin de rester aux premiers rangs de l'intervention humanitaire au Yémen, ACF base ses interventions sur une approche programmatique intégrée, multisectorielle, à la fois curative et préventive. De ce fait, les interventions visent à fournir un soutien sanitaire et nutritif de subsistance, tout en luttant contre les causes et symptômes sous-jacents notamment des enfants de moins de 5 ans et en soutien au système sanitaire national.

Les trois objectifs stratégiques incluant les principales activités se déclinent comme suit :

1 - Fournir des services de nutrition et de santé de qualité et quantité adéquates aux enfants de moins de 5 ans et aux mères dans des zones sujettes à de forts taux de morbidité/mortalité et à une faible couverture de services

ACF Yémen travaille en partenariat étroit avec le Ministère de la Santé, et tous types d'acteurs locaux afin de soutenir la capacité nationale dans la lutte contre la morbidité et mortalité, à travers :

- un soutien (notamment technique) aux structures du Ministère de la Santé dans la fourniture de services primaires, l'approvisionnement de fournitures, médicaments, équipement et autre support opérationnel.
- un soutien aux structures sanitaires dans les gouvernorats ciblés, dans la fourniture de traitements médicaux et nutritifs aux enfants de moins de 5 ans et aux FEA en SAM et MAM, de consultations ante/postnatales, et dans la gestion intégrée de maladies communes parmi les enfants, adolescents, adultes et personnes âgées.
- la participation au renforcement des capacités de volontaires sanitaires des communautés, afin de renforcer les activités de diffusion, telles que le dépistage, les orientations, et le traçage des défauts et des sensibilisations.

Enfin, ACF est au premier rang de la réponse au Choléra, en prévention et atténuation de la maladie, à travers divers Centres de Traitement (Choléra, Réhydratation Orale) et hôpitaux de 4 gouvernorats.

2 - Fournir une réponse multisectorielle opportune et de qualité aux catastrophes naturelles et anthropiques afin de s'attaquer aux causes de la faim et de la sous-nutrition.

Grâce à une programmation intégrée, le secteur EAH en Nutrition et Santé complète systématiquement les interventions nutritionnelles, à travers :

- la mise en œuvre du pack EAH dans les structures sanitaires ciblées, y compris l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau, des latrines et des systèmes d'élimination des déchets médicaux / solides.
- l'approvisionnement en eau par la réhabilitation des sources d'eau, systèmes de pompage solaires, aire de drainage, fourniture de filtres céramiques.
- l'amélioration de l'assainissement par des latrines culturellement acceptées et des systèmes d'élimination des déchets solides, mis en place parallèlement à des campagnes de promotion de l'hygiène et distribution de filtres céramiques et de kits d'hygiène standard et consommables. Les activités compléteront les interventions en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, préviendront le risque de maladies hydriques.

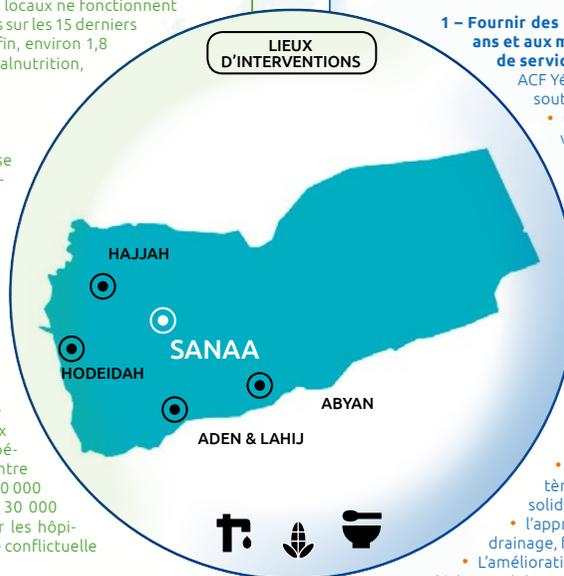
En outre, le secteur SAME et les interventions en cash ciblent les ménages les plus vulnérables grâce à une aide alimentaire d'urgence aux ménages ayant des enfants de moins de 5 ans, et aux femmes enceintes et allaitantes.

Enfin, ACF a piloté avec succès un projet de Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) en partenariat avec l'UNICEF, en soutenant principalement les déplacés internes et les communautés hôtes vulnérables.

3 - Améliorer la compréhension des facteurs déterminants de la faim au Yémen et promouvoir la programmation fondée sur des données factuelles grâce à la surveillance, à l'analyse et au plaidoyer

Action Contre la Faim codirige le groupe de travail sur l'évaluation du Cluster Nutrition du Yémen, et a dirigé le SMART sur le gouvernorat de Lahj en 2017, avec au moins deux enquêtes SMART prévues pour 2018, dans les gouvernorats d'Hajjah et d'Abyan. En outre, les données étant rares dans le contexte yéménite, Action Contre la Faim promeut la programmation fondée sur des données probantes grâce à sa propre analyse des données de la liste des CTC sur le choléra, alimentant les systèmes de coordination humanitaire par une participation active aux clusters, sous-groupes et groupes de travail.

LIEUX D'INTERVENTIONS



DONNÉES GÉNÉRALES 2017

Date de création de la mission..... 2002
 Budget en €..... 1 160 974
 Nombre de salariés..... 16
 Nombre de bénéficiaires..... 49 741

Contexte

Le Zimbabwe est un pays enclavé, situé en Afrique australe. Le pays compte 13 millions d'habitants, dont 62% dans les zones rurales. Le taux de malnutrition chronique chez les moins de cinq ans est de 32%, tandis que la malnutrition aiguë sévère (MAS) est de 3,3%.

Le Zimbabwe est l'un des nombreux pays d'Afrique australe qui a été touché par la sécheresse provoquée par El Niño en 2016/2017. Le rapport d'évaluation rapide ZimVAC de février 2016 indiquait que le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire était passé de 1,3 million en juillet 2015 à 2,82 millions en janvier 2016.

La sécheresse induite par El Niño a nui à la sécurité alimentaire, à l'accès à l'eau et à l'état nutritionnel de la population. Le gouvernement du Zimbabwe a déclaré une catastrophe nationale le 9 février 2016, ce qui a permis aux organismes d'aide des bailleurs de fournir des financements. Début 2017, le Zimbabwe a été touché par La Niña, ce qui a entraîné des inondations dans les zones de basse altitude du pays, détériorant les moyens de subsistance des communautés et détruisant les biens des ménages.

Activités

Projet 1 : Lutter contre la sous-nutrition et les besoins en eau, assainissement et hygiène (EAH) pendant la sécheresse provoquée par El Niño

L'objectif principal du projet était de protéger la vie des enfants au sein des populations affectées par la sécheresse dans les districts de Gutu et Mberengwa grâce à la mise en place d'interventions intégrées en EAH et en nutrition.

Les objectifs spécifiques étaient d'améliorer l'accès à une eau potable saine pour 12 500 personnes touchées par la sécheresse à Gutu et Mberengwa. A la fin du projet, 21 574 personnes avaient accès à de l'eau salubre et à une promotion directe de l'hygiène.

Il s'agissait aussi de garantir l'accès à la prévention, au dépistage et au traitement de la malnutrition aiguë à travers le renforcement de la mobilisation communautaire et le soutien aux services de santé. 121 836 enfants ont été examinés pour la malnutrition aiguë sévère (MAS) par 574 volontaires communautaires et ceux identifiés comme souffrant de MAS ont été traités. 65 établissements de santé (pour 172 agents) ont été formés à la gestion de la MAS.

Projet 2 : Améliorer les moyens d'existence, la nutrition et l'accès à l'eau pour les ménages vulnérables dans les districts de Mberengwa et Gutu

Le projet consistait à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations affectées par la sécheresse dans les districts de Gutu et Mberengwa et de renforcer les capacités en matière de nutrition au niveau national et local. Il s'agissait également d'améliorer l'accès à l'eau et de leur assurer des capacités d'adaptation efficaces

en matière d'hygiène.

Les bénéficiaires comportaient 750 ménages ruraux pauvres pour l'assistance alimentaire, 75 groupes de villageois d'épargne et de crédit (VSL), 2 250 ménages sur des points d'eau réhabilités et 150 bénéficiaires pour le secteur de la nutrition.

Projet 3 : Aide alimentaire ciblée pour les ménages vulnérables touchés par la sécheresse provoquée par El Niño dans le district de Mberengwa

L'objectif sur ce projet est de répondre aux besoins alimentaires immédiats et de protéger les moyens de subsistance des ménages vulnérables dans le district de Mberengwa.

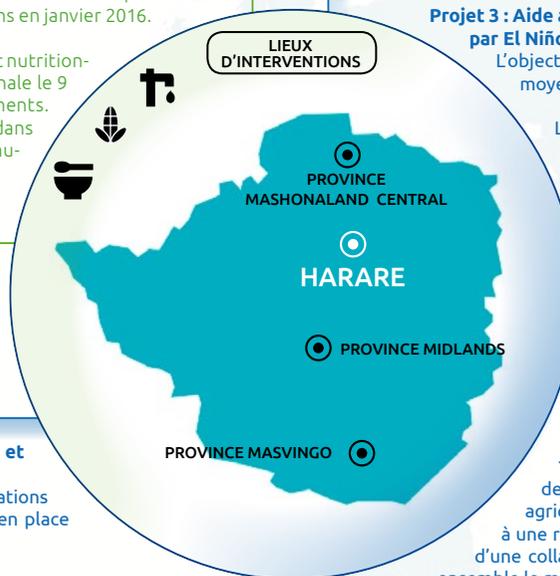
Les résultats attendus sont l'amélioration de l'accès à la nourriture grâce à la distribution de bons pour 850 ménages vulnérables dans le district, l'amélioration des connaissances en nutrition et l'utilisation des aliments par les bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Projet 4 : Sécurité alimentaire et recherche en nutrition. Technologies de gestion post-récolte pour réduire la contamination des grains de maïs par les aflatoxines et l'exposition aux êtres humains (CultiAF).

Le projet "Cultiver l'avenir de l'Afrique" (CultiAF) visait à étudier l'efficacité des technologies hermétiques pour réduire la contamination par les aflatoxines dans les grains de maïs et les arachides. Le projet de recherche devrait réduire l'exposition humaine aux aflatoxines grâce à l'adoption d'une technologie de stockage hermétique pour les grains de maïs.

Objectifs spécifiques du projet et résumé des résultats:

1. Évaluer les connaissances, les attitudes et les pratiques concernant les bonnes pratiques de gestion avant et après la récolte. Il y a eu une augmentation notable des bonnes pratiques agricoles parmi les agriculteurs faisant partie du projet de recherche et ceux-ci ont contribué à une réduction de la présence d'aflatoxines. Les ménages masculins et féminins ont fait preuve d'une collaboration étendue. Par exemple, le pourcentage d'hommes et de femmes décortiquant ensemble le maïs est passé de 68% à 92,5% dans l'enquête finale.
2. Évaluer la réduction des aflatoxines dans les grains entreposés en raison de l'utilisation de différentes pratiques d'entreposage post-récolte (silos métalliques, sacs hermétiques et pratiques d'entreposage). Les résultats ont montré que la technologie hermétique était la plus efficace pour prévenir le développement de l'aflatoxine.
3. Évaluer la réduction de l'exposition aux aflatoxines chez les humains, y compris les nourrissons dans les ménages utilisant différentes méthodes de stockage. Une analyse des échantillons d'urine de femmes et d'enfants dans les deux groupes de traitement et de contrôle a montré que ceux qui utilisaient des technologies hermétiques pour stocker leurs grains avaient des quantités plus faibles d'aflatoxines dans le corps.
4. Déterminer les niveaux d'aflatoxines dans les légumineuses (arachide, bambara, haricot et niébé) produits par les communautés des districts de Shamva et Makoni. Les arachides sont celles qui en contiennent la plus grande quantité.



Introduction



Serge BREYSSE,
Directeur Expertise
et Plaidoyer

APPORTER NOTRE EXPERTISE, SENSIBILISER A NOTRE CAUSE

Le Département Expertise et Plaidoyer (DEP), regroupe des équipes de chercheurs, d'experts techniques et de plaidoyer qui travaillent main dans la main avec nos missions et avec le réseau international. L'objectif : répondre de la manière la plus optimale possible aux crises humanitaires et interpeller les décideurs sur la problématique de la faim.

En 2017, du local au global, nous avons poursuivi nos actions de plaidoyer. Des actions qui influencent la manière dont le monde voit le problème de faim, et la manière dont il répond.

En 2017, Nous avons avancé sur des projets majeurs de recherche dans les domaines d'intervention de l'association, afin de renforcer l'impact de nos actions sur le terrain.

En 2017, nous avons progressé dans notre capacité à analyser nos actions de terrain et à apporter le soutien technique adéquat aux équipes, en renforçant le travail de dissémination et de partage de notre savoir au travers de formations, de réunions, d'ateliers, de visites terrain.

En 2017 Nous avons soutenu un objectif stratégique majeur de notre association : le renforcement dans le réseau de la fonction « suivi et évaluation », qui nous permet de mieux documenter nos actions et leur impact.

Ce rapport et les exemples qu'il contient illustrent cette volonté permanente des équipes de se remettre en question, de comprendre les enjeux et les solutions innovantes en lien avec notre mandat, pour qu'ACF continue d'être reconnue pour la qualité de ses interventions et pour son expertise technique, ainsi que pour ses idées et actions globales. Avec toujours l'engagement de chacun, au-delà du travail quotidien, pour participer, au sein de l'association à l'éradication du fléau de la faim.

Des sujets de plaidoyer au cœur de notre mandat

POUR UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DU PLAIDOYER BUDGÉTAIRE

En partenariat avec la plateforme Société civile du SUN et Save the Children, ACF a développé un manuel de plaidoyer budgétaire et un module de formation E Learning (en plusieurs langues : Français, anglais et bientôt espagnol). Ces outils sont destinés aux acteurs de la société civile et à tous ceux qui souhaitent s'investir dans le plaidoyer et plus spécifiquement celui en faveur du financement de la nutrition (parlementaires, membres du gouvernement, etc.).

Ces outils mettent en avant l'expertise d'ACF en la matière. Ils permettent de comprendre et maîtriser les aspects techniques du plaidoyer budgétaire pour la nutrition (concepts liés à la nutrition d'une part et ceux plus économiques liés au budget) et de pouvoir formuler une stratégie de plaidoyer budgétaire (comment formuler des objectifs et des messages de plaidoyer, d'identifier les cibles et les alliés). Ces outils valorisent également l'expertise d'ACF en fournissant des cas pratiques pour élaborer et mettre en œuvre une bonne campagne de plaidoyer budgétaire. Ils reprennent les bonnes pratiques ainsi que les difficultés rencontrées par d'autres acteurs pour mieux anticiper les problèmes et identifier les solutions. Des outils innovants de plaidoyer sont également fournis : une grille d'analyse citoyenne et des cartes visuelles.

MOBILISATION DES NOUVEAUX DÉPUTÉS FRANÇAIS POUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM

L'année 2017 fut marquée par un renouvellement de l'Assemblée Nationale. Action contre la Faim a mobilisé ces nouveaux parlementaires dans la lutte contre la sous-nutrition. L'envoi d'un « Welcome Pack » présentant l'organisation et ses combats, dès le mois de juin 2017, les a informés de nos demandes envers le gouvernement français et les a sensibilisés à cette lutte. Par la suite, de nombreux rendez-vous furent organisés auprès des députés les plus sensibles à ces problématiques. Les objectifs sont multiples : pouvoir porter nos messages au sein de l'Assemblée et les défendre, interpeller le gouvernement pour obtenir un financement plus important de la lutte contre la sous-nutrition.

Pour 2018, ACF souhaite constituer un groupe de députés particulièrement investis et en pointe sur nos sujets et les faire émerger au sein de l'hémicycle. Les rendez-vous obtenus et la douzaine de questions au gouvernement déposées par les députés prouvent qu'ACF a la capacité de se faire entendre au sein du Parlement français et de mobiliser les députés.



Des sujets de plaidoyer au cœur de notre mandat

LA RECETTE DU SUCCÈS : OUTILS À L'INTENTION DES DÉCIDEURS POLITIQUES POUR INTÉGRER LA WASH ET POUR EN FINIR AVEC LA MALNUTRITION.

Dans l'objectif d'améliorer l'intégration de la WASH/Nutrition dans les politiques et les plans au niveau national, ACF a développé, avec ses partenaires WaterAid et SHARE, une analyse comparative de l'intégration de la WASH dans les politiques nutritionnelles et de la Nutrition dans les politiques WASH dans 10 pays (Cambodge, Tchad, Ethiopie, Ghana, Laos, Mali, Namibie, Niger, Nigeria, Zimbabwe), ainsi que dans les initiatives de 13 bailleurs. Les résultats ont été publiés dans le rapport « [La recette du succès: outils à l'intention des décideurs politiques pour intégrer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour en finir avec la malnutrition](#) ».

Cette publication, (disponible également en anglais) a été présentée pendant deux événements clés de chaque secteur au niveau international : la Semaine Mondiale de l'Eau à Stockholm et le Rassemblement Mondial du mouvement SUN à Abidjan, où ACF a co-organisé la première session dédiée à la WASH/Nutrition dans cet événement. Les recommandations du rapport ont été utilisées par nos équipes terrain pour structurer le plaidoyer au niveau national, avec des résultats importants comme l'inclusion de la WASH dans les Plans Nationaux de Nutrition au Tchad et à Madagascar, l'engagement des députés de l'Assemblée Nationale à coordonner un plan d'action intégré au Mali et la sensibilisation des acteurs WASH et Nutrition en Ethiopie.

PLAIDOYER ALIMENTS THÉRAPEUTIQUES PRÊT À L'EMPLOI (ATPE)

Seulement 20% des enfants qui souffrent de malnutrition aigüe sévère ont accès au traitement nécessaire. Pour améliorer l'intégration de la nutrition dans la santé et améliorer l'accès au traitement de la MAS, ACF a mené ces dernières années une étude pour évaluer différentes options et a finalement demandé à l'OMS d'intégrer les ATPE (Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi) à sa liste des médicaments essentiels (LME). Cette liste sert de référence pour la plupart des pays qui choisissent ainsi quels produits et médicaments fournir en priorité. En 2017, ACF a ainsi publié un article dans Field Exchange pour présenter les principaux arguments en faveur et a lancé une campagne pour recueillir le soutien des États et des agences des Nations Unies. 6 États, plus de 15 agences UN et bailleurs et 20 ONG ont soutenu l'initiative. La demande soulevait la question du statut des ATPE, le comité en charge des LME a donc décidé d'étudier la question d'avantage (fait unique) et a demandé à l'OMS de fournir plus de détails. L'OMS a également ajouté dans sa nouvelle stratégie nutritionnelle l'objectif d'ajouter les ATPE à sa LME. Parallèlement, la mission du Nigeria, avec le soutien d'ACF Fr, a plaidé avec succès pour que les ATPE soient ajoutés à la liste EML nationale.

NEXUS, PRÉVENTION ET SYSTÈME DE L'AIDE

En tant qu'organisation à double mandat, travaillant dans le continuum humanitaire-développement, ACF a une expérience certaine pour contribuer au développement du nouveau système d'aide, en transformation depuis le World Humanitarian Summit. ACF participe aux discussions stratégiques sur les liens entre crises et fragilités, organisées plus généralement sous le terme « nexus humanitaire, développement et paix ».

En 2017, l'engagement d'ACF s'est notamment traduit par une participation des équipes pays à des ateliers sur le « New Way of Working » - une initiative des Nations Unies visant à augmenter la coopération des acteurs humanitaires et développement. Les équipes plaidoyer d'ACFIN à New York, Genève, Bruxelles, Londres, Paris et Madrid se sont également jointes aux discussions au niveau global notamment en rejoignant le groupe de travail dédié du comité pour la coordination humanitaire internationale (IASC) ou en renforçant les liens avec la Banque mondiale.

Pour exemples, ACF a co-présidé avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (UNHCR) la session sur le Nexus lors des consultations UNHCR-ONG en juin 2017 à Genève ; ou représenté les ONG pour une déclaration sur le Nexus au nom d'ICVA, une coalition d'ONG, et par la suite lors d'un atelier ONG-Banque mondiale.

YÉMEN, DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER RENFORCÉES

En 2017, les équipes d'ACF se sont fortement mobilisées face au conflit au Yémen, via des actions auprès des instances nationales, régionales et internationales dans le but d'alléger les souffrances des populations yéménites, notamment via la levée de certains obstacles à la délivrance de l'aide et un meilleur respect du Droit International Humanitaire (DIH) par les parties au conflit.

Cela s'est notamment traduit par de nombreux courriers, rendez-vous et conférences pour pousser le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les instances internationales à agir ; par l'organisation d'un « lobby tour » avec la Directrice pays dans les capitales européennes ; par l'influence sur les conclusions du Conseil de l'Union européenne ou par la proposition d'amendements au Parlement européen pour sauvegarder le budget développement de l'UE pour le Yémen.

En France, ces mêmes messages ont été portés auprès de tous les décideurs, de la Présidence de la République en passant par les différents ministères ou les parlementaires.

Pour faire sortir cette crise de l'oubli, un large travail a également été fait auprès des médias et du grand public, notamment autour des deux ans de l'internationalisation du conflit en mars (conférence de presse, vidéo virale, etc.) ou ses 1 000 jours en décembre, avec le lancement d'un appel mondial à la mobilisation signé par plus de 300 personnalités et destiné aux dirigeants français, américains et britanniques.

LA FONDATION ACTION CONTRE LA FAIM RECHERCHE & INNOVATION

La Fondation ACF pour la Recherche et l'innovation est une Fondation créée en 2013 par ACF sous l'égide de l'Institut de France. Elle vise à soutenir des actions de recherche & innovation permettant d'identifier les causes de la faim ainsi que des actions de prise en charge et de prévention efficaces de la malnutrition. En 2017, la Fondation en est à sa quatrième édition de financement de projets. Elle a permis de favoriser l'émergence d'idées novatrices des équipes sur le terrain comme le démontrent les 26 projets proposés par les missions lors de l'appel à candidature. 7 projets ont pu bénéficier d'un support bénéficiant à 10 pays d'intervention d'ACF.



Améliorer les capacités diagnostiques et d'analyses contextuelles au service des programmes

LINK-NCA : ADAPTATION À DE NOUVEAUX CONTEXTES ET RENFORCE SON INFLUENCE.

La Link NCA (LINK – Nutritional Causal Analysis) est une méthode mixte, à la fois quantitative et qualitative, pour identifier les facteurs déterminants de la sous-nutrition dans un contexte donné. La méthode Link NCA a été développée par Action contre la Faim (ACF), en lien avec des partenaires scientifiques et techniques. Depuis 2012, 44 études ont été menées sur le terrain.

En 2017, l'Unité Technique Link NCA a fait évoluer la méthodologie pour qu'elle s'adapte à une multiplicité de contextes : milieu urbain, milieu transfrontalier, camps de réfugiés... Par ailleurs, une réflexion de fond a été menée pour renforcer l'impact programmatique des études.

En 2017, ACF a fourni son expertise technique à la conduite de 13 études LINK NCA dans 12 pays.

Pour aller plus loin : <http://linknca.org/index.htm>

REVISITER LES DONNÉES D'ENQUÊTES NUTRITIONNELLES POUR ÉCLAIRER LES STRATÉGIES D'INTERVENTION ET DE PLAIDOYER DANS NOS PAYS D'INTERVENTION

La notoriété d'Action contre la faim en nutrition ne s'est pas seulement construite sur la prise en charge de la malnutrition aigüe mais aussi grâce à notre expertise et notre leadership en matière d'enquêtes nutritionnelles (SMART). Depuis près de 20 ans, l'ensemble des informations collectées sont réunies dans un référentiel de données d'enquêtes nutritionnelles. Cette compilation est le fruit du travail patient de June Hirsch, bénévole depuis de nombreuses années à nos côtés. **A la fin de 2017 cette base de données comptait plus de 2000 enquêtes réalisées dans nos pays d'intervention.** En 2017, un travail d'analyse des données historiques et actuelles permettant d'éditer une fiche d'information nutritionnelle nationale par pays a été engagé. Une première feuille de recueil des données a été réalisée pour l'Afghanistan. Elle met en lumière les tendances historiques et les zones d'amélioration ou d'aggravation, les sous-groupes de population les plus vulnérables et un résumé des facteurs de risque persistants et recommande une action intégrée pour prévenir la malnutrition. Trois autres fiches sont en cours de construction (Bangladesh, Sierra Leone et République Démocratique du Congo).

Renforcer l'impact de nos actions de terrain sur la nutrition des populations

RÉINVESTIR LE CHAMP DE LA SANTÉ, UN TOURNANT POUR ACF

Depuis quelques années, l'organisation a décidé de prendre un virage stratégique important : celui de réinvestir le champ de la santé et de promouvoir résolument le lien entre la nutrition et la santé. Favoriser l'accès à la santé des populations est une priorité si l'on souhaite combattre efficacement la malnutrition. Le secteur N&S est ainsi passé d'une approche basée uniquement sur la prévention et le traitement de la malnutrition aigüe à une approche plus globale de prise en charge des maladies de l'enfant et de la santé maternelle. Renforcer les systèmes de santé, les préparer à répondre à différents chocs est désormais le quotidien de nos équipes. Ce changement a nécessité une profonde remise en question de nos acquis. Dans la continuité des efforts consentis depuis 2015, nous avons cette année concentré nos actions sur la formation de nos équipes, la mise en place de procédures et d'outils en matière de pharmacie, et l'élaboration du guide de renforcement des systèmes de santé dont la troisième version a vu le jour et a été testée en RCA, au Népal, en Indonésie. A l'international nous avons aussi été présents dans les grands rendez-vous mondiaux de la santé (Assemblée mondiale de la santé, Forum sur la couverture santé universelle de Tokyo) pour porter le message de l'absolue nécessité d'intégrer la nutrition et la santé dans les priorités mondiales.

ABOUTISSEMENT DU PROJET DE RECHERCHE FUSAM (2013-2017)

Le projet de recherche FUSAM, dont l'objectif était de comparer l'efficacité d'une intervention médico-nutritionnelle avec ou sans composant psychosocial pour traiter la malnutrition sévère aigüe au Népal, a pris fin en 2017 (<http://www.elrha.org/map-location/acf-fusam-nepal-call2/>). Les résultats soulignent la nécessité de contrôler rigoureusement la qualité des indicateurs du traitement nutritionnel en ambulatoire, d'intégrer la santé mentale maternelle dans les interventions psychosociales, de considérer la dynamique familiale afin d'assurer l'accès au traitement nutritionnel. ACF par ce travail, approfondit et poursuit son expertise sur les liens entre santé mentale et soutien psychosocial, pratiques de soins et nutrition pour laquelle elle est reconnue internationalement.

En juin 2017, nous avons organisé une conférence internationale sur la santé et le développement de l'enfant à Katmandou afin de présenter les résultats du FUSAM. La conférence (cf. <https://acfinternationalconference2017.wordpress.com/>) a abordé l'importance des 1000 premiers jours de la vie, connus pour être à la base de multiples aspects du développement de l'enfant qui favorisent son bien-être mental et physique. Environ 250 personnes ont participé à la conférence où 16 experts venus de plusieurs pays (France, Népal, Éthiopie, Bangladesh, États-Unis, Zambie, Afrique du Sud) ont présenté des études scientifiques et des innovations programmatiques. La conférence a mis en évidence les points suivants : 1) promouvoir le développement de la petite enfance est essentiel pour que les enfants atteignent leur potentiel ; 2) les interventions multisectorielles sont efficaces et peuvent être mises à l'échelle ; 3) les médias jouent un rôle important dans la reconnaissance des problèmes de santé et de développement infantile. Ce champ d'investigation multisectorielle se développe, souligne l'importance d'une approche holistique de la santé et du développement de l'enfant incluant les pratiques de soins (avec une nouvelle terminologie proposée par le Lancet Series en 2016 de Nurturing Care)

Renforcer l'impact de nos actions de terrain sur la nutrition des populations

AGENDA WASH'NUTRITION SANTÉ & PROGRAMME GLOBAL WASH

Afin de parvenir à un impact à long terme sur la sous-nutrition et en lien avec le document stratégique ISP 2020, un Agenda « WASH'Nutrition et Santé 2020 » a été élaboré début 2017 entre les secteurs WASH et Nutrition-Santé des différents sièges d'Action Contre la Faim.

Les axes de cet engagement portent sur la coordination des secteurs WASH et Nutrition-Santé, en particulier en contextes d'urgence, sur le support des systèmes de santé par la WASH et enfin sur la recherche d'évidence sur le lien entre infection et sous-nutrition, permettant de faire évoluer les pratiques et les politiques globales et nationales.

Action contre la Faim s'engage ainsi concrètement pour la sécurité nutritionnelle, qui comprend non seulement une bonne nutrition, mais aussi un environnement sûr, de l'eau propre, des installations sanitaires, des connaissances et des pratiques de soins ainsi que des infrastructures de santé adéquates.

Cet agenda est une feuille de route globale, elle-même déclinée de façon opérationnelle à travers le programme Global WASH, et reflétée dans les diverses publications sectorielles 2017 de l'organisation, en particulier le manuel WASH'Nutrition et le manuel Baby WASH.

INTERVENTION CASH À MOSSOUL, EN IRAK

Après trois ans d'occupation et cinq mois de combats, Mossoul a été « libérée » en juillet 2017. En amont de cette libération totale et officielle, ACF avait déjà engagé un travail de diagnostic des besoins humanitaires. Dès que l'accès à Mossoul Est a été possible, ACF a commencé des activités d'urgence dans cette ville dévastée mais toujours habitée, notamment autour des marchés, rare bastion de « normalité ». Dès juin, un projet pilote de transferts monétaires - soit la distribution d'une subvention calculée sur le coût des besoins de survie - a permis à 250 ménages de la partie libérée de Mossoul de subvenir à leurs besoins de base (logement, nourriture, eau, soins, ...). Suite au succès de cette phase de test, malgré les défis sécuritaires, le projet s'est étendu à toute la ville dès août 2017. Ainsi 3600 ménages, soit 20000 personnes, ont reçu de l'argent, à travers des transferts sur leur téléphone mobile, méthode usuelle pour les irakiens, afin de couvrir une partie de leurs nombreux besoins. Les besoins humanitaires restant critiques à Mossoul aujourd'hui, cette aide « en cash » continue à être proposée.

CHAÎNES DE VALEURS, SENSIBLES À LA NUTRITION

Les populations, y compris pauvres et rurales, des pays à revenus faibles et moyens se rendent sur les marchés pour s'approvisionner en aliments, et compléter une autoproduction agricole rarement suffisante en quantité et diversité. Ces dernières années, ACF a surtout concentré son attention sur le développement agricole, en particulier le maraîchage comme un moyen de prévenir et lutter contre la malnutrition. Bien que cette approche reste souvent pertinente, elle n'est pas suffisante. Depuis 2016, ACF vise à développer le potentiel des marchés à délivrer des aliments sains et accessibles aux populations pauvres. En 2017, ACF a soutenu ses missions en Sierra Leone et au Bangladesh via des études de « chaînes de valeur », ciblant les filières arachide, haricot niébé et gombo en Sierra Leone ainsi que les filières Moringa, Jujuba et Taro au Bangladesh. Une étude de terrain fut par ailleurs menée dans le district de Moyamba en Sierra Leone. Enfin, un document sur « le potentiel des chaînes de valeur » pour lutter contre la malnutrition fut développé et partagé avec l'ensemble de nos missions. Cet investissement sur les approches de marchés se poursuivra en 2018, et ce en parallèle avec les interventions agricoles sensibles à la nutrition afin de permettre l'accès des ménages à une plus grande disponibilité et diversité alimentaire.

LES PRINCIPAUX DÉFIS 2017 POUR LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES SUR LE TERRAIN : CLARIFIER LES FONCTIONS ET MODERNISER LES OUTILS TOUT EN INTÉGRANT MIEUX LE POINT DE VUE DES BÉNÉFICIAIRES

Le renforcement de la qualité et du suivi des programmes s'inscrit au cœur du plan stratégique international 2020 d'ACF. Il implique des experts internes issus des départements de l'Expertise et du Plaidoyer, des Opérations et des Systèmes d'Information. Suite à la définition de standards minimum SERA (« Suivi, Evaluation, Redevabilité, Apprentissage ») au niveau de chaque mission, une stratégie a été développée pour aider le siège, les régions et les missions d'ACF à mieux répondre aux critères de qualité et de redevabilité jugés cruciaux pour une ONG internationale. Un nouveau système de rapportage APR international a été défini.

En 2017, un accent particulier a été mis sur le développement des nouvelles technologies avec la mise en place d'un nouveau serveur propre à ACF de collecte de données mobiles (outil utilisé dénommé KOBO Toolbox). Des efforts ont également été déployés pour renforcer la redevabilité d'ACF vis-à-vis des communautés avec de nouveaux guides et outils visant à renforcer l'implication communautaire tout au long du cycle de projet.



© Lys Arango

Formation, échange de connaissance, dissémination

FORMATION EN THÉRAPIE POST-TRAUMATIQUE EMDR : AMÉLIORER LES COMPÉTENCES DES ÉQUIPES SIÈGE ET TERRAIN SUR LA PRISE EN CHARGE DES TRAUMATISMES PSYCHOLOGIQUES.

Afin de mieux répondre aux besoins des populations en détresse psychologique, des manuels de prises en charge cliniques pour les enfants, les adolescents et les adultes ont été développés. Dans ce cadre, nous avons souhaité proposer aux personnes, la thérapie EMDR. Cette thérapie est une des deux thérapies reconnues par l'OMS pour prendre en charge les traumatismes. La formation en EMDR est un long processus d'accréditation dispensé uniquement par quelques organismes agréés au niveau international. Un partenariat a été mis en place entre ACF et HAP France afin de former les psychologues du siège et les psychologues des missions Asie (cf. <http://www.ifemdr.fr/formation-emdr-au-nepal/>). Démarré en 2016, il a permis à 8 psychologues du siège et plus d'une vingtaine de psychologues sur le terrain (dont 12 personnels d'ACF) de franchir les niveaux 1 et 2 de la formation. Ils devraient être accrédités en 2018 après une présentation vidéo d'un suivi individuel en EMDR. En parallèle, Cécile Bizouerne, responsable santé mentale et pratiques de soin au siège est en formation de superviseur EMDR afin de superviser les équipes en EMDR et d'acquiescer cette qualification en interne.

En parallèle et afin de faciliter les prises en charge à grande échelle, une collaboration a été établie avec l'université de Worcester pour mener une recherche sur un protocole de prise en charge du traumatisme en groupe adapté de l'EMDR. Cette recherche a bénéficié d'un financement de la Fondation ACF et sera menée en Irak et en RCA en 2018-2019.

2ÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE RESEARCH FOR NUTRITION (R4NUT) ET LANCEMENT DU PREMIER PILOTE RESEARCH 4 ACTION (R4ACT) (NOV 2017)

La deuxième conférence internationale **R4NUT** a été organisée par ACF à Paris. Regroupant plus de 150 acteurs de la nutrition du monde entier, cette conférence a permis à la fois de faire le point sur les derniers résultats de recherche sur la lutte contre la malnutrition, ainsi que d'offrir un espace d'échange et de discussion entre chercheurs, opérationnels, universitaires et bailleurs. Le lendemain de la conférence le premier pilote **R4ACT** en partenariat avec le PAM a pris place, afin d'explorer une façon innovante de stimuler le lien entre recherche et action. Le thème choisi portait sur l'impact du cash sur la nutrition. La première étape du pilote a consisté à travailler avec la recherche, les techniques et ACF knowledge Lab pour produire un document synthétique, reprenant l'ensemble des principaux résultats scientifiques sur le sujet. La deuxième étape a consisté à organiser un workshop avec un panel restreint d'acteurs clés sur le secteur du cash et de la nutrition (WFP, CashCAP, CaLP, Save the children, USAID, John Hopkins University, UNHCR, ACF, ministère de la santé Nigeria...), pour partager le document et accompagner le panel dans leur processus d'apprentissage et d'utilisation de ces informations pour traduire le savoir en actions éclairées. Des recommandations et un plan d'action ont été produits durant la journée de workshop.

ACF KNOWLEDGE LAB

Produire du savoir est essentiel mais il est tout aussi essentiel de s'assurer que ce savoir soit utilisé et approprié par nos équipes sur le terrain pour améliorer notre action. ACF Knowledge Lab a pour objectif de mettre en place des projets pilotes pour tester différentes façons de fluidifier, simplifier et renforcer le lien entre savoir et action. En lien étroit avec les opérations, les équipes techniques, recherche et plaidoyer, ACF Knowledge Lab a mené plusieurs projets innovants en 2017 : le workshop Research 4 Action, en partenariat avec WFP a ainsi exploré une approche plus pragmatique pour traduire des résultats scientifiques en informations directement utilisables par les acteurs terrain en interne comme en externe. La conception et la mise en place de l'application MAPP-IT, quant à elle, permet aujourd'hui, aux personnes travaillant sur le secteur de la nutrition santé, d'avoir accès à une base de données consolidée des acteurs clés du secteur ainsi que des stratégies d'engagement d'ACF avec ces acteurs, sur une carte du monde interactive et dynamique. En parallèle ACF Knowledge LAB s'efforce de travailler en réseau afin de consolider le knowledge management inter-siège, en particulier à travers le pilotage du « International Uptake working Group ». Dans les projets prioritaires 2018 : un projet pilote sur le renforcement du transfert de capacités avec nos partenaires nationaux et sur les Communautés de Pratique (COP) en tant qu'outil dynamique pour l'échange des savoirs.



© Florian Serieux

Activités de Recherche

PROJETS DE RECHERCHE 2017

Titre du projet	Étape du projet	Partenaires
DDMAS (Déterminants Domiciliaires de la SAM) : Déterminer les facteurs de risques des ménages sur la malnutrition aiguë sévère des enfants de moins de 5 ans (Tchad)	En cours	Association sahélienne de recherche appliquée pour le développement durable
Prévention de la dépression maternelle et de la sous-nutrition de l'enfant (Cox Bazaar, Bangladesh)	Projet terminé	ICCDR,B
Représentations sociales de la malnutrition aiguë sévère et comportements favorisant la santé	Collecte des données	Université Lyon II
Cultivate Africa's Future : Réduire la contamination en aflatoxine du maïs et l'exposition des individus (Zimbabwe)	Valorisation des résultats	Université du Zimbabwe ; International rescue committee (IRC)
Gain in Weight : Système de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables	Projet terminé	Institut des sciences sociales (Burkina Faso)
MAM'OUT : Evaluer les transferts monétaires multi-annuels et saisonniers existant pour prohiber le développement de la malnutrition (Burkina-Faso)	Projet en cours de finalisation, valorisation des résultats	Ghent university ; AgroParisTech
NUTRITIONAL EFFECT ASSESSMENT PROJECT (NEAP)	Projet terminé	Michigan University
COST-EFFECTIVENESS ANALYSIS : Evaluer l'efficacité d'interventions ACF sur le statut nutritionnel d'enfants sous-nutris	Collecte de données valorisation des résultats	
Baby Friendly Spaces + : Renforcer la mise en œuvre d'une approche intégrative de la santé pour les femmes allaitantes et leurs enfants dans les situations d'urgence.	Lancement du projet	Johns Hopkins University
PIB STUDY : Evaluation d'impact d'un programme multisectoriels sur la sous-nutrition (Madagascar)	Projet terminé	Michigan University
Observatoire des Résiliences (CLERSE)	Projet terminé	Université de Lille
Jardins de Santé et Activités Génératrices de Revenus : Évaluation comparative de l'impact des interventions sネスibles à la nutrition sur la prévention de la malnutrition aiguë	Collecte des données	Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS)
Adaptation of a low-cost home filtration system : La prévalence des maladies liées à l'insalubrité de l'eau est un obstacle à la réduction de la sous-nutrition	En cours	ZIE ; Songhai
FUSAM : Efficacité et coût efficacité d'une intervention, combinant la nutrition et le psychosocial, sur le développement et la santé des enfants (Népal)	PROJET TERMINÉ, VOLARISATION DES RÉSULTATS	ICCDR,B
OUADI'NUT : AVANTAGES DE LAJOUT DE LA COMPOSANTE WASH À LA GESTION DE LA MALNUTRITION AIGÛE SÉVÈRE (SAM) PAR UNE CLINIQUE EXTERNE (TCHAD)	Projet terminé, valorisation des résultats	Institute of tropical medicine Antwerp
MANGO : Modélisation d'un protocole nutritionnel alternatif généralisable à une clinique externe (Burkina-Faso)	Finalisation de la collecte des données	Enhanced learning & research for humanitarian assistance (ELRHA)
Opt'Diag : Recherches biomédicales pour un diagnostic et un suivi optimisés de la malnutrition aiguë sévère (SAM) (Liberia, Burkina-Faso, Bengladesh)	Finalisation de l'étude	AgroParisTech ; Ghent University ; University Medical Center ; University College London
Mother to Child Transmission of Trauma : Accroître les connaissances actuelles sur la transmission des traumatismes et son impact sur la relation mère-enfant (Tchad, Camerone, RCA)	Projet terminé, valorisation des résultats	Université Paris Descartes - Paris Sorbonne Cité
Comparative study on the effectiveness of two treatment interventions for Trauma : Conception prospective dans laquelle les participants seront suivis au fil du temps, de l'admission au traitement jusqu'à sa conclusion (durée prévue de six semaines). Nous appliquerons une approche expérimentale, dans laquelle les participants seront assignés au hasard à l'un des deux traitements (CBT ou G-TEP).	Lancement du projet	UNIVERSITY OF WORCESTER ; UNIVERSITY OF BANGUI (CAR) ; JIDAN FOUNDATION
TRUST : Renforcer l'éthique de la recherche au niveau global	Participation au projet international TRUST	University of Lancashire (UCLAN)
Urban and peri urban solid waste recyclers: a case from Mongolia : Développer une stratégie de marketing sociale pour un système inclusif de gestion des déchets solides (Mongolie)	En cours	WASH Action Mongolia
"WASH'EM : Comprendre les déterminants de l'hygiène des mains en situation d'urgence afin de contribuer au développement d'outils d'intervention rapides et efficaces pour assurer un changement de comportement (RDC, Irak)"	En cours	London School of Health and Tropical Medicine (LSHTM) ; Centre For Affordable Water and Sanitation Technology (CAWST)



Jean-François RIFFAUD,
Directeur Communication
et Développement

C OMMUNICATION

L'année 2017 a débuté par l'installation d'une nouvelle identité graphique de notre ONG, en France comme à l'international. Modernisé sans être bouleversé, notre logo et notre environnement graphique traduit la permanence de notre engagement et s'organise toujours autour des symboles de l'eau et de la plante qui rappellent l'indissociable relation entre la vie des Hommes et la santé de notre planète.

Une redéfinition du discours et du positionnement d'ACF en communication a été également engagée tout au long de l'année. Elle a débouché sur l'adoption d'une plateforme mettant en avant à la fois la finalité de notre combat mais aussi les causes auxquelles nous nous attaquons pour le mener : Nourrir cela veut dire s'engager, soigner, faire la paix... Et une signature désormais accompagnant nos communications : « Action Contre la Faim, c'est bien plus que nourrir ». Cette plateforme de discours élargie permet de mieux accueillir et diffuser l'ensemble des messages de l'association. Elle permet également aux différents publics et parties prenantes de mieux comprendre la complexité de la faim dans le monde et de mieux mesurer le travail de notre ONG sur le terrain comme sur le terrain des idées et du plaidoyer.

Enfin, lieu de référence de la présence digitale d'ACF, notre site web a été entièrement rénové pour mieux répondre aux standards techniques et esthétiques mais surtout pour offrir une expérience plus riche et plus directe aux internautes. Cette réalisation sous-tend un renforcement important de notre présence digitale en général et de notre objectif de diffuser le plus largement les histoires, difficultés, combats et succès que nos équipes et les personnes que nous accompagnons rencontrent sur le terrain.

J EUNESSE ET SOLIDARITÉ

2017 a été marquée par les 20 ans de la Course contre la Faim et les 10 ans du Dessin contre la Faim. Cette année encore, nous avons pu compter sur le soutien fidèle de près de 1 500 équipes pédagogiques partout en France et à l'étranger qui ont souhaité mobiliser leurs établissements scolaires dans la sensibilisation des jeunes au problème de la faim dans le monde et leur donner la possibilité d'agir à leur niveau. Alors que les écoles participant au Dessin contre la Faim ont découvert le quotidien de familles en Haïti, les établissements inscrits à la Course contre la Faim ont entendu les témoignages de jeunes en Éthiopie. 290 000 jeunes ont ensuite exprimé leur solidarité à travers la réalisation d'œuvres d'art ou en courant un maximum de tours le jour de la Course contre la Faim, le 19 mai 2017. Cette formidable mobilisation a permis de collecter près de 3,7 millions d'euros. Ces fonds ont notamment financé nos programmes en Éthiopie, en République démocratique du Congo, au Pakistan et au Yémen.



© Samuel Hauenstein Swan

Un immense merci aux élèves, établissements scolaires, bénévoles, partenaires et donateurs pour leur engagement à nos côtés.

Partenariats entreprises & acteurs de la coopération décentralisée

En 2017, une nouvelle organisation et une nouvelle stratégie des partenariats ont été adoptées afin de mieux répondre aux besoins de notre organisation, aux enjeux mondiaux de la sous-nutrition, mais également afin de coconstruire des réponses innovantes et adaptées, en prenant en compte les différents leviers d'engagements. Nos différentes expertises sont placées au cœur du développement des partenariats pour permettre une meilleure mobilisation des parties prenantes autour des enjeux de société. Quatre pôles ont notamment vu le jour : Programmes & Crise, Food, Finance solidaire et innovation, Challenge/sport et solidarité.

En 2017, 240 partenaires (entreprises, fondations, mais également collectivités, agences de l'eau) nous ont fait confiance.

À travers la mobilisation des parties prenantes internes ou externes, le financement direct de programmes, de précieux soutiens ont été apportés aux activités d'Action contre la Faim.

Plus de 4,8 millions d'euros ont notamment été collectés.

Près de 6000 collaborateurs d'entreprises, notamment à travers les Challenges contre la faim, se sont également engagés à nos côtés dans 12 villes de France.

Une mobilisation des acteurs économiques, institutionnels qui doivent s'inscrire progressivement dans de meilleures synergies pour plus d'impact.

MARKETING ET SERVICE RELATIONS DONATEURS

En 2017, la collecte auprès du grand public représente plus de 80 % des fonds issus de la générosité privée, soit 35,3 millions d'euros. Cette collecte a été notamment marquée par les fonds récoltés à l'occasion de l'urgence dans la Corne de l'Afrique en début d'année et de l'urgence relative aux réfugiés Rohingyas au Bangladesh au second semestre 2017. Ces deux urgences majeures ont représenté 8,78 % des fonds collectés auprès des donateurs particuliers, soit une collecte de 3,1 millions d'€.

La collecte brute liée aux prélèvements automatiques est de 19,8 millions d'€ (soit 56 % de la collecte globale) et est donc en croissance par rapport à 2016. Cette croissance est due à nos investissements continus depuis plusieurs années, mais également à une optimisation du cycle relationnel envers les donateurs en prélèvement automatique. Par ailleurs, nous avons continué notre recherche de nouveaux leviers de collecte, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre d'équipes de face-à-face dans les centres commerciaux et l'utilisation plus importante du téléphone.

Les dons ponctuels représentent 13,5 millions d'€ (38 % de la collecte auprès du grand public), dont 3,2 millions d'€ réalisés sur internet. Les libéralités atteignent un montant exceptionnel de 2 millions d'€ (6 % de la collecte).

Le Service Relations Donateurs a assuré la qualité de la relation avec nos donateurs et du traitement des dons en faveur de l'association.

Ses chiffres clés en 2017 sont les suivants :

- Appels de donateurs : 13 par jour, 380 par mois, 4553 par an
 - Emails de donateurs : 60 par jour, 1 814 par mois, 21 767 par an
 - Courriers envoyés par ACF : 76 par jours, 2304 par mois, 27 644 par an
 - Courriers de donateurs : 523 par jour, 15 901 par mois, 190 817 courriers par an
- En 2017, vous avez été près de 300 000 donateurs à soutenir nos programmes humanitaires. Nous vous remercions pour votre générosité et votre confiance renouvelée.

► LE SERVICE DÉLÉGATIONS

Avec 32 délégations actives et plus de 400 bénévoles mobilisés, le réseau des délégations d'Action contre la Faim, recruté, formé et animé par une équipe dédiée au siège, a pour missions de sensibiliser le grand public et de lever des fonds pour lutter contre la sous-nutrition dans nos pays d'intervention. En 2017, près de 200 projets (conférences avec les experts de nos domaines d'intervention ou des expatriés de retour du terrain, concerts, projets avec des étudiants, etc.) ont vu le jour grâce aux équipes de bénévoles, apportant à l'association une visibilité et une notoriété locale. Les relations institutionnelles, tissées localement par notre réseau, ainsi que les événements institutionnels largement relayés par nos équipes (Journées Mondiales, Course et Dessin contre la Faim, Challenge Interentreprises, opérations de partenariats...), ont contribué également à augmenter considérablement la levée de fonds et à sensibiliser de façon pédagogique le grand public à notre mandat, pour le rallier à notre cause.

Un immense merci et un grand bravo à tous les bénévoles engagés dans nos délégations !



© Kathleen Prior



Stéphane FREMONT,
Directeur
Administratif et
Financier

► Synthèse de l'activité du Département Administratif et Financier

De nombreux événements ou projets ont impacté, en 2017, la gestion financière de l'Association. On peut notamment citer la structuration du réseau international, le transfert de management de certains pays d'intervention entre ACF France et ACF États-Unis, la crise Rohingyas en Birmanie et au Bangladesh et enfin, l'évolution des systèmes de pilotage de l'organisation.

Ainsi, parallèlement aux travaux comptables et budgétaires récurrents, l'année 2017 est caractérisée par la poursuite de la stratégie de transformation des mécanismes de management financier de l'Association. Le plan prévoit une approche plus décentralisée avec une responsabilisation des missions et un pilotage financier régional adapté permettant de suivre et d'anticiper les risques financiers.

► Réforme des outils, des modes de gestion et accompagnement des bureaux pays

La volonté de rendre les missions plus autonomes, plus responsables et plus redevables en matière de gestion financière et de faire monter en puissance le pilotage financier au niveau régional nécessite de renforcer la capacité de gestion des équipes opérationnelles. Un vaste projet d'accompagnement (adaptation des processus de gestion et des outils, stratégie de formation, mise en place d'indicateurs de pilotage financier, etc.) a été lancé et se poursuivra les prochaines années.

En parallèle, un projet majeur de modernisation des outils informatiques est prévu afin que l'Association puisse disposer d'ici fin 2019 d'un Système d'Information Finance unique et performant. L'objectif est de renforcer le pilotage sur l'ensemble des thématiques financières (comptabilité générale, trésorerie, gestion des contrats, pilotage budgétaire, etc.) dans un contexte de croissance de l'activité et de contraintes de gestion de plus en plus complexes (nouveaux types de bailleurs ou nouvelles attentes, développement des partenariats/consortiums par exemple).

D'autres chantiers majeurs commencés en 2016 se poursuivront en 2017, comme le changement de méthode de facturation des coûts des personnels expatriés aux bailleurs, projet à forts enjeux opérationnels et financiers.

Enfin, les audits AFD et ECHO ont également fortement impliqué les équipes comptables en fin d'année.

► Les projets internationaux du réseau ACF

La Direction Financière a été fortement mobilisée par la structuration du réseau international et par le développement des projets portés en commun par les différents sièges (France, États-Unis, Espagne, Angleterre, Canada et Inde).



La stratégie de renforcement de l'expertise et la présence régionale ont conduit ACF France et ACF États-Unis à entamer un transfert de management de six pays d'intervention. ACF États-Unis supervise désormais les opérations humanitaires en Haïti, en Somalie et supervisera celles en Éthiopie en 2019. À l'inverse, le siège français reprend la gestion de la République Démocratique du Congo en 2017 et celle du Pakistan et du Nigeria entre 2018 et 2019.

En outre, les Directeurs financiers du réseau ont mis en place les mécanismes de suivi et de financement des projets partagés comme par exemple l'International Donors Relation Unit, ACF Development ou l'Inter-Agency Regional Analysts Network.

► Audits

Les équipes financières, du siège et du terrain, ont répondu aux 110 audits effectués par nos bailleurs de fonds institutionnels sur l'année 2017.

Nos Commissaires aux Comptes ont également mené, en complément de l'audit légal au siège, une mission de contrôle au Cameroun.

► Stratégie financière à 3 ans

Dans le cadre de la stratégie d'ACF France pour 2018-2020, des orientations budgétaires ainsi qu'un plan financier à 3 ans ont été définis fin 2017. Le budget 2018, adopté en décembre 2017, s'inscrit dans ce cadrage.

Nos Commissaires aux Comptes ont également mené, en complément de l'audit légal au siège, une mission de contrôle au Cameroun.

► Feuille de route 2018

Les priorités du Département Administratif et Financier pour 2018 seront les suivantes :

- Consolider et améliorer les systèmes de gestion et de pilotage récemment déployés
- Accompagner et faire monter en compétences les équipes des missions et du siège
- Mener le projet de mise en place d'un nouveau Système d'Information Financier
- Améliorer le pilotage financier, anticiper/réduire des risques financiers et augmenter notre capacité d'analyse



Marc MOSSENTA
Directeur des Ressources
Humaines

► GESTION SOCIALE ET PILOTAGE

Chiffres et tendances clés 2017

- Effectif siège et internationaux fin 2017 :
 - A date : hausse de l'effectif salarié sous contrat ACF FR entre le 31/12/2014 et le 30/11/2017 : +9,2% au global avec de fortes disparités siège (+19,3%) / terrain (-1,7%)
 - Entre 2016 et 2017, le taux d'augmentation globale est de 6.21 % dont siège + 3.7 % et terrain + 9.7%, la tendance s'inverse donc dans la mesure où la hausse du siège décélère.
- Le turn over siège (CDI) est à 18% à peu près stable (18.6 % en 2016)
- L'ancienneté moyenne des salariés internationaux est en légère baisse (2.3 ans en moyenne en 2016 pour 2 ans en moyenne en 2017).

Le service **Gestion Administrative et Paie** reste à un haut niveau d'activité (213 entrées et 196 sorties siège, 288 entrées et 266 sorties de salariés internationaux).

Les outils de gestions restent complexes et il est difficile de les faire évoluer.

- Le déploiement de l'outil Gestion des Temps et des Activités destiné à accélérer la remontée de suivi des absences avec le terrain (pour faciliter la mise en place du coût réel) a occupé l'équipe une bonne partie de l'année. Aujourd'hui, il n'est pas encore 100% opérationnel et son appropriation par les équipes (tant terrain que siège) est complexe
- Des systèmes de contrôle de cohérence afin de fiabiliser les données ont été mis en place
- Les difficultés de bande passante des services informatiques ne nous ont pas permis d'avancer sur la mise en place du workflow de gestion des absences siège.

L'année 2017 a aussi été une année très chargée en projets pour améliorer certaines politiques :

- L'accord rémunération de 2012 a été amendé afin de valoriser la mobilité et améliorer l'attractivité de certains profils (dispositif de rareté)
- Le projet rémunération a permis de valider une orientation des politiques de rémunération du siège et du personnel international qui seront mises en œuvre dès juillet 2018
- Nous avons mis en place le contrat responsable au niveau de la couverture complémentaire santé siège afin de maintenir les mêmes garanties (à condition d'avoir recours aux praticiens médicaux signataires) tout en limitant les augmentations de tarif
- Nous avons effectué un suivi continu de la complémentaire santé des personnels internationaux avec le nouveau prestataire (mis en place en mai 2016)



© Kathleen Prior

- La politique télétravail est en cours de révision mais son ajustement doit maintenant prendre en compte les évolutions légales introduites par les ordonnances Macron
- Nous avons mis en place une politique jeunes parents (afin d'équilibrer vie professionnelle et vie privée lors de l'accueil d'enfants)
- Nous avons négocié 2 accord collectifs : mise en place du CDD projet + réduction de la durée des mandats des élus, accords soumis à approbation des salariés par référendum

L'actualité sociale (veille et dialogue social) a été particulièrement chargée :

- Le début de l'année a été marqué par l'accompagnement légal du projet régionalisation avant sa mise en standby
- Nous avons mis en place les 3 consultations obligatoires (orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale)
- Plusieurs consultations sur des réorganisations de département/service ont été organisées
- Les modifications successives du droit du travail français (loi Rebsamen en 2015, loi El Khomri en 2017, ordonnances Macron) nous obligent à une veille sociale constante
- Nous avons préparé le lancement rapide de l'élection de la nouvelle instance de représentation unique : le Comité Sociale et Economique (CSE)

► RH Régionales

Chiffres et tendances clés 2017

- Notre effectif terrain est composé à **94%** (3990) de salariés nationaux et à **6%** (252) de salariés internationaux. Cette répartition reste stable en comparaison avec 2016.
- **179** postes d'encadrement ont été « nationalisés » sur un total de 431 postes soit **41,5%** des postes de cadre sur le terrain
- 3000 départs (siège et missions) ont été gérés par le Bureau Des Départs
- Au total **536** briefings/debriefings ont été gérés par le Bureau des Départs en 2017 (vs 588 en 2016 soit une baisse de 9% par rapport à 2016). Mais on reste sur une complexification des demandes qui allonge le temps de traitement (y compris pour les personnels siège) ; en raison des conditions d'accès, de la variété des pays dont nos expatriés sont ressortissants (environ 45 pays) et du renforcement de la présence de membres d'ACF à des forums nationaux et internationaux qui continue à croître (plaidoyer, technique, humanitaire), en ligne avec notre positionnement stratégique.

En plus de ces enjeux, l'année 2017 fut une **année également très chargée en projets** qui visent à **améliorer le fonctionnement du service et le service rendu** via :

- Le choix et la mise en place de la relation commerciale avec un **nouveau prestataire** (Bleu Voyages) induisant des calages et la renégociation des contrats tarifaires avec les compagnies aériennes entre autres
- La définition / mise en place d'outils pour renforcer **la professionnalisation, l'efficacité et fiabiliser les données** via notamment le projet **TRAVEL**, ayant pour objectif la mise en place d'un workflow pour les demandes de déplacements (sortir des fichiers pdf) facilitant les rapprochements comptables
- Le service a également été impacté par la mise en place du coût réel, pour lequel des modifications de process et une refonte complète des outils (fiche de demande de déplacement/départ) ont été nécessaires
- Le développement de cadrages tels que **la politique voyage**, qui vise à **formaliser** la prise en charge des déplacements chez ACF (et permettra de définir les paramètres d'outils)

Les référents RH régionaux ont continué leur support quotidien auprès des équipes RH sur le terrain dans leurs efforts constants pour **adapter la réponse RH aux variations des contextes et des problématiques humanitaires**.

Les Référents ont également lancé des travaux autour du **modèle social** (refonte des minima sociaux) et de sa déclinaison en KIT RH, ainsi que sur la thématique de la « **Nationalisation** » qui continueront sur l'année 2018.

Le projet HOMERE est en cours, avec une mise en place complète et une utilisation de l'outil pour les paies sur 9 missions. Il est par ailleurs en cours de déploiement sur 5 autres pays. Une **nouvelle version** a été mise en place prenant en compte les demandes de développement de l'outil formulé auprès notre prestataire. Le déploiement de l'outil 'on site' reste la partie délicate car lié à la vacance de Responsable de département, ou à la possibilité de se déplacer, en particulier sur les contextes sécuritaires.

► RECRUTEMENT & MOBILITÉ (R&M)

L'année 2017 fut marquée par une forte activité en recrutement, avec 622 recrutements (siège et missions) réalisés, dont 369 postes expatriés et une **moyenne de 1.3 recrutements pour 1 poste**. Cette réalisation a permis de maintenir une moyenne de couverture des postes supérieurs à 90% tout au long de l'année.

L'année confirme à nouveau l'organisation par filière métiers, réunies autour de « maisons » : techniques, supports et opérationnelles, supervisées par un coordinateur dédié. Cette organisation a tout d'abord facilité une connaissance de nos collaborateurs au plus proche de leurs envies et nos besoins, permettant que 57% des postes ouverts soient pourvus en interne. Cette organisation a de même rendu possible le suivi de projets dédiés au recrutement et à la mobilité et le déploiement des membres de l'équipe en RCA, Yemen, Burkina Faso et Irak pour accompagner au recrutement décentralisé et apporter un support opérationnel au niveau des missions internationales. En 2017 nous avons aussi travaillé au renfort de notre visibilité externe avec une présence accrue auprès de nos partenaires école et université historiques mais aussi lors de nouveaux salons pour l'emploi et par la création d'un nouveau site recrutement et carrière qui sera mis en ligne en 2018.

La fin de l'année 2017 a été une période de changement avec l'arrivée d'un nouveau Responsable de service et le renforcement de l'expertise du service sur son cœur de métier, notamment via le suivi de formations externes, afin d'apporter le meilleur service et support possible à l'organisation.



► FORMATION :

Après une année 2016 marquée par de forts pics d'activités formation, en 2017 des volumes sur certains dispositifs se sont stabilisés, voire ont légèrement décroché (CPF, coaching...).

ACF a maintenu en 2017 1% de sa masse salariale pour financer le plan de formation des salariés siège.

Pour les équipes terrain, 13 semaines de niveau 2 métier (SpeC) se sont déroulées, dont 2 décentralisées (Népal et Jordanie), avec un équilibre quasi égal de salariés expatriés et nationaux.

Fin 2017, plus de 2200 apprenants étaient inscrits à notre plateforme e-learning Talent Bridge. Avec près de 13.000 heures de connexions au total, la moyenne par apprenant actif (11h) est deux fois plus élevée que d'habitude.

Les contraintes organisationnelles 2017 du service ont impacté la stratégie de développement des niveaux 1 e-learning dans chaque métier. Fin 2017, seuls les L1 SAME et Plaidoyer étaient en ligne. Par contre, des modules ad hoc ont été créés, en plus du parcours Alignement Santé-Nutrition : Climat contre la faim, Plaidoyer budgétaire pour la nutrition, Saga RH.



© Kathleen Prior

En parallèle, l'accent a été mis, tout d'abord, sur une rationalisation et amélioration du backoffice de la plateforme. Avec, par exemple, comme avantage appréciable, un certificat disponible à la fin de chaque module ACF ou CrossKnowledge. Et ensuite, sur l'accroissement et la consolidation de la responsabilité et de l'autonomie de chaque mission à administrer sa part de backoffice : inscription des nouveaux entrants nationaux – utilisation des indicateurs d'activité disponibles sur la plateforme - communication...

Pour cela, en plus de notre support à distance, une boîte à 'outils' spécifique, avec tutoriels, fiches techniques, et catalogue des modules, a été créée pour les administrateurs Talent Bridge de chaque mission. Cependant, cette décentralisation sur chaque mission reste fragile, et doit être régulièrement reprise à zéro quand un renouvellement des administrateurs.

► STRESS ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

En plus de l'activité régulière de briefing, débriefing, soutien des expatriés au cours de la mission, et la gestion des incidents critiques de sécurité ; l'année 2017 a principalement été tournée vers le soin apporté aux salariés nationaux.

Ainsi, trois missions de staff care ont été conduites en 2017. Leur objectif est d'apporter des outils de gestion du stress spécifiques pour les salariés originaires de zones où les conflits armés sont récurrents. Ces programmes ont été déployés en Afghanistan (pendant 2 mois et pour plus de 210 collaborateurs), en Irak (pendant 2 mois et pour plus de 150 collaborateurs) et au Myanmar (Sittwe et NRS pendant 3 mois et plus de 410 collaborateurs).

Ce type d'intervention est très innovant et a permis la publication dans la revue de santé mentale humanitaire du premier article de la littérature scientifique sur l'efficacité d'un protocole thérapeutique à destination des humanitaires (De Fouchier C. & Kedia M. (in press). Trauma-related mental health problems and effectiveness of a stress management group in national humanitarian workers in the Central African Republic. *Intervention, Journal of Mental Health and Psychosocial Support in Conflict Affected Areas.*). La psychologue staff care a par ailleurs réalisé deux missions de terrain en RCA, avec deux objectifs :

- La réalisation d'une formation inter-ONG à la gestion des incidents critiques. Cette formation a réuni plus de 40 participants de 12 organisations différentes ;
- La mise en place d'un partenariat inter-ONG pour la réalisation en 2018 d'une mission staff care d'un an. Le projet est financé par ECHO et réalisé conjointement avec NRC, DRC et ACTED sous le lead d'ACF. C'est à notre connaissance une première mondiale.

► PROJET RH :

Afin d'anticiper l'évolution de nos emplois et des compétences et de clarifier les parcours professionnels pour fidéliser les collaborateurs, un premier outil – le catalogue des métiers – a été défini. Il englobe l'ensemble des métiers du siège et les fonctions d'encadrement pour le terrain, tous potentiellement concernés par les parcours professionnels gérés depuis le siège. Faute d'un système d'information à même d'accueillir cet outil, le projet a été gelé à ce stade.

Les voies de recours ont été clarifiées afin que chacun sache à qui s'adresser en cas de problème entre employeur et employé. Une communication sera faite au siège et sur les missions début 2018.

Une offre de médiation a été mise en place afin de se doter d'un système amiable et confidentiel de résolution des conflits en interne.



**Jean Baptiste
LAMARCHE,**
Directeur Logistique et
Systèmes d'Information

Faits marquants

- **Mise en place d'un plan de réhabilitation électrique global des bâtiments ACF** : Fin juin 2017, un salarié d'Action contre la Faim a été victime d'une électrisation grave ayant engendré son décès quasi instantané. Suite à cet accident, une visite du siège a été organisée rapidement pour mettre la mission en conformité avec le standard ACF, et une campagne de diagnostic électrique a été lancée sur l'ensemble des missions. Au cours de cette campagne, 159 diagnostics et 600 photos ont été reçus par le siège. Cette étude présente un plan de remise à niveau des installations électriques sur 3 ans, qui découle de l'analyse de ces données et de l'accident et qui sera conduit entre 2018 et 2020.
- **Concrétisation du projet de services communs ICT avec ACF-US** : Initié en 2016, la mutualisation des services ICT aux missions US et FR se sont concrétisés en 2017 par la signature d'un accord entre les 2 sièges actant la création de l'unité de service infrastructure globale. L'équipe Infrastructure a développé et mis en place une offre de service ICT, compensée par l'intégration d'une ressource aux frais du partenaire ACF-US. Grâce à cette unité, les échanges de rattachement de pays entre les deux sièges et les impacts sur les changements d'outils informatiques et SI associés ont été limités. Un support individualisé a été fourni aux missions ACF-US pour les accompagner dans une mise aux standards de leurs infrastructures leur permettant d'accueillir les outils informatiques et systèmes d'informations dont elles ont besoin pour être pleinement opérationnelles. Nous sommes confiants sur la prolongation de cet accord sur 2018 ainsi que sur une extension de la démarche sur les services approvisionnements internationaux.
- **Mise en œuvre des projets du Schéma Directeur des Systèmes d'Information** : De nombreux projets d'optimisation du système d'Information ont été lancés en 2016 et ont été déployés en 2017. On peut citer Homère, le système de gestion des Ressources Humaines sur les Missions qui est maintenant déployé sur une majorité de pays. Le Système de présence des expatriés (GTAAB) est aussi en production ainsi que l'application de recrutements en ligne (OVIDE). Le Schéma Directeur des Systèmes d'Information est ainsi mis en œuvre avec une gouvernance du COMEX. Les projets importants et structurants comme UNIFI (Système Financier) ou CRM (Gestion des donateurs) ont été stabilisés pour une mise en œuvre en 2018.

Un nouveau projet d'Archivage Electronique des pièces à valeur probante a été enclenché en 2017, en collaboration avec les Services Généraux. L'objectif est d'assurer dès 2018 la conservation de toutes les pièces à valeur probante, Siège et Missions, pour une meilleure préparation aux audits des bailleurs.

Le projet Link poursuit aussi son expansion, avec le déploiement du module 2, couvrant les Achats, qui apporte une grande satisfaction de la part des utilisateurs, mais aussi avec une attractivité très forte et des expressions d'intérêts formellement transmises par plusieurs organisations pour pouvoir utiliser le même système. Nous avons donc enclenché une étude d'opportunité et de faisabilité de mutualisation de cet outil, avec pour intention de pouvoir l'ouvrir à d'autres acteurs en 2018.

Suite à l'ouverture en 2016, l'Intranet « No Hunger Forum » continue son déploiement et son expansion.

L'année 2017 a été une année très riche en avancements et réalisations sur l'ensemble du périmètre Logistique et Systèmes d'Information, tant en interne ACF France et réseau, qu'en externe au sein de l'écosystème humanitaire.

Le système humanitaire en général, et ACF en particulier, étant à la fois en pleine transformation et en croissance, nous avons concentré tous nos efforts pour apporter un appui à forte valeur ajoutée auprès de tous les départements dans leurs achats, leurs projets SI, et leurs besoins de support logistique et informatique.

Il est maintenant déployé sur les Missions, et son utilisation est aujourd'hui en très forte progression. Largement appropriés par la communication interne, la majorité des documents sont partagés sur ce site, que ce soit au Siège, sur les Missions et aussi au niveau international.

2018 sera consacré à un ancrage plus fort, notamment au niveau collaboratif, pour ainsi devenir la plateforme centrale de l'Organisation.

- **Réorganisation du Service Approvisionnements et Expéditions (SAE)** : Suite à l'étude d'opportunité d'ouverture d'un HUB Logistique au Cameroun réalisée en 2016, une nouvelle organisation du SAE a été mise en place en 2017. Nous avons inversé le fonctionnement par expertise sur tous les pays par une organisation par régions couvrant toutes les expertises. Nous avons donc maintenant une personne dédiée à un portefeuille de pays identifiés, qui supervise et gère l'approvisionnement international dans sa totalité, ce qui fluidifie grandement la collaboration siège terrain. De plus, nous avons lancé les études et premiers pilotes de localisation de stocks internationaux directement dans certains de nos pays d'interventions. Ces pilotes vont nous permettre de démontrer que nous pouvons réduire drastiquement les délais d'approvisionnements tout en nous exposant de manière marginale à des risques de perte. Cette action vise en priorité le domaine spécifique des approvisionnements de médicaments.
- **Mesure de la Performance Achats** : Un nouvel indicateur a été intégré au tableau de bord du Comex en 2017 afin de mesurer la performance achats siège. Il représente le pourcentage d'achats stratégiques effectués au siège conformément à la procédure achats. Les achats stratégiques du siège représentent environ 20 millions d'euros sur les 25 dépensés annuellement. La performance achats 2017 est évaluée à 74 % (contre 64 % en 2016). ACF a ainsi optimisé 15 millions d'euros de prestations, limité les risques liés à ces dépenses, et économisé environ 1 million d'euros en 2017.
- **Implication dans les mécanismes de coordination et d'influence humanitaires** :
(1) Après l'écriture du papier « [Delivering in a moving world](#) » qui a été ensuite le support de plaidoyer logistique pendant le World Humanitarian Summit 2017, nous avons mené une étude d'analyse des dépenses supply chain ACF en partenariat avec Kuhne Logistics University et HELP Logistics, d'une part pour démontrer que 60 à 80 % des dépenses des réponses humanitaires sont dans la chaîne d'approvisionnement, et d'autre part, que des opportunités d'investissements en préparation aux réponses peuvent permettre d'atteindre un ratio de 1 euro investi en préparation et sauve 7 euros en réponse. Le rapport « [Supply Chain Expenditures & Preparedness Investment Opportunities](#) » a été publié en novembre 2017 et fait l'objet de présentations officielles qui ont confirmé un fort intérêt et la nécessité de poursuivre le plaidoyer en 2018 ;
(2) la participation active en tant que membre de l'Emergency Telecom Cluster, en prenant l'initiative d'intégrer les problématiques électriques dans l'agenda du cluster, et en partageant largement avec le cluster les capacités qu'offre notre réseau d'ICT officers locaux présents sur nos missions ;
(3) poursuite de l'implication dans le Global Logistics Cluster, ou le Directeur Logistique et SI ACF a été élu pour occuper un des 3 sièges ONG du [Strategic Advisory Group](#) qui est la nouvelle entité de gouvernance du Cluster au niveau Global, et donc qui nous permet par la même occasion de développer notre rayonnement en visibilité et notre pouvoir d'influence dans le secteur de la logistique humanitaire.

Chiffres clés & brèves par service

• Service Logistique Support Missions

- **787 dossiers d'achats validés** au siège (contre 680 en 2016 : +16 %), pour un total estimé de 24 M€ (contre 18 M€ en 2016 soit + 33 %). Ces contrôles permettent de réduire considérablement les redressements bailleurs.
- **22 déplacements terrain**, pour du support, de la formation, de l'audit avec 13 LAT réalisés, montrant un niveau moyen de conformité avec nos règles en hausse par rapport à 2016, passant de 64 % à 74 %. A noter que plus aucune mission n'est dans la zone rouge de moins de 50 % cette année, et que 3 missions ont eu des scores au-delà des 80 %.
- **La deuxième partie du Link** a été développée, et une **dizaine de missions** l'utilisent fin 2017. En parallèle, le déploiement de la **première partie** a continué, pour atteindre **16 missions**. Tout cela a été possible grâce à **17 formations** assurées par différents membres de l'équipe sur les missions. Près de **900 collaborateurs** utilisent Link à fin 2017 contre 500 à fin 2016.
- Près de **200 jours de déploiement** terrain pour les Coordinateurs Logistique du Pool urgence.
- **Focus RH : 55 postes en logistique** sur les missions ont été pourvus depuis le siège, dont 12 postes de responsables de département. Pour renforcer notre capacité à recruter et accompagner nos collaborateurs, un **nouveau système de test de recrutement, en ligne**, a été mis en place, visant à accroître notre délai de réponse. Nous avons également démarré un chantier de **refonte de notre parcours de formation**, qui se poursuit en 2018 : les premiers modules de formation à distance pour la prise de poste d'un nouveau manager logistique sont désormais disponibles.

• Service Approvisionnements et Expéditions

- **3680 lignes de commandes ont été enregistrées cette année**, soit une augmentation de plus de 48 % par rapport à 2016,
- **5,2 M€ de volume financier traité**, soit une augmentation de 60 % par rapport à 2016,
- **97 % des commandes terrains ont été honorées dans les temps.**
- Fin 2017, le volume financier des stocks était de 1,44 M€ répartis sur 4 sites (Lyon 480 K€; Dubaï 452 K€; Paris 475 K€; Haïti 33 K€)
- **Focus Partenariat** : Le transport de marchandises a été réalisé, entre autres, en partenariat avec CMA CGM. L'année 2017 a vu une croissance presque double en nombre de containers : 80 EVP (équivalent vingt pieds) au lieu de 40-50 EVP des années précédentes. Les principales destinations : Bangladesh, Myanmar, Yemen, RDC, mais aussi Sud Soudan et Somalie. L'économie réalisée avec ce mode de fonctionnement est estimée à plus de 100 K€.

• Service Achats

- Le Service Achats a continué d'accompagner les services et départements du siège dans leurs achats, en étant présent sur **une centaine de dossiers pour un volume supérieur à 15 M€** en 2017.
- Le Service Achats a aussi apporté un support ponctuel aux missions, et aux études liées à l'optimisation de la supply chain internationale.

• Services Généraux

- **L'organisation de l'équipe des services généraux a été modifiée en 2017** et a été reconstituée afin d'équilibrer les rôles et responsabilités de chacun. Cette nouvelle équipe des services généraux a réussi à répondre aux enjeux financiers ambitieux puisque tout en ayant un **budget de fonctionnement réduit**, les **services généraux ont su maintenir une qualité de service et intégrer de nouvelles prestations.**

• Service Infrastructures

- Le Service Infrastructures a été en appui sur le recrutement d'ICT Officers (niveau missions) et a organisé deux Workshops ACF IN (14 FR, 7 US et 4 SP) dont son premier workshop, à Nairobi avec l'aide du bureau régional d'ACF-Kenya.
- **Plus de 1000 ordinateurs ont été préparés** (siège et terrain) soit une augmentation de près de 25 % du parc (principalement dû à l'accord de support signé avec ACF-US) près de 500 équipements ont été traités en SAV.
- La rationalisation des coûts internet se poursuit avec un investissement dans l'achat de nouveaux équipements réseau pour toutes les missions qui permettront de mieux contrôler les flux et les bandes passantes sur les missions.
- L'activité Énergie est venue en support direct aux programmes (WASH, NUT) par la définition de standard (réfrigérateur) et l'implémentation de pompage en milieu urbain.

• Service Développement des Systèmes d'Information

- Activité de support a de nouveau absorbé 30 % d'augmentation des tickets en 2017, dont : 85 % pour Agresso et NHF

Fort de l'ensemble de ces réalisations, **toute l'équipe du Département Logistique et Systèmes d'Informations contribue pleinement à la mise en œuvre de la stratégie 2020.**



© Sebastien Duijndam



Action contre la Faim 14/16 Boulevard Douaumont - CS 80060, 75854 PARIS CEDEX 17

+33 1 70 84 70 70

Association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994
Commission paritaire n°0714H86186-ISSN1607-0569

CONCEPTION : Fabrice JOUSSELIN

contact@fabricejouselin.com

+33 681 324 464